

**Contractualisation vague B 2008-2011
Dossier de demande de reconnaissance
d'une unité de recherche auprès du ministère
et éventuellement d'association à un EPST ou EPIC**



***Laboratoire d'Economie d'Orléans
UMR 6221***

Janvier 2003 - Novembre 2006

Anne Lavigne

***Direction Scientifique 7 (MENESR)
Département scientifique SHS (CNRS)***



**LABORATOIRE D'ÉCONOMIE D'ORLÉANS
(UMR 6221)**

Partie I

**Dossier de demande de reconnaissance d'unité
et d'association avec un EPIC
Contractualisation 2008-2011**

**Direction Scientifique 7 (MENESR)
Département scientifique SHS (CNRS)**

Université d'Orléans

Directrice

Anne LAVIGNE, Professeur

Coordonnées

Université d'Orléans – Faculté de Droit, d'Économie et de Gestion
Rue de Blois – BP 6739 – 45067 Orléans Cedex 2
Tél. (33) 02 38 41 70 37 – Fax : (33) 02 38 41 73 80
E-mail : leo@univ-orleans.fr
Web : <http://www.univ-orleans.fr/LEO/>



**LABORATOIRE D'ÉCONOMIE D'ORLÉANS
(UMR 6221)**

Partie II

**Rapport Scientifique
(Janvier 2003 – novembre 2006)**

et

**Politique scientifique
(Janvier 2008 – décembre 2011)**

Directrice

Anne LAVIGNE, Professeur

Coordonnées

Université d'Orléans – Faculté de Droit, d'Économie et de Gestion
Rue de Blois – BP 6739 – 45067 Orléans Cedex 2
Tél. (33) 02 38 41 70 37 – Fax : (33) 02 38 41 73 80
E-mail : leo@univ-orleans.fr
Web : <http://www.univ-orleans.fr/LEO/>

Sommaire

Avant-propos

1. Présentation générale du LEO

- 1.1. Eléments constitutifs
- 1.2. Axes de recherche et bilan des activités scientifiques
- 1.3. Production scientifique

2. Fonctionnement interne du LEO

- 2.1. Direction
- 2.2. Vie du laboratoire
- 2.3. Pyramide des âges
- 2.4. Formation
- 2.5. Hygiène et sécurité
- 2.6. Utilisation des crédits sur la période 2003-2006

3. Positionnement externe du LEO

- 3.1. Activités de diffusion de la recherche
- 3.2. Formation doctorale
- 3.3. Valorisation
- 3.4. Responsabilités scientifiques et rayonnement scientifique des membres du LEO

4. Projets scientifiques pour 2008-2011

- 4.1. Les demandes de moyens
- 4.2. La restructuration du Laboratoire d'économie d'Orléans
- 4.3. Les projets du Laboratoire d'économie d'Orléans

Annexes

Table des matières

Avant-propos

Le présent document fait suite au précédent rapport présentant le bilan des activités du Laboratoire d'économie d'Orléans sur la période janvier 2001-novembre 2004. Ce dernier rapport avait été demandé à mi-parcours du contrat quadriennal 2003-2007, le Laboratoire d'économie d'Orléans ayant fait l'objet d'une association en qualité de Formation de Recherche en Evolution au 1^{er} janvier 2004. Depuis l'évaluation par le Comité National de la Recherche Scientifique en mars 2005, le Laboratoire d'économie d'Orléans est une Unité Mixte de Recherche créée pour quatre ans, à compter du 1^{er} janvier 2006. Toutefois, afin de remettre le Laboratoire d'économie d'Orléans en phase avec la vague B (contrat quadriennal 2008-2011), il a été demandé un nouveau rapport quadriennal. Le présent document reprend donc certains éléments du rapport 2001-2004 et appuie la reconduction d'une demande de reconnaissance du Laboratoire d'économie d'Orléans en qualité d'Unité Mixte de Recherche.

Nous nous sommes efforcés de suivre les orientations définies par la section 37 du Comité National (lettre d'orientation et aide mémoire du 15 décembre 2001), afin de permettre une évaluation éclairée et loyale des experts du Comité national. Nous avons donc adopté la présentation suggérée : une première partie décrit le LEO, une deuxième partie situe le LEO vis-à-vis de ses parties, une troisième partie retrace le positionnement du LEO vis-à-vis de l'extérieur.

Nous avons, néanmoins, souhaité isoler dans une quatrième et dernière partie le projet scientifique du LEO pour les années 2008-2011, plutôt que d'en diluer les éléments dans les trois premières parties. Ces projets reprennent pour une large part ceux exposés dans le rapport antérieur, dans la mesure où l'évaluation "à mi-parcours" se fait après quelques mois d'exercice du contrat quadriennal 2006-2009.

Rapport rédigé par Anne Lavigne, en collaboration avec Georges Gallais-Hamonno, Christophe Hurlin, Christophe Laviolle, Isabelle Rabaud, Philippe Saucier et Patrick Villieu.

Secrétariat : Renée-Hélène Saliège et Carole Turpin.

1. Présentation générale du LEO

Le Laboratoire d'économie d'Orléans s'est constitué le 1^{er} janvier 1996 par le rapprochement de deux équipes : l'Institut orléanais de finance (URA) et le Centre de recherche sur l'emploi et la production (EA). L'unité a fait l'objet d'un examen en 1999, et le contrat d'association a été renouvelé jusqu'en 2003. En janvier 2004, le LEO a été renouvelé en Formation de Recherche en Evolution pour deux ans. En janvier 2006, le LEO a été renouvelé en Unité Mixte de Recherche pour quatre ans.

1.1. Eléments constitutifs

Le LEO regroupe plus d'une centaine de personnes. Si cet effectif global est croissant depuis 2001, avec un renforcement du potentiel d'enseignants-chercheurs confirmés au cours des dernières années. Le tableau 1 synthétise les mouvements récents d'effectifs. Sur la période 2003-2006, on note :

- le recrutement d'un chargé de recherche CNRS, Régis Breton. Par ailleurs, Jean-Baptiste Desquilbet a bénéficié d'une délégation au CNRS en 2003-2004, et Anne Lavigne en 2005-2006. L'effectif CNRS se compose d'un CR2 et d'un DR2 émérite ;

- le recrutement de deux professeurs issus du premier concours d'agrégation : Christophe Hurlin en 2003, suite au départ de Jérôme Wittwer ; Christophe Rault en 2006 (création de poste "Fillon") ; et le recrutement de trois maîtres de conférences : G. Levieuge en 2004, suite à la promotion de Eric Langlais dans le corps des professeurs des universités ; Emmanuelle Walkowiak en 2005 (création de poste "Fillon") ; Cem Ertur, recruté par mutation en provenance du LEG (Dijon) en 2006 (création de poste "Fillon") ;

- l'arrivée de trois maîtres de conférences : Jean-Philippe Lhernould, juriste de droit social, Jean-Philippe Challine, juriste de droit pénal, et Salvatore Maugeri, sociologue, en 2005 et 2006 ; l'arrivée d'un professeur, Thierry Granier, juriste de droit financier en 2005.

- la décroissance du nombre de doctorants, suite à une politique plus sélective d'inscription en thèse (sauf exception, seuls les doctorants financés sont admis à inscription), à une politique de non réinscription en thèse des doctorants "dormants", et d'une incitation accrue à la réduction de la durée de préparation des thèses (sensibilisation des doctorants et des directeurs de thèse).

Tableau 1 : effectifs : évolution depuis la création de l'unité

	1 ^{er} janvier 2001	1 ^{er} janvier 2003	1 ^{er} janvier 2005	1 ^{er} janvier 2007
Directeurs de recherche (dont émérite)	1(1)	1 (1)	1(1)	1 (1)
Professeurs	10	11	11	12
Chargés de recherche	1	-	1	1
Maîtres de conférences, PRAG et assistants	17	16	18	19
Chercheurs post-doctoraux	1	-	-	2
Doctorants	70	62	65	59
Ingénieurs et assistants ingénieurs	3	3	4	4
Secrétaires	4	4	4	3
Chercheurs associés*	4	4	7	5
Total	111	101	111	106

* Pour des raisons de comparabilité entre les années, ne figurent ici que les chercheurs associés extérieurs à l'établissement

1.1.1. Les membres

Le tableau 2 présente la liste nominative des membres et l'évolution de leur statut au cours des quatre dernières années.

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la direction du LEO a souhaité se mettre en conformité avec les prescriptions des tutelles¹, et à travers l'adoption d'un nouveau règlement intérieur, a clarifié les conditions d'appartenance à l'unité, pour les chercheurs, enseignants-chercheurs, et doctorants, dans son article 1.2 :

¹ Voir notamment la lettre de Patrice Fontaine et Claude Meidinger aux directeurs d'UMR de la section 37 (12 juin 2006).

"[...]

Sont considérés comme membres actifs les enseignants-chercheurs justifiant d'une activité régulière de recherche, se traduisant par au moins une production scientifique annuelle évaluée, ou au moins quatre productions scientifiques évaluées sur une période quadriennale. Pour les chercheurs, ou les enseignants-chercheurs en position de délégation ou de congés pour recherche, l'exigence est évaluée au prorata de la durée de la délégation ou du congé pour recherche.

Pour les chercheurs et enseignants-chercheurs-docteurs, est considérée comme une production scientifique évaluée : un article paru dans une revue à comité de lecture, une contribution à colloque avec comité de sélection, une présentation au séminaire de l'unité, une contribution à un rapport de recherche contractuel, une contribution à ouvrage collectif. Pour les doctorants, outre les productions scientifiques évaluées précédemment énumérées, l'activité régulière de recherche peut être justifiée par la production d'un chapitre de thèse par an, validée par le directeur de thèse.

Sont considérés comme "membres associés" :

- les chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants ne justifiant pas d'une activité de recherche régulière au sens du 3^{ème} alinéa du présent article 1.2. ;
- les chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants affectés dans d'autres unités, pourvu qu'ils contribuent à une activité de recherche régulière au sens du 4^{ème} alinéa du présent article 1.2.

L'appartenance à la catégorie "membre actif" ou "membre associé" est validée par le directeur de l'unité, lors de la remise des rapports d'activité aux autorités de tutelle, dans le cadre des contrats d'association à ces tutelles. En cas de contestation par un membre de l'unité de son rattachement à l'une ou l'autre catégorie, le Conseil de laboratoire émet un avis, validé par le directeur de l'unité."

S'agissant des chercheurs et enseignants-chercheurs, les conditions d'appartenance à la catégorie "membres actifs du LEO" sont moins restrictives que celles exigées par les tutelles. Elles tiennent compte des délais d'ajustement entre l'annonce qui a été faite de la mise en œuvre de ces critères et leur entrée en vigueur effective. D'une part, les délais de publication sont tels que le respect d'une norme minimale de publication prend du temps. D'autre part, certains enseignants-chercheurs privilégient les ouvrages comme supports de publication, et il serait déraisonnable de les considérer comme "non actifs" même s'ils ne publient pas dans des revues à comité de lecture. En effet, l'activité de recherche ne se limite pas à la seule production d'articles scientifiques : certains enseignants-chercheurs ont une activité d'animation de la recherche (animation de séminaire et encadrement doctoral) peu quantifiable, mais néanmoins indispensable au bon fonctionnement du laboratoire.

L'affichage d'une norme minimale de publication lors de l'assemblée générale du LEO en septembre 2005 a fait l'objet d'une vive discussion, certains membres du LEO craignant que le reversement des chercheurs dans la catégorie "membres associés" ne les enferme dans une "trappe à inactivité scientifique". Ainsi, deux maîtres de conférences recrutés au milieu et à la fin des années quatre-vingt dix, alors que les besoins d'enseignement étaient extrêmement prégnants, ont délaissé l'activité de production scientifique pour se consacrer à l'encadrement pédagogique et la direction de filières d'enseignement. Ces deux enseignants-chercheurs ont été classés dans la catégorie "chercheurs associés". Cependant, chacun d'eux est inséré dans un contrat de recherche depuis 2006, et a vocation à être "membre actif" dans le prochain contrat quadriennal.

Tableau 2 : liste nominative des membres et évolution de leur statut (en grisé, les présents ; en semi-grisé présence partielle au LEO sur l'année)

Chercheurs et enseignants-chercheurs actifs	2003	2004	2005	2006
BAUDASSE Thierry, MC				
BELLANDO Raphaëlle, MC				HDR
BRETON Régis, CR CNRS				
CHATELAIN Jean-Bernard, PR	HDR	HDR	HDR	HDR
COLLETAZ Gilbert, PR	HDR	HDR	HDR	HDR
DESQUILBET Jean-Baptiste, MC	HDR	HDR	HDR	HDR
ERTUR Cem, MC				HDR
GALIEGUE Xavier, MC	HDR	HDR	HDR	HDR
GALLAIS-HAMONNO Georges, PR	HDR	HDR	HDR	HDR
GAZE Pierre, MC				
GENDRON Bruno, MC				

GRANIER Thierry, PR		HDR	HDR	HDR
HURLIN Christophe, PR		HDR	HDR	HDR
LAVIALLE Christophe, MC	HDR	HDR	HDR	HDR
LAVIGNE Anne, PR	HDR	HDR	HDR	HDR
LELART Michel, DR Emérite CNRS	HDR	HDR	HDR	HDR
LEVIEUGE Grégory, MC				
LHERNOUD Jean-Philippe MC		HDR	HDR	HDR
MONTALIEU Thierry, MC				
POLLIN Jean-Paul, PR	HDR	HDR	HDR	HDR
RABAUD Isabelle, MC				
RAULT Christophe, PR				HDR
RIETSCH Christian, MC	HDR	HDR	HDR	HDR
SAUCIER Philippe, PR	HDR	HDR	HDR	HDR
VAUBOURG Anne-Gaël, MC				
VILLIEU Patrick, PR	HDR	HDR	HDR	HDR
WALKOWIAK Emmanuelle, MC				
WITTEWER Jérôme, PR	HDR	HDR		

Chercheurs et enseignants-chercheurs associés	2003	2004	2005	2006
BLOT Christophe				
CALDERON Cuauhtémoc (PR, étranger)			HDR	HDR
CHALLINE Jean-Philippe (MC, PAST)			HDR	HDR
DAOUD BARKAT Daoud (MC, étranger)				
DJELASSI Mouldi (MC, étranger)			HDR	HDR
GAUDEMET Jean-Philippe (PR, PAST)				
HAVET Nathalie				
JOVANOVIC Franck (MC, étranger)				
LE QUERE Françoise (MC)				
MAROIS William (PR)	HDR	HDR	HDR	HDR
MAUGERI Salvatore (MC)				
MATIERE Jean-Pierre (MC)				
NENOVSKY Nikolay (PR, étranger)	HDR	HDR	HDR	HDR
PATILEA Valentin (MC)		détachement	détachement	détachement
PIATECKI Cyrille (PR)	HDR	HDR	HDR	HDR
POP Adrian				
RINGUEDE Sébastien (MC)				
URECHE-RANGAU Loredana				
VIAENE Alex				
ZAMFIRESCU Nicolas (MC)				

Ingénieurs d'études et de recherche	2003	2004	2005	2006
CLEMENT David, IE				
DUBOIS-DUNILAC Nicolas, IE				
MACAIRE Simon, IE				
MENDES-CLEMENT Sylvie, IE				
STROPPA Yvan, IE CNRS				
TIMOTEO Joaquim, IE				

Post-doctorants	2003	2004	2005	2006
JENNEQUIN Hugues				
TRANDAS-BOBOC Cristina				

Secrétaires	2003	2004	2005	2006
COURNOLLET Maryse				

DESNOS Françoise				
POREE Pascale				
SALIÈGE Renée-Hélène				
TURPIN Carole				

Note : au 30 novembre 2006, une secrétaire exerce son activité à 80 %, les deux autres travaillant à 100 %.

Doctorants	2003	2004	2005	2006
ABID Mahassen				
ACCLASSATO HOUENSOU Denis				
ANGELOVA HINKOVA Ecatherina				
ARY TANIMOUNE Oumarou El Nasser *				
BA Fatou				
BANGAKE Chrysost				
BARBIER-GAUCHARD Amélie *				
BELKHIR Mohamed				
BENZIDOUN Kalida				
BOITOUT Nicolas *				
BOUJEDRA Faouzi *				
BULATOVIC Vladimir *				
BUNDA Irina *				
BUNEA Adriana*				
BURAC Céline				
BUTACI Casian				
CADINOT GAFTONIUC Hélène				
CALAVREZO Oana				
COSME-VINOUCONRAD				
DAN BAKY Agada *				
DANADJI Issac *				
DAOUD BARKAT Daoud *				
DE SOUSA Manuela *				
DIALLO Boubacar				
DJIMASRA Nodjitidje				
DOUEIK Tahsine				
DRAGOS Cristian				
EGGOH Comlanvi Jude				
ELMSIYAH Chérif				
FARCAS Simona Laura				
FALL Mouhamadou *				
FOUQUAU Julien				
GARAD Malik				
GAROFALO Mark				
GBINLO Roch Edgard				
GENES Clément				
GREGORIADIS Nelly				
GUITTEAUD Cyril				
HAMDANE Hager				
HAROUNA ZAKARI Ibrahim*				
HENCHIRI Hanène				
IDRISS Ahmed				
JEDLANE Nabil				
KEBEWAR Mazen				
KOLEVA Darina				
LAARADH Kamel				

LANHA Magloire *					
LECOT Marie-Christine					
LEE Kangsoek *					
LEGER Fabien					
LESPAGNOL Charlotte *					
LEVIEUGE Grégory *					
LE XUAN Phuc					
LOUGANI Rakia					
MADJIMBAYE Nanadjim *					
MBIMI DE NGAMOUI Jean-Tarcisius *					
MENDES-CLEMENT Sylvie*					
MERCURELLI Franceline					
MICLEA-POP Diana *					
MINEA Alexandru					
MOUGANI Gabriel *					
MUSARD-GIES Marie					
NDOUBAHIDI Samandingar François					
NGO Duc De					
NGUYEN THI THANH Huyen					
NZE OBAME Jesus Herell					
OBENG Koffi					
OULD SIDY ZEINE Debbe					
POP Adrian *					
RAPELLI Stéphane					
REZAAE Amir					
RIVA Angelo *					
SARR Felwine *					
SEGONE Daniel					
SEMENESCU Florina Cristina					
SERBU Simona					
SOSSOU Gilles					
STRIMBU Svetlana					
TIEMTORE Abel					
TISSEUR Paola					
TOCHEVA Dessislava *					
TODEA Alexandru					
TOINAR Mogota Anatole					
TOKPAVI Sessi					
TRABELSI EL GHARBI Myriam					
TRHARI Majda					
VO THI Phuong Nga					

* Docteurs au 15 décembre 2006

1.1.2. L'organigramme administratif et l'organigramme scientifique

L'organigramme administratif présente la structure administrative de l'unité (tableau 2).

Au cours des cinq dernières années, l'homogénéité des équipes scientifiques structurant le Laboratoire d'économie d'Orléans s'est modifiée de manière significative. Cette évolution a résulté de plusieurs facteurs :

- **l'expertise reconnue du LEO en finance** a suscité une vague de candidatures nouvelles sur cet axe de recherche, en chercheurs et enseignants-chercheurs, de sorte que les équipes "Marchés et intermédiaires financiers" et "Macroéconomie monétaire" ont vu leur potentiel relatif s'accroître ;

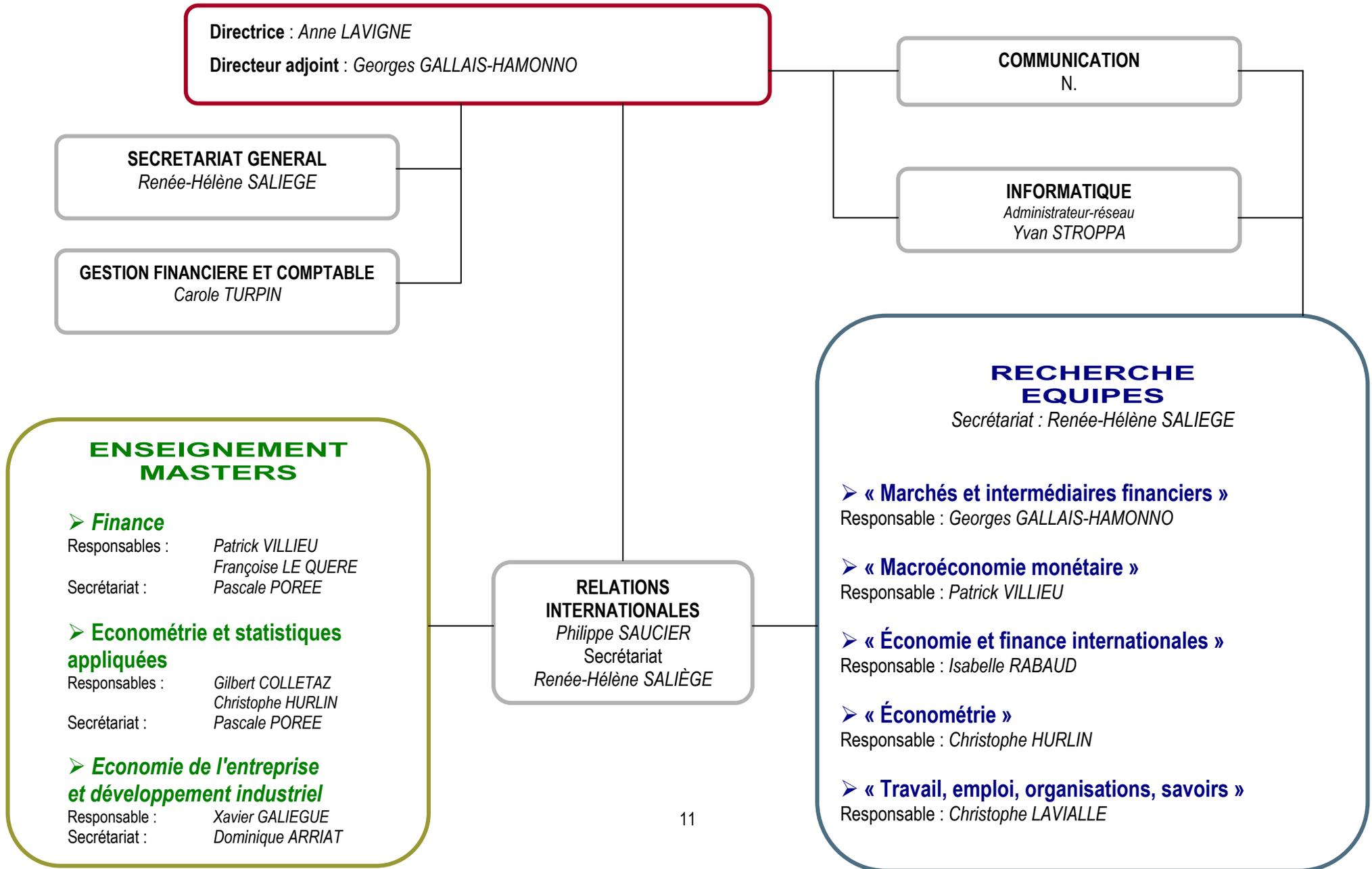
- parallèlement, **l'équipe "Economie industrielle et choix collectifs"** a vu le départ de plusieurs micro-économistes, et un faible recrutement corrélatif de doctorants, de sorte que sa pérennité s'est vue menacée ; cette faiblesse avait été soulignée lors de la précédente évaluation par le Comité National ;
- l'équipe "Travail, emploi, formation", après le départ du directeur précédent du Centre Associé Régional du CEREQ (A. Clark), a redéfini ses thématiques de recherche dans le sens d'une **pluridisciplinarité accrue** entre économistes, gestionnaires sociologues et juristes ; cette équipe a pris un nouveau nom en janvier 2006, "Travail, emploi, organisations et savoirs" ;
- enfin, l'arrivée récente dans l'équipe d'économètres, et la création d'un master "Econométrie et statistiques appliquées" en octobre 2004 a mis en évidence la nécessité d'un **affichage de l'économétrie comme spécialité du LEO**.

Prenant acte de ces évolutions au début de l'année 2006, la direction du LEO a décidé de supprimer l'équipe "Economie industrielle et choix collectifs" et de **créer une équipe "Econométrie"**. L'adossement entre les équipes constitutives du LEO et l'offre de formation au niveau Master est ainsi plus cohérente. Le tableau 3 présente l'organigramme scientifique, avec la ventilation des membres de l'unité entre les équipes nouvellement définies.

1.1.3. La localisation

Le Laboratoire d'économie d'Orléans est situé sur le campus universitaire d'Orléans-la Source. Il dispose de 740 m², localisés au 2^{ème} étage de l'UFR Droit, économie et gestion. Les bureaux des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des secrétaires sont de taille identique. Jusqu'en 2006, chaque bureau regroupait au maximum deux chercheurs ou enseignants-chercheurs ; chaque chercheur ou enseignant-chercheur a un ordinateur personnel, connecté à un réseau propre au LEO, administré par l'ingénieur informatique. Les doctorants disposent d'une salle informatique dotée de 15 ordinateurs personnels en réseau, ainsi que de deux salles de travail dotées chacune de six postes de travail. Ils peuvent également se connecter au réseau du LEO à l'aide de leur ordinateur portable.

Organigramme fonctionnel du Laboratoire d'économie d'Orléans (UMR 6221) au 15 novembre 2006



MARCHES ET INTERMÉDIAIRES FINANCIERS		TRAVAIL, EMPLOI, ORGANISATIONS ET SAVO	
Georges GALLAIS-HAMONNO		Christophe LAVIALLE	
Denis ACCLASSATO Ecatherina ANGELOVA –HINKOVA Nasser ARY TANIMOUNE Fatou BA Mohamed BELKHIR Raphaëlle BELLANDO Nicolas BOITOUT Régis BRETON Irina BUNDA Adriana BUNEA Céline BURAC Casian BUTACI Jean-Bernard CHATELAIN Conrad COSME-VINOUC Daoud DAOUD BARKAT Agada DAN BAKY Jean-Baptiste DESQUILBET Manuela DE SOUSA Boubacar DIALLO Mouldi DJELASSI Tahsine DOUEIK Chérif ELMSIYAH Mouhamadou FALL Georges GALLAIS-HAMONNO Mark GAROFALO Jean-Philippe GAUDEMET Pierre GAZE Thierry GRANIER Hager HAMDANE Ibrahim HAROUNA ZAKARI Hanène HENCHIRI Franck JOVANOVIC Mazen KEBEWAR Kamel LAARADH Magloire LANHA Anne LAVIGNE Michel LELART Françoise LE QUERE	Phuc LE XUAN Fabien LEGER Grégory LEVIEUGE Rakia LOUGANI William MAROIS Franceline MERCURELLI Diana MICLEA-POP Marie MUSARD6gies Nikolay NENOVSKY Huyen NGUYEN THI THANH Jesus Herell NZE OBAME Anthony OBENG KOFI Jean-Paul POLLIN Adrian POP Amir REZAEI Christian RIETSCH Angelo RIVA Daniel SEGONE Abel TIEMTORE Alexandru TODEA Myriam TRABELSI EL GHARBI Majda TRHARI Loredana URECHE-RANGAU Anne-Gaël VAUBOURG Alex VIAENE Phuong Nga VO THI Nicolas ZAMFIRESCU	Khalida BENZIDOUN Vladimir BULATOVIC Hélène CADINOT-GAFTONIUC Oana CALAVREZO Jean-Philippe CHALLINE David CLEMENT Issac DANADJI Cristian DRAGOS Nicolas DUBOIS-DUNILAC Simona FARCAS-DRAGOS Xavier GALIEGUE Roch Edgard GBINLO Bruno GENDRON Thierry GRANIER Cyril GUITTEAUD Nathalie HAVET Christophe HURLIN Ahmed IDRIS Christophe LAVIALLE Jean-Philippe LHERNOULD Simon MACAIRE Nanadjim MADJIMBAYE Jean-Pierre MATIERE Salvatore MAUGERI Jean-Tarcisius MBIMI DE NGAMOUI Sylvie MENDES-CLEMENT Diana MICLEA-POP Thierry MONTALIEU Samadingar François NDOUBAHIDI Nikolay NENOVSKY Duc De NGO Debbe OULD SIDY ZEINE Cyrille PIATECKI Stéphane RAPELLI Sébastien RINGUEDÉ Gilles SOSSOU Joaquim TIMOTEO Paola TISSEUR	Mogota TOINAR Emmanuelle WALKOWIAK Jérôme WITTEWER

ÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	MACROÉCONOMIE MONÉTAIRE	ECONOMETRIE
Isabelle RABAUD	Patrick VILLIEU	Christophe HURLIN
Mahassen ABID Denis ACCLASSATO Chrysost BANGAKE Thierry BAUDASSE Faouzi BOUJEDRA Cuauhtemoc CALDERON Jean-Baptiste DESQUILBET Boubacar DIALLO Nodjtidge DJIMASRA Nabil JEDLANE Hugues JENNEQUIN Kang-Soek LEE Michel LELART Thierry MONTALIEU Gabriel MOUGANI Nikolay NENOVSKY Isabelle RABAUD Philippe SAUCIER Simona SERBU Gilles SOSSOU Svetlana STRIMBU-LEE Dessislava TOCHEVA Cristina TRANDAS-BOBOC	Chrysost BANGAKE Amélie BARBIER-GAUCHARD Raphaëlle BELLANDO Christophe BLOT Régis BRETON Irina BUNDA Cuauhtemoc CALDERON Jean-Bernard CHATELAIN Gilbert COLLETAZ Jean-Baptiste DESQUILBET Jude EGGOH Julien FOUQUAU Malik GARAD Clément GENES Nelly GREGORIADIS Christophe HURLIN Nabil JEDLANE Darina KOLEVA Christophe LAVIALLE Marie-Christine LECOT Michel LELART Charlotte LESPAGNOL Gregory LEVIEUGE Jean-Pierre MATIERE Alexandru MINEA Gabriel MOUGANI Marie MUSARD-GIES Nikolay NENOVSKY Jean-Paul POLLIN Felwine SARR Florina SEMENESCU Patrick VILLIEU	Raphaëlle BELLANDO Gilbert COLLETAZ Cem ERTUR Julien FOUQUAU Christophe HURLIN Valentin PATILEA Christophe RAULT Sébastien RINGUEDE Sessi TOKPAVI

1.2. Axes de recherche et bilan des activités scientifiques

1.2.1. Positionnement scientifique du LEO

Le positionnement scientifique du Laboratoire d'économie d'Orléans résulte de la fusion de l'Institut orléanais de finance et du CRESEP en 1996. Le Laboratoire d'économie d'Orléans est reconnu pour ses recherches en finance au sens large (finance de marché, intermédiation financière, mais également macroéconomie monétaire et financière), en économie internationale (commerce international, intégration Nord/Sud, développement et transition), et en économie du travail (marché du travail et éducation). Plus récemment, suite à l'arrivée de nouveaux membres, le LEO a développé une nouvelle expertise en économétrie.

De manière très générale, et au-delà des projets individuels de recherche qui peuvent s'en écarter, le thème unificateur du Laboratoire d'économie d'Orléans est celui des **défaillances de marché dans la coordination des agents économiques**, qu'il s'agisse de l'intermédiation financière, du lien entre croissance et développement, de l'insertion des jeunes sur le marché du travail... Dans la plupart des recherches, les membres du Laboratoire d'économie d'Orléans combinent approches théoriques et tests empiriques. En ce sens, les recherches ne relèvent, sauf exception, ni de la théorie pure, ni de l'empirisme pur. Enfin, les membres du Laboratoire d'économie d'Orléans sont animés par des considérations normatives, de sorte que les recherches menées débouchent souvent sur des prescriptions de politique économique (en matière de politique monétaire et budgétaire, de réglementation prudentielle des intermédiaires financiers, de développement, voire de politique sociale).

Bien sûr, comme le Laboratoire d'économie d'Orléans est l'**unique centre de recherche en économie de l'Université d'Orléans**, il a vocation à accueillir l'ensemble des enseignants-chercheurs recrutés en économie. Et si le recrutement des maîtres de conférences répond en partie à la politique scientifique du Laboratoire (en partie, parce qu'il existe des besoins en enseignement qui échappent au positionnement scientifique privilégié par le Laboratoire, par exemple en économie publique), le recrutement des professeurs, et partant des directeurs de thèse potentiels, reste tributaire des concours d'agrégation. Dès lors, la politique scientifique du Laboratoire se heurte parfois à des contingences dirimantes.

Plus récemment, le Laboratoire d'économie d'Orléans a accueilli des enseignants-chercheurs **juristes** orléanais, spécialistes de droit social et de droit financier, ainsi qu'un **sociologue** des organisations, dans une optique de collaboration interdisciplinaire.

Signalons enfin que les chercheurs associés (hors maîtres de conférences et professeurs en poste à l'Université d'Orléans) sont des enseignants-chercheurs étrangers, ayant le Laboratoire d'économie d'Orléans pour seul laboratoire de rattachement. Il s'agit pour l'essentiel de chercheurs insérés dans des projets de recherche du LEO, et bénéficiant d'invitations régulières à l'Université d'Orléans sur chaires vacantes ou sur contingent du Conseil scientifique.

1.2.2. Bilan des activités des équipes

Les paragraphes suivants présentent un bilan succinct des activités des cinq équipes qui composent le Laboratoire d'économie d'Orléans. Plutôt que de résumer chacune des contributions, on s'est efforcé de donner une vue d'ensemble du **positionnement du Laboratoire d'économie d'Orléans dans chacun des champs explorés**, ainsi que de la **dynamique de recherche à l'intérieur de chaque équipe** (poursuite de travaux antérieurs, thématiques nouvelles).

1.2.2.1. Equipe « Marchés et intermédiaires financiers »

Responsables : Georges GALLAIS-HAMONNO et Jean-Bernard CHATELAIN (puis Anne LAVIGNE, par intérim)

Membres permanents :

Raphaëlle BELLANDO
Régis BRETON
Jean-Bernard CHATELAIN
Jean-Baptiste DESQUILBET
Mouldi DJELASSI
Georges GALLAIS-HAMONNO
Jean-Philippe GAUDEMET
Pierre GAZE
Thierry GRANIER
Franck JOVANOVIC
Anne LAVIGNE
Michel LELART
Françoise LE QUERE
Grégory LEVIEUGE
William MAROIS
Nikolay NENOVSKY
Jean-Paul POLLIN
Christian RIETSCH
Anne-Gaël VAUBOURG
Nicolas ZAMFIRESCU

Doctorants et post-doctorants :

Denis ACCLASSATO
Ecatherina ANGELOVA-HINKOVA
Nasser ARY TANIMOUNE
Fatou BA
Mohamed BELKHIR
Nicolas BOITOUT
Irina BUNDA
Adriana BUNEA
Céline BURAC
Casian BUTACI
Conrad COSME-VINOUC
Daoud DAOUD BARKAT
Agada DAN BAKY
Manuela DE SOUSA
Boubacar DIALLO
Tahsine DOUEIK
Cherif ELMSIYAH
Mouhamadou FALL
Mark GAROFALO
Hager HAMDANE
Ibrahim HAROUNA ZAKARI
Hanène HENCHIRI
Mazen KEBEWAR
Kamel LAARADH
Magloire LANHA
Fabien LEGER
Phuc LE XUAN
Rakia LOUGANI
Franceline MERCURELLI
Diana MICLEA-POP
Marie MUSARD-GIES

Huyen NGUYEN THI THANH
Jesus Herell NZE OBAME
Anthony OBENG KOFI
Adrian POP
Amir REZAEI
Angelo RIVA
Daniel SEGONE
Abel TIEMTORE
Alexandru TODEA
Myriam TRABELSI EL GHARBI
Majda THRARI
Loredana URECHE-RANGAU
Alex VIAENE
Phuong Nga VO THI

L'équipe « Marchés et intermédiaires financiers » a développé ses recherches dans deux directions : les marchés financiers d'une part, et l'intermédiation financière d'autre part.

➤ **Marchés financiers**

S'agissant des recherches en finance, le Laboratoire d'économie d'Orléans a poursuivi ses travaux en *finance historique*, qui absorbent la quasi-totalité des chercheurs permanents de l'équipe sur cet axe. Les travaux en *finance de marché* sont, pour l'essentiel, réalisés par les doctorants.

• **Finance historique**

Les travaux en finance historique ont concerné tant **l'histoire de la pensée financière**, que **l'histoire des faits monétaires et boursiers**.

Le signe tangible de la maturité acquise par la « finance moderne », alors qu'elle apparaît avec l'article fondateur de Markowitz en 1952 est qu'elle donne lieu à des recherches sur l'histoire de son émergence intellectuelle et de son développement. Un membre de l'équipe travaille ainsi à la frontière de « l'histoire de la pensée » et de la « finance » en mettant en perspective l'émergence de différents concepts (marche au hasard, efficience, arbitrage etc).

Dans le domaine des faits historiques analysés à l'aide des concepts et des moyens de calculs de la finance moderne, les trois dernières années ont été très actives. D'une part, deux membres ont été chargés par l'INED de participer à l'édition critique du livre de Antoine Deparcieux, ouvrage de 1742 qui présente les formules actuarielles utilisées dans le monde entier et également la première table de mortalité de la population française. Cette participation a pris la forme de quatre articles, sur l'origine des données utilisées par Deparcieux, sur les suites de cette table qui a été utilisée pendant tout le XIX^{ème} siècle par les assurances sur la vie, sur la technique de construction de ladite table ainsi que sur des formules actuarielles.

L'activité principale des membres de l'équipe travaillant en finance historique a été l'achèvement du projet, initié au milieu des années quatre-vingt dix, sur la Bourse de Paris au XIX^{ème} siècle : une série d'études *quantitatives* à partir de données *inédites* collectées à la main. Un ouvrage de 600 pages sera publié par Les Publications de la Sorbonne en décembre 2006. Cette publication parachève le projet "Finance historique" mentionné dans le rapport précédent.

Evidemment, quelques articles sur des cas spécifiques ont été publiés (ou sont en cours de soumissions). Il faut citer un article méthodologique de fond qui s'est posé la question de la pertinence d'utiliser des données *hebdomadaires* ou bien des données *mensuelles*. Cette question est évidemment fondamentale pour la collecte des données. La réponse est inattendue : les données hebdomadaires n'apportent pas une information statistiquement supérieure à celle apportée par les données mensuelles. Citons, en effet, la réalisation d'une thèse sur l'organisation et le comportement comparé de deux institutions concurrentes, les Bourses de Milan et de Gênes au XIX^{ème} siècle.

- **Finance de marché**

L'équipe s'est intéressée à deux problématiques principales, le fonctionnement des marchés primaires avec une attention particulière portée sur les prises de contrôle et les participations d'une part, et la performance des investisseurs sur différents marchés d'autre part.

- S'agissant du fonctionnement des marchés primaires, l'équipe s'est enrichie d'une expertise juridique, et plusieurs contributions ont été apportées sur les *mécanismes d'acquisition de sociétés* (Directive OPA par exemple), et sur les règles de saine gouvernance dans le démarchage de sociétés. Cette analyse juridique revêt une importance particulière dans un contexte de globalisation des marchés, pouvant induire une concurrence déloyale selon les règles de place. Au-delà de cette réflexion juridique, qui s'est étendue à l'analyse du rôle des commissaires aux comptes dans les opérations de rapprochement de capital et plus généralement au droit applicable à la surveillance des marchés, plusieurs travaux se sont consacrés aux aspects économiques des fusions-acquisitions. Sous un angle théorique, il a été proposé une nouvelle méthode de partage des responsabilités dans les opérations d'acquisitions, avec un rôle plus important dévolu au numéraire. Sous un angle empirique, des recherches ont été entreprises sur des marchés particuliers (marchés des pays en transition) pour analyser les déterminants économiques et financiers des opérations de fusions-acquisitions.
- S'agissant des études de performance, les recherches menées se sont inscrites dans une tradition d'analyse ancrée au Laboratoire d'économie d'Orléans. Il s'agit d'analyser la performance d'investisseurs particuliers, en l'occurrence les fonds mutuels (britanniques), les fonds indiciels (français), et les *hedge funds*. Les méthodes utilisées sont traditionnelles (mesures standard de rendement ajusté au risque, mesures d'erreur de suivi), mais les segments de marché analysés sont nouveaux, et les bases de données constituées originales. Plus récemment, des chercheurs de l'équipe ont exploré une nouvelle approche des comportements financiers, à travers la *finance comportementale*. Quelques contributions ont d'ores et déjà été apportées, concernant le lien entre finance comportementale et volatilité des marchés, ainsi que les biais comportementaux de certains investisseurs (fonds de pension, et plus généralement gérants pour compte de tiers).

➤ Intermédiation financière

Les recherches en intermédiation financière se sont articulées autour de quatre grands axes : (i) l'architecture des systèmes financiers ; (ii) l'économie bancaire ; (iii) l'économie de l'assurance et des systèmes de retraite ; (iv) la finance, entre intermédiation et marchés.

• L'architecture des systèmes financiers : environnement institutionnel, gouvernance et implications macro-économiques

Comment se constituent les systèmes financiers ? Quelles sont les règles de partage entre finance de marché et finance intermédiée ? Quelles sont les conditions nécessaires d'une saine gouvernance des systèmes financiers et quelles implications macroéconomiques peut-on en attendre ? Telles sont les grandes questions auxquelles les chercheurs de l'équipe se sont consacrés dans cet axe.

○ Environnement institutionnel et gouvernance

▪ Environnement juridique des systèmes financiers

Depuis les travaux de Lopez de Silanes, Schleifer et Vichny, il est admis que l'environnement juridique façonne la *gouvernance des systèmes financiers*. Plusieurs chercheurs de l'équipe ont exploré cette voie de recherche en s'intéressant à la *spécificité de la gouvernance européenne*. Un résultat intéressant est que la fameuse distinction entre "économies anglo-saxonnes orientées vers le marché" et "économies européennes orientées vers la banque" est fragile. Les modes de gouvernance semblent très différents d'un pays à l'autre, pour des raisons qui tiennent au droit financier applicable, et partant, l'idée d'une "gouvernance financière européenne" unifiée est fallacieuse. En revanche, il semble utile de *dresser une typologie des systèmes nationaux*, qui tienne compte de leurs complémentarités institutionnelles.

L'environnement juridique ne se limite pas au droit des contrats financiers. Des chercheurs de l'équipe se sont également intéressés au *rôle de la gouvernance d'entreprise dans la prévention de la fraude fiscale*, ainsi qu'au *rôle des commissaires au compte dans la prévention des délits financiers*.

▪ Marché du travail et gouvernance financière

Les systèmes financiers ne sont pas uniquement façonnés par les règles juridiques gouvernant les relations financières. Ils s'articulent à d'autres marchés notamment le marché du travail. On a ainsi proposé une réflexion théorique sur *l'influence de la nature des contrats de travail sur les choix financiers des entreprises*.

○ Implications macroéconomiques

Les modes de gouvernance ont des incidences sur le financement des économies, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Plusieurs travaux d'économétrie appliquée de l'équipe se sont intéressés aux *contraintes financières pesant sur les entreprises* en France et en Pologne. Les choix financiers des entreprises ont également été étudiés : *recours au crédit bail, recours au nantissement de brevets pour financer l'innovation*. Plusieurs chercheurs de l'équipe, et notamment des doctorants, se sont intéressés aux *systèmes financiers des pays en développement*. D'une part, il s'est agi de mettre en évidence l'impact de la *libéralisation financière* (mouvement observé dans une grande majorité de pays depuis quelques décennies, et notamment en Tunisie et dans les pays de l'UMOA) sur les grandeurs macroéconomiques clefs (épargne, investissement, croissance). D'autre part, plusieurs travaux se sont intéressés à un instrument prenant une place croissante dans les pays en développement, la *microfinance*. Pour la plupart, ces travaux de nature empirique tentent de mettre en évidence l'efficacité des techniques de microfinance pour l'allocation des ressources et la réduction de la pauvreté.

- **L'économie bancaire : services bancaires, gestion bancaire et surveillance prudentielle**

Le Laboratoire d'économie d'Orléans a une longue tradition d'analyse des théories et pratiques bancaires. Au cours de l'exercice sous revue, de nombreuses contributions ont été apportées à ce thème, qu'elles relèvent de l'analyse des *services bancaires*, du *rôle de l'information dans l'intermédiation financière*, de la *gouvernance bancaire*, et de la *surveillance prudentielle*.

- *Services bancaires*

S'agissant des services bancaires, l'équipe a poursuivi ses travaux sur l'*offre groupée de services bancaires* (les "*packages bancaires*"), en offrant notamment une explication rationnelle à l'inclusion de services non bancaires dans les *packages* bancaires. On s'est également intéressé à la diversification de l'offre bancaire, via le développement de la *bancassurance*. L'équipe a enfin poursuivi ses travaux sur les *technologies de paiement*, notamment les moyens de paiement électroniques. Le poids économique des systèmes de paiement de détail est en effet considérable, alors que les recherches théoriques et empiriques qui leur sont consacrées sont rares. L'analyse a permis de montrer que si Internet permet d'alléger le coût social de la production de paiement, il est à l'origine d'une transformation de l'activité bancaire en raison de l'émergence de non banques dans tous les domaines de paiement, appelant une reformulation de la réglementation prudentielle bancaire.

- *Information et intermédiation*

Depuis les travaux pionniers de Hirshleifer et Riley, il est reconnu que la production d'informations socialement utiles par des agents privés se heurte à deux problèmes dirimants, leur fiabilité et leur appropriabilité. Les intermédiaires, et plus spécifiquement les intermédiaires bancaires, existent en vertu de leur capacité à surmonter les obstacles découlant des asymétries informationnelles entre prêteurs et emprunteurs. Si le problème de fiabilité a fait l'objet de nombreuses analyses, celui de l'appropriabilité est resté inexploré. C'est ce qui a motivé l'élaboration d'un modèle d'intermédiation financière dans lequel les prêteurs doivent s'assurer de l'appropriabilité des informations produites lors de l'évaluation initiale des emprunteurs. Les intermédiaires financiers émergent comme un mécanisme de dissimulation permettant aux investisseurs d'extraire une rente informationnelle future, compensant le coût d'évaluation initial.

Ces questions d'information sont également au cœur d'une recherche sur les conséquences de la transparence comptable sur le coût des fonds propres levés par les entreprises. Il est montré que des règles de divulgation d'information plus précises sont susceptibles de renchérir le coût du capital, lorsque le marché réunit des intervenants informés et des intervenants non informés.

Dans une veine plus traditionnelle, une recherche empirique a été menée sur données microbancaires pour analyser la tarification du crédit en France, et l'impact de la réglementation prudentielle sur cette tarification.

- *Gouvernance bancaire*

La gouvernance des intermédiaires financiers est un thème nouvellement abordé par les chercheurs du LEO. En effet, les dispositifs prudentiels bancaires en vigueur tendent à accorder une place de plus en plus importante aux *mécanismes incitatifs*, par opposition aux premières réglementations quantitatives mises en œuvre (ratio Cooke). Dans une série de recherches empiriques consacrées à la gouvernance bancaire, on a ainsi montré les liens existant entre la composition des conseils d'administration, la structure du capital et les performances bancaires.

- *Surveillance prudentielle*

La surveillance prudentielle bancaire est un thème de recherche récurrent du LEO. Pendant l'exercice sous revue, on s'est intéressé à des questions traditionnelles, telles que l'assurance des dépôts et la doctrine du *too big to fail*. Mais de nouvelles problématiques, en lien avec la gouvernance optimale des systèmes bancaires, ont été abordées, mettant l'accent sur les mécanismes incitatifs pour contrôler la prise de risque bancaire. La réforme de la surveillance bancaire connue sous le nom de Bâle 2 a fait l'objet de nombreuses contributions

théoriques et empiriques. Ces contributions ont porté sur le rôle des agences de notation dans les exigences de capital bancaire, sur la procyclicité des mesures prudentielles, sur le rôle de la discipline de marché dans le nouveau dispositif de Bâle 2. Une attention particulière a été portée aux *politiques d'émission de dette subordonnée par les banques*. Ce thème, relativement peu étudié dans la littérature théorique et empirique anglo-saxonne, est complètement négligé en Europe. Les contributions des chercheurs du LEO ont ainsi comblé un vide théorique et empirique sur l'approche européenne de la discipline de marché.

L'architecture prudentielle tend à devenir de plus en plus complexe, tant les intermédiaires financiers de différentes natures (banques, entreprises d'investissement, assurances) entretiennent des liens de propriété. Ceci a naturellement amené les chercheurs du LEO à s'intéresser à la surveillance prudentielle des *conglomérats financiers*. Ici encore, l'enjeu est crucial pour les prochaines années.

Soulignons, enfin, que ces recherches sur la surveillance prudentielle des systèmes bancaires trouvent une valorisation naturelle dans l'activité d'expertise que les chercheurs du LEO peuvent avoir auprès des autorités de supervision. Ainsi, une étude a-t-elle été réalisée sur l'opportunité d'introduire en France un *fichier positif de surendettement* (par opposition au fichier négatif des personnes interdites de chèque auprès de la Banque de France).

- **Assurance, fonds de pension et systèmes de retraite**

Depuis une dizaine d'années, le LEO a développé des recherches relatives aux *conséquences financières du vieillissement des populations*. Pendant l'exercice sous revue, des contributions ont été apportées dans quatre grandes thématiques :

- les *retraites*, avec l'analyse des récentes réformes introduites en France, en mettant l'accent sur un dispositif particulier introduit en 1999, le *Fonds de réserve pour les retraites (FRR)* ; le LEO a développé un outil de simulation original pour projeter l'évolution probable du FFR à l'horizon 2050 ;
- les *fonds de pension*, en examinant leur mode de gouvernance, leur réglementation et leur fiscalité dans les pays anglo-saxons ; cette étude a débouché sur une analyse des liens entre *finance comportementale et fonds de pension* ;
- l'*assurance vie* : en France, les produits d'assurance vie sont perçus comme de proches substitut à l'épargne retraite ; on s'est donc interrogé sur les raisons pouvant motiver cette perception, et notamment sur la *fiscalité différentielle des produits d'assurance vie et des autres produits d'épargne* ; plus largement, on s'est intéressé aux *déterminants empiriques de l'assurance vie en France*, à travers des estimations économétriques sur données individuelles ;
- l'*assurance et les tests génétiques* : ce domaine de recherche est crucial pour l'offre d'assurance, un certain nombre de pathologies étant de plus en plus fréquemment reliées à des facteurs génétiques (maladies dégénératives liées au vieillissement notamment) ; des contributions théoriques ont été proposées sur ce thème, qui tendent à montrer l'efficacité de l'utilisation de l'information génétique dans la tarification de l'assurance.

- **La finance, entre intermédiation et marchés**

La distinction entre intermédiaires et marchés financiers tend à s'estomper. Sur les marchés financiers en effet, émergent des opérateurs dont la nature oscille entre opérateur primaire et intermédiaire. Les organismes de gestion collective, agissant pour compte propre ou pour compte de tiers, en sont une illustration. Deux séries de travaux adossés à des contrats de recherche se sont intéressées à cette *intermédiation de marché*.

- La *gestion d'actif des investisseurs institutionnels* : après une revue de littérature sur le problème d'agence dans la délégation de gestion, la recherche s'intéresse aux principales caractéristiques de la relation de délégation en Europe, telles qu'elles ressortent d'entretiens réalisés avec des professionnels européens. La recherche s'achève par une étude empirique de la prise de risque dans la gestion déléguée dans le cas des OPCVM actions françaises.

- Les intermédiaires en information : l'objet de cette recherche est *l'analyse des intermédiaires en information* (analystes financiers, journalistes) et des déterminants de la qualité des services d'information qu'ils fournissent aux marchés, sur un plan théorique et empirique. Plus précisément, il s'agit d'analyser les stratégies d'obtention et de révélation de l'information par ce type d'intermédiaires, en adoptant l'hypothèse de départ selon laquelle la qualité de l'information obtenue est conditionnée par la relation avec la source d'information.

1.2.2.2. Equipe « Macroéconomie monétaire »

Responsable : Patrick VILLIEU

Membres permanents :

Raphaëlle BELLANDO
Régis BRETON
Cuauhtemoc CALDERON
Jean-Bernard CHATELAIN
Gilbert COLLETAZ
Jean-Baptiste DESQUILBET
Christophe HURLIN
Christophe LAVIALLE
Michel LELART
Gregory LEVIEUGE
Jean-Pierre MATIERE
Nikolay NENOVSKY
Jean-Paul POLLIN
Patrick VILLIEU

Doctorants et post-doctorants :

Chrysost BANGAKE
Amélie BARBIER-GAUCHARD
Christophe BLOT
Irina BUNDA
Jude EGGOH
Julien FOUQUAU
Malik GARAD
Clément GENES
Nelly GREGORIADIS
Nabil JEDLANE
Darina KOLEVA
Marie-Cristine LECOT
Charlotte LESPAGNOL
Alexandru MINEA
Gabriel MOUGANI
Marie MUSARD-GIES
Felwine SARR
Florina SEMENESCU

L'équipe « Macroéconomie monétaire » s'intéresse à la théorie pure de la monnaie et à ses implications en termes de politique monétaire, mais aborde également des questions de macroéconomie réelle. Durant les dernières années, les travaux se sont orientés dans trois directions : (i) la modélisation des politiques monétaires ; (ii) le policy mix en union monétaire ; (iii) l'effet des politiques économiques sur la croissance de long terme.

• Modélisation des politiques monétaires

Les travaux sur la modélisation des politiques monétaires ont en commun de mêler étroitement théorie et aspects plus directement opérationnels de la politique monétaire. On peut les regrouper en trois ensembles.

- Plusieurs contributions s'intéressent à *la modélisation de la monnaie*, que ce soit dans un cadre à comportements d'agents ou dans le cadre simplifié du modèle IS-LM. Ces travaux appartiennent à une réflexion d'ensemble au sein de l'équipe, et de manière générale en macroéconomie, sur la manière dont la monnaie et la politique monétaire pourraient faire l'objet d'un traitement plus réaliste, dans le cadre d'une « macroéconomie sans LM ». Cette réflexion a débouché sur une table ronde lors du colloque du T2M à Orléans en janvier 2004. Plus généralement, les questions de « théorie pure de la monnaie » sont toujours débattues au sein de l'équipe, et lors de différents colloques ou « workshops ». Récemment, l'équipe s'est tournée vers *l'étude de la modélisation de la transparence de la banque centrale* et ses implications en termes de politique monétaire dans des modèles d'anticipations rationnelles à effet d'apprentissage.
- La question des *règles monétaires* est depuis quelques années au centre des réflexions théoriques et du débat de politique économique dans l'Union Monétaire Européenne. Si une politique

monétaire fondée sur le taux d'intérêt à la manière de la « règle de Taylor » semble bien fonctionner aux Etats-Unis, une telle règle s'applique difficilement au comportement des autorités monétaires européennes. Plusieurs travaux de l'équipe s'interrogent alors sur la règle monétaire optimale et/ou praticable à mettre en place dans les pays de la zone euro, en particulier sur la comparaison entre règle de Taylor et règle fondée sur les Indicateurs des Conditions Monétaires, et la question récurrente de la manière dont les banques centrales doivent réagir à l'instabilité financière. Faut-il intégrer les prix d'actifs dans la fonction de réaction des banques centrales ? La politique monétaire doit-elle tenter de neutraliser l'impact des mouvements de prix d'actifs ?

- Une troisième voie de recherche concerne les *mécanismes de transmission de la politique monétaire*. Plusieurs contributions, pour l'essentiel de nature empirique, soulèvent ainsi la question de la transmission des taux directeurs vers les taux longs européens. Par ailleurs, la transmission de la politique monétaire vers les comportements d'investissement a fait l'objet d'un réexamen à partir de données microéconomiques sur un panel de firmes françaises et européennes, mettant en évidence la diversité des mécanismes de transmission dans la zone euro, pouvant affecter la conduite de la politique monétaire commune. Enfin, l'équipe s'intéresse également au rôle des banques dans les processus d'amplification financière des chocs.

- **Le *policy mix* en union monétaire**

En économie ouverte, la question de la *coordination internationale des politiques économiques* s'imbrique étroitement avec celle de la *crédibilité des politiques monétaires et budgétaires*. Ce problème de coordination peut aboutir à un *policy mix* particulièrement inefficace, qui accroît les pertes sociales pour tous les pays. Ainsi, des règles monétaires peuvent difficilement se concevoir indépendamment des politiques budgétaires en vigueur, et c'est en fait la question de l'articulation entre politiques monétaires et budgétaires qui se pose.

- Un ensemble de travaux porte ainsi sur le *policy mix dans la zone Euro*, en particulier sur l'intérêt de mettre en place des processus de type « fédéraux », et sur la nature institutionnelle de tels processus. L'équipe s'est ainsi penchée sur la question du fédéralisme budgétaire, comme mécanisme assurantiel ou comme outil permettant d'instaurer la discipline budgétaire. Par ailleurs, de nombreux travaux s'intéressent également à la *remise en cause de la cible de déficit du Pacte de Stabilité et de Croissance* et aux effets de son remplacement par une cible de déficit structurel, ou par une « règle d'or » des finances publiques.
- La question de la coordination va de pair avec celle de *l'hétérogénéité de la zone Euro*. C'est assurément cette question qui a suscité le plus de travaux récents dans l'équipe et qui offre le plus de perspectives de développement. Des travaux font ainsi le point sur les différentes formes d'hétérogénéité dans la zone Euro et leurs implications pour les règles optimales de politique monétaire unique, ou construisent un indicateur de dispersion budgétaire dans la zone Euro, et utilisent différents tests pour évaluer la convergence d'un ensemble de variables budgétaires (dépenses publiques, soldes budgétaires primaires, structurels ou conjoncturels). Ces travaux servent de point de départ à des analyses plus théoriques sur l'optimalité des règles monétaires dans une union monétaire hétérogène, et sur les contrats incitatifs pouvant être mis en place pour que la banque centrale tienne compte des divergences dans la zone Euro.
- En dehors de la zone Euro proprement dite, un certain nombre de travaux s'intéressent à la question *des caisses d'émission*, à travers notamment le gain de crédibilité que de tels régimes de change extrêmes peuvent apporter à des pays désirant stopper une hyperinflation, ou satisfaire à des critères d'entrée dans une zone monétaire. Des applications particulièrement intéressantes sont menées en ce qui concerne l'expérience bulgare.

- **Travaux sur la croissance**

Les travaux sur la croissance se sont essentiellement orientés dans deux directions.

- D'une part, plusieurs contributions empiriques portent sur la *modélisation des tests de causalité de Granger en données de panel, dans des modèles à effets fixes ou aléatoires*. Appliquant cette méthode à la relation entre développement financier, on montre que les données semblent privilégier une forte causalité allant de la croissance vers le développement financier. Par ailleurs, la même méthodologie peut être utilisée pour évaluer différentes approches empiriques pour estimer la contribution des infrastructures à la croissance et à la productivité des facteurs privés. L'estimation directe d'une fonction de production peut ainsi conduire à surestimer le rendement du capital public. Ces travaux s'inscrivent dans un programme de recherche plus vaste consistant à évaluer la productivité des infrastructures publiques et leur impact sur la croissance.
- D'autre part, un certain nombre de travaux plus théoriques portent sur *l'introduction de règles de déficit et de la dynamique de la dette publique dans les modèles de croissance endogène*. Les modèles de croissance endogène permettent en effet d'étudier l'impact de déficits persistants sur la croissance, selon l'utilisation de ces déficits, et conduisent à s'interroger sur les avantages supposés de propositions visant à laisser les gouvernements financer les dépenses publiques d'investissement par endettement. Par ailleurs, les arbitrages de politique monétaire et fiscale peuvent également être étudiés dans ce cadre.

1.2.2.3. Equipe « Economie et finance internationales »

Responsable : Isabelle RABAUD

Membres permanents :

Thierry BAUDASSÉ
Cuauhtemoc CALDERON
Jean-Baptiste DESQUILBET
Michel LELART
Thierry MONTALIEU
Nikolay NENOVSKY
Isabelle RABAUD
Philippe SAUCIER

Doctorants et post-doctorants :

Mahassen ABID
Denis ACCLASSATO
Chrysost BANGAKE
Faouzi BOUJEDRA
Boubacar DIALLO
Nodjitidje DJIMASRA
Nabil JEDLANE
Hugues JENNEQUIN
Kang-Soek LEE
Gabriel MOUGANI
Simona SERBU
Gilles SOSSOU
Svetlana STRIMBU-LEE
Dessislava TOCHEVA
Cristina TRANDAS-BOBOC

Les axes de recherche de l'équipe "Economie et finance internationales" se sont orientés autour de quatre thèmes :

- (i) la mobilité des facteurs ;
- (ii) l'économie politique de l'intégration régionale ;
- (iii) l'économie du développement et de la finance informelle ;
- (iv) les crises financières et les questions monétaires internationales.

- **La mobilité des facteurs**

La mobilité des facteurs fait référence aux mouvements du travail et des capitaux. La question de migrations a été analysée, à la fois du point de vue théorique et appliqué, au partenariat Nord-Sud, notamment nord-américain. Les différentes *représentations théoriques des migrations internes* (rurales-urbaines) ont été étudiées tant dans la lignée des travaux de Harris et Todaro que dans les nouvelles théories économiques des

migrations. Fondé sur une approche microéconomique, le second travail applique un modèle original fondé sur Harris et Todaro. Il présente également des *approches alternatives au phénomène migratoire* ainsi que leurs conséquences en matière de politique économique. Une troisième contribution analyse la relation entre les migrations internes, la libéralisation des échanges de produits agricoles et la structure des inégalités de revenus dans les pays en développement.

La question de la *localisation des activités* est abordée dans divers travaux tant généraux que centrés sur les activités de services et relatifs aux pays européens comme méditerranéens.

Un bilan critique général des indicateurs mesurant *l'attractivité* de la France est dressé. Les indices synthétiques de compétitivité comme celui du Forum économique de Davos ne reposent pas sur une vision théorique claire des déterminants de la croissance et produisent des classements contradictoires et volatils. Ils gagneraient à intégrer le rôle des institutions dans la croissance à long terme. Les statistiques d'investissement direct à l'étranger (IDE) sont fortement influencées par les opérations de fusions et acquisitions à court terme. Le rôle crucial du développement des indicateurs d'activités des firmes d'origine étrangère est souligné.

L'analyse des questions relatives à la *localisation des activités de services au sein de l'OCDE et dans les pays du sud de la Méditerranée* met en évidence l'importance des services aux entreprises liés à la connaissance dans le développement industriel.

Le rôle du risque pays et l'effet moyeu-rayon dans les IDE entre l'UE et les pays du sud de la Méditerranée sont également étudiés.

Les travaux réalisés au sein de ce premier axe participent au projet *Territoires et mobilités* dans ses dimensions « développement économique des territoires », « mobilité interne (rurale-urbaine) et internationale de la force de travail » et « mobilité du capital ».

- **L'économie politique de l'intégration régionale**

L'économie politique de l'intégration régionale développe la question de *l'articulation entre les accords commerciaux régionaux (ALENA, Accords d'association Euro-méditerranéens) et les accords multilatéraux conclus dans le cadre de l'OMC*. Ce nouveau thème émerge dans la recherche menée dans le cadre du projet sur l'économie politique de la gouvernance dans le partenariat Euro-méditerranéen (GO-EuroMed), financé par la Commission européenne dans le cadre du 6ème programme cadre.

Au sein de ce consortium, est étudié le type d'accord le plus approprié (régional ou multilatéral) pour une libéralisation graduelle des échanges de services entre l'Europe et les pays méditerranéens du processus de Barcelone. Ce travail s'inspire de la synthèse des sources de données réalisées dans le cadre du rapport sur la mesure des échanges de services.

L'évolution des accords de partenariats entre l'UE et les pays de l'ACP a également fait l'objet d'une étude.

Des travaux sur l'évaluation des gains en termes de croissance de l'intégration de la Roumanie à l'UE s'inscrivent également dans ce cadre.

- **L'économie du développement et de la finance informelle**

L'économie du développement et la finance informelle constitue un autre axe de recherche développé dans le cadre d'une recherche ARP (action de recherche partagée) au sein du réseau « Entrepreneuriat » de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) sur le thème de la microfinance et des microentreprises. Ces travaux se situent à l'articulation des équipes "Marchés et intermédiaires financiers" et "Economie et finance internationales".

Dans une thématique assez différente, le thème du capital social et ses liens avec la finance informelle a fait l'objet d'une contribution.

- **Les crises financières et les questions monétaires internationales**

La question des *unions monétaires régionales* fait l'objet de travaux à la fois pour la coopération monétaire en Asie et pour les pays africains. Enfin, la question de la corrélation entre investissement domestique et épargne nationale a été réexaminée en utilisant un modèle de transition souple en économétrie des données de panel.

1.2.2.4. Equipe « Travail, emploi, organisations et savoirs »

Responsable : Christophe LAVIALLE

Membres permanents :

Jean-Philippe CHALLINE
Nicolas DUBOIS-DUNILAC
Xavier GALIEGUE
Bruno GENDRON
Thierry GRANIER
Christophe HURLIN
Christophe LAVIALLE
Jean-Philippe LHERNOULD
Simon MACAIRE
Jean-Pierre MATIERE
Salvatore MAUGERI
Thierry MONTALIEU
Nikolay NENOVSKY
Cyrille PIATECKI
Sébastien RINGUEDE
Joaquim TIMOTEO
Emmanuelle WALKOWIAK
Jérôme WITTEWER

Doctorants et post doctorants :

Khalida BENZIDOUN
Vladimir BULATOVIC
Hélène CADINOT-GAFTONIUC
Oana CALAVREZO
David CLEMENT
Issac DANADJI
Cristian DRAGOS
Simona FARCAS-DRAGOS
Roch Edgard GBINLO
Cyril GUITTEAUD
Nathalie HAVET
Ahmed IDRIS
Jean-Tarcisius MBIMI DE NGAMOUI
Sylvie MENDES-CLEMENT
Diana MICLEA-POP
Samadingar François NDOUBAHIDI
Duc De NGO
Debbe OULD SIDY ZEINE
Stéphane RAPELLI
Gilles SOSSOU
Paola TISSEUR
Mogota TOINAR

L'équipe « TEOS » est issue d'une évolution de l'ancienne équipe « marché du travail et éducation », opérée en deux temps.

- Tout d'abord, la volonté d'ouverture pluridisciplinaire de l'équipe, sur un objet partagé qui a conduit l'équipe à s'ouvrir à des chercheurs provenant de disciplines connexes en interne par l'intégration de chercheurs en droit social et droit du travail ; en externe par la création et l'animation d'un réseau de recherches en « Sciences du Travail », regroupant, sous la forme d'un séminaire permanent, économistes, juristes, sociologues, psychosociologues, gestionnaires, autour de la problématique commune « Trajectoires et identités professionnelles : penser la complexification du travail » ;
- Par ailleurs, le Laboratoire d'économie d'Orléans a procédé au regroupement de ses équipes « Economie industrielle et des choix collectifs » et « Travail, emploi, formation » (ex « marché du travail et éducation ») pour donner naissance à l'équipe TEOS. Il s'agit cette fois d'élargir nos problématiques à la question du changement organisationnel et de son articulation avec les problématiques d'économie de l'entreprise et d'économie industrielle. L'hypothèse justifiant la pertinence d'un tel regroupement est celle, centrale dans ce qu'il est convenu d'appeler la littérature sur la *variété des capitalismes*, qui consiste à reconnaître dans la firme l'acteur central à partir duquel se nouent les modalités de

coordination d'une économie de marché, et à partir duquel se recomposent les compromis institutionnels pouvant agir comme des « régulateurs » de l'économie de propriété privée. Il s'agit aussi, dans une approche « territorialisée » du développement économique, d'articuler les réflexions d'économie industrielle (sur les restructurations et les reconversions industrielles, sur les modalités de diffusion de l'innovation, sur la pertinence des « pôles de compétitivité »,...) à celles relevant de l'économie des ressources humaines (dynamique locale des systèmes d'emploi et de formation).

Finalement, l'identité de l'équipe est renforcée au sein du LEO par le fait que l'équipe TEOS est centre associé au Céreq, et, selon sa mission, essaie de maintenir une tension jugée nécessaire entre activités de recherche (fondamentale et appliquée) d'une part, d'expertise et d'accompagnement / évaluation des politiques publiques de l'autre.

L'activité scientifique des membres de l'équipe « Travail, Emploi, Organisations, Savoirs » s'articule, par définition, à partir des quatre axes principaux qui la définissent, et à partir des orientations à moyen terme du Céreq dans le cadre duquel s'inscrit l'activité du centre associé.

- **Travail : mode de gestion de la main d'œuvre et politique salariale**

Cette recherche initiée il y a quelques années autour de l'exploitation, dans le cadre d'un contrat de recherche avec la DARES (ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle) d'un premier volet de l'enquête REPONSE (« Relations professionnelles, organisation et performances d'entreprises »), se poursuit aujourd'hui autour de l'exploitation, hors contrat, des trois volets successifs de cette enquête. Il s'agissait initialement de mettre en évidence les différents modes de gestion de la main d'œuvre qu'ont mis en place les établissements enquêtés par REPONSE. Une fois cette typologie mise en place, l'objet était de voir si ces modes de gestion de la main d'œuvre avaient des répercussions en matière de rémunération (sur le salaire hors primes, sur le salaire primes incluses et sur le taux de prime – rapport entre les primes perçues et le salaire hors prime), en matière de rentabilité de l'établissement et en matière de paix sociale. Aujourd'hui l'exploitation de l'enquête consiste d'une part à essayer, sur la base de l'exploitation longitudinale des trois vagues de l'enquête et du croisement des trois volets (entreprise, salarié, représentant du personnel) de quantifier et de qualifier le passage effectif d'un mode de gestion de l'organisation relevant de ce qu'il est convenu d'appeler la logique « poste » à un mode « polaire » relevant de ce qui pourrait être une logique « compétence ».

La problématique consiste en l'occurrence à « lire » l'émergence de cette nouvelle forme de gestion de l'organisation comme caractéristique de « l'individualisation » du rapport salarial, et la « re-marchandisation du travail » : les compétences renvoient à l'individu, à ses « savoir-être » autant qu'à ses savoir-faire, alors que les qualifications, dans la logique industrielle fordiste, étaient des constructions collectives (objectivées par des classifications), renvoyant notamment aux requis techniques de l'occupation de postes clairement définis dans l'organisation du travail. On a bien là *un aspect* de la « re-marchandisation du travail » : au-delà de la flexibilité croissante de l'emploi et du salaire, c'est au cœur même de la relation de travail que le marché s'installe. Le salarié, dont on prescrivait les tâches dans la logique fordiste, voit son autonomie et ses initiatives sollicitées, et se transforme en un prestataire de service au sein même de l'entreprise.

La question est alors celle de la « reconstruction » du collectif à partir de l'individu, aux deux niveaux :

- dans l'entreprise, il s'agit de reconstruire un collectif de travail à partir d'individus à qui l'on demande de prendre de l'autonomie, sur lesquels on a choisi de ne plus faire peser de hiérarchie verticale (ce qui constituait l'unité technique du travail au sein de l'entreprise dans le mode taylorien-fordiste), et avec lesquels l'entreprise a choisi de ne plus nécessairement tisser de lien de long terme (lien « subordination /sécurité »), ce qui tend à faire disparaître la logique de « don contre don » qui pouvait conduire à créer des comportements convergents.
- dans le cadre de la régulation salariale et des relations professionnelles (aspect économiste), il s'agit de penser l'articulation de la protection sociale et du marché du travail ainsi « flexibilisé ». Comment repenser les solidarités collectives dans le cadre d'un marché flexibilisé et de trajectoires individualisées ? Ce second aspect renvoie à un autre thème central de l'équipe et de ses projets de recherche.

- **Emploi et protections sociales**

- *Macroéconomie du chômage et coordination hors de l'équilibre*

Un autre axe de développement des travaux de l'équipe TEOS se structure autour de la conviction qu'il est nécessaire, pour appréhender, tant sur le plan positif que normatif, le problème du chômage, de prendre en compte l'ensemble des interactions entre le marché du travail et les autres marchés (des biens et de la monnaie). L'analyse des déterminants du chômage a ainsi pu donner naissance à ce que, faute de mieux, on peut appeler une « macroéconomie du chômage », dont l'origine remonte aux travaux de Keynes et de certains de ses contemporains de l'entre-deux guerres, mais qui concerne aujourd'hui l'étude du concept de taux de chômage d'équilibre, et les phénomènes macroéconomiques sous-jacents à sa détermination et à sa dynamique. Les thèmes privilégiés par les membres de l'équipe TEOS relèvent à ce titre d'une recherche de nature épistémologique sur les fondements analytiques de la catégorie de chômage, de sa construction comme catégorie opératoire à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, jusqu'à sa déconstruction contemporaine. Ils s'articulent sur une lecture critique du concept de « taux de chômage d'équilibre » et de la distinction qui en résulte souvent entre effets des politiques macro-économiques (réputés n'être que de court terme par le bais d'une influence exclusive sur la conjoncture économique) et politiques micro-économiques (réputées être seules à même d'influencer à long terme les structures et les grandeurs d'équilibre). Plus généralement, cette thématique de recherche se nourrit d'une recherche plus générale et fondamentale sur la question du fonctionnement d'une économie hors équilibre et des modalités qu'elle met en œuvre pour résoudre ses problèmes de coordination. Elle débouche sur une tentative d'identification des conditions institutionnelles dans la recherche et l'assurance d'une économie de marché viable : la question du fonctionnement d'une économie hors de l'équilibre n'est plus celle de la stabilité de l'équilibre, mais surtout celle de sa trajectoire effective, de sa viabilité et de sa régulation éventuelle.

- *Reconfigurations du rapport salarial et « flexicurité »*

L'ordre institutionnel d'une économie de marché, dont le fonctionnement hors équilibre est la règle, doit tenter de concilier flexibilité et cohérence des institutions. Un autre thème central de l'équipe TEOS est précisément de s'intéresser, au-delà des transformations de l'organisation du travail, des politiques salariales et de leur contenu implicite en termes de motivation, aux reconfigurations d'ensemble de la relation de travail et de la relation d'emploi dans le cadre de la redéfinition du « rapport salarial ». En particulier, l'étude des problématiques de « sécurisation des trajectoires professionnelles », et de mise en œuvre d'un système dit de « flexicurité » s'est imposée comme un objet central de recherche. Il s'agit de s'interroger sur les concepts et l'inscription théorique du débat autour de ce projet de société, de tirer des enseignements des expériences étrangères, de mesurer la nature et l'importance de l'instabilité professionnelle et d'évaluer les effets des réformes. Une telle réflexion trouve en outre tout naturellement un débouché dans le cadre de l'activité d'accompagnement / évaluation des politiques publiques menées en région Centre.

Il s'agit aussi de souligner, dans le cadre d'une comparaison européenne, qu'il n'existe pas de modèle institutionnel optimal, mais que les cohérences institutionnelles du capitalisme ont été et demeurent diverses, en partie parce qu'elles sont irréductiblement plongées dans des conditions politiques, culturelles et des flux historiques qui peuvent différer d'un pays à l'autre. L'interrogation sur la flexicurité pose alors à la fois la question de l'articulation entre reconfigurations des marchés du travail et réformes des systèmes de protection sociale, et celle de l'émergence d'une « stratégie européenne de l'emploi » et d'un modèle social européen.

- *Politiques de l'emploi et politiques sociales en Europe*

Economistes et juristes de l'équipe TEOS ont en commun de centrer leur recherche sur les questions relatives à l'émergence des « méthodes ouvertes de coordination » des politiques de l'emploi et des politiques sociales en Europe. Il s'agit d'étudier l'évolution, en ce domaine, du droit et de son effectivité, de la tension entre dispositions nationales et lignes directrices européennes. Il s'agit aussi de porter un regard croisé, transdisciplinaire, sur la notion de « gouvernance économique » de l'Union européenne. Et de contribuer, à cet égard, à l'émergence d'une économie politique critique du fédéralisme européen en matière de politique économique, d'analyser les fondements analytiques des politiques sociales et de l'emploi en Europe, la portée

des transformations induites par l'émergence de la SEE (stratégie européenne de l'emploi) et de la MOC « inclusion sociale », et de poser la question de l'articulation politiques structurelles – *policy mix* macroéconomique dans les stratégies européennes de reconquête du plein emploi et de préservation/rénovation du « modèle social européen ».

- **Organisations**

- *Transformations organisationnelles*

Deux phénomènes majeurs contribuent à la transformation des organisations :

- (i) l'adoption massive et transversale des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- (ii) la mise en œuvre de nouvelles pratiques d'organisation du travail (comme les démarches de qualité, le juste à temps ou les équipes de travail).

Ces deux transformations renouvèlent la question de la coordination intra et inter- firmes : le processus dit de « modernisation » des entreprises désigne en effet, non seulement les changements technologiques et organisationnels, mais également la coordination de ces choix.

En particulier, les changements technologiques et organisationnels impliquent parallèlement, et dans les interactions qu'elles nouent, à l'intensification de la communication des salariés, l'élargissement de leur périmètre de communication et plus largement au développement de réseaux de communication non hiérarchiques. Les chercheurs du LEO intéressés à ce sujet, constatant que les compétences relationnelles apparaissent plus liées que les compétences techniques aux formes modernes d'organisation, proposent alors d'envisager la communication interpersonnelle comme un mécanisme de coordination privilégié dans les firmes qui se modernisent. Cette coordination assure une complémentarité entre technologie et organisation qui est source de performance. Dès lors, la coordination des choix technologiques et organisationnels peut résulter d'une part, des propriétés intrinsèques des technologies et caractéristiques organisationnelles des postes, et d'autre part, de la sélection des travailleurs.

- *Economie industrielle : reconversions, restructurations, innovation et croissance*

De la même manière, la croissance et le développement économique d'un territoire ne naissent pas du seul progrès technique, mais de la résolution des problèmes de coordination posés par celui-ci. Il en est de même, sur des territoires en prise avec des exigences de reconversion industrielle, des problématiques de restructuration : la « traverse » d'un mode productif à l'autre, d'une modalité de développement technologique à l'autre, exigent la mise en œuvre d'accompagnements institutionnels viables. Du point de vue théorique, cela exige de renoncer à une analyse en termes d'optimisation intertemporelle. L'examen des mécanismes d'évolution des contraintes technologiques et institutionnelles requiert une analyse de type séquentiel permettant de reconstituer comment les décisions d'une période commandent les contraintes de la période suivante. Cette analyse, une nouvelle fois, est une analyse de déséquilibre. C'est sur la base de cette conception de la viabilité du processus d'innovation et de la complexité de la résolution des problèmes de coordination, que des chercheurs du LEO ont notamment mené et poursuivent des recherches appliquées sur les reconversions industrielles en région Centre.

- **Savoirs : formation, apprentissage, insertion**

Les recherches de l'équipe dans ce domaine se structurent autour des travaux d'expertise du centre associé au Céreq en région Centre, lesquels sont menés, soit au sein du réseau Céreq, soit en collaboration ou à la demande de partenaires régionaux (Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Rectorat de l'Académie, Observatoire Régional de la Formation et de l'Emploi, Directions du Conseil Régional...).

○ *Les dynamiques d'insertion dans la vie active*

Elles se concentrent, tout d'abord, sur la thématique de l'insertion professionnelle des jeunes, et de la comparaison circonstanciée des mobilités de l'école vers l'emploi, puis des profils de carrière, et cela selon les études suivies et les qualifications obtenues. L'augmentation continue du chômage des jeunes en France a, en effet, montré l'importance de compléter les seules mesures « insérantes » de la politique de l'emploi en mesures « formatrices ». La même démarche comparative des qualités « insérantes » de filières « concurrentes » a été appliquée à différents niveaux de formation.

Par ailleurs, les chercheurs et ingénieurs de l'équipe participent à l'exploitation, dans le cadre des groupes thématiques du Céreq, à l'exploitation des enquêtes « Génération ». L'équipe est aussi maîtresse d'œuvre de la constitution et de l'exploitation d'une enquête générationnelle régionalisée. Cette enquête est complétée d'enquête de terrain auprès de publics spécifiques, et ce, toujours dans l'optique d'éclairer et d'accompagner les choix de politique publique des collectivités en charge de l'insertion et de la formation.

○ *L'offre de formation*

Deux entrées principales structurent la réflexion du CAR Céreq et de l'équipe TEOS sur la question de l'offre de formation :

- une entrée « formation professionnelle » : le centre associé s'est vu chargé de la mise en œuvre d'un « tableau économique régional de la formation professionnelle » par le Conseil Régional. Il s'est alors agi de repérer par grand producteur de l'offre de formation professionnelle en région Centre, les flux, financiers et en effectifs, impliqués. Il s'agissait finalement d'identifier les leviers potentiels d'action pour le décideur public.

- une entrée « enseignement supérieur » : le centre associé a été à l'initiative d'un processus visant à constituer, dans le cadre du « pôle universités Centre Val de Loire », un « observatoire inter-universitaire de l'enseignement supérieur », doté de deux missions :

(i) une mission traditionnelle d'observatoire statistique, dont la rationalité serait de mutualiser les ressources et les compétences du centre associé Céreq, de la DEP du rectorat, de la DR INSEE, et des OVE des deux universités (Orléans et Tours) pour analyser les questions pertinentes sur l'évolution des systèmes d'enseignement supérieur en Région. Un certain nombre de documents et de rapports ont déjà été produits sur les thèmes de l'attractivité de l'université d'Orléans, des parcours et des mobilités étudiantes, de l'insertion professionnelle des étudiants. Des enquêtes complémentaires sont en cours d'exploitation ou de mise en œuvre ;

(ii) une mission complémentaire de structuration d'un réseau de réflexion et d'expertise sur les dynamiques à l'œuvre dans l'enseignement supérieur, sur leur appropriation et leur déclinaison en Région, sur l'impact de l'enseignement supérieur sur le dynamisme économique des territoires régionaux, etc...

○ *Territoires et formation*

Une recherche centrale et structurante du CAR Céreq concerne la dimension territoriale des systèmes de formation, l'analyse localisée des systèmes d'emploi et de formation et du lien formation-emploi, et une réflexion sur le concept de « territoire apprenant ».

Signalons enfin que depuis octobre 2006, l'équipe TEOS édite une lettre de quatre pages sur ses activités.

1.2.2.5. Equipe « Econométrie »

Responsable : Christophe HURLIN

Membres permanents :

Raphaëlle BELLANDO
Gilbert COLLETAZ
Cem ERTUR
Christophe HURLIN
Valentin PATILEA
Christophe RAULT
Sébastien RINGUEDE

Doctorants et post doctorants :

Julien FOUQUAU
Sessi TOKPAVI

La constitution récente de l'équipe "Econométrie" a pour objet principal de fédérer les différents travaux des membres du laboratoire relevant des domaines de l'économétrie théorique et de l'économétrie appliquée. Toutefois, l'essentiel des travaux de cette équipe relève, et relèvera sans doute à l'avenir, du champ de *l'économétrie appliquée*. C'est sans conteste ce qui procure à cette équipe un positionnement à la fois pertinent et relativement original par rapport à des laboratoires ou des équipes nationales travaillant principalement sur des thématiques de recherche en économétrie théorique. Notre objectif est ainsi de créer une entité permettant d'établir une jonction entre la frontière de la recherche sur les outils économétriques et la recherche en économie appliquée dans les domaines de la finance, de la macroéconomie, de l'économie internationale, de l'économie du travail, etc.

Compte tenu de cet objectif, il peut être parfois délicat de définir si un travail de recherche relève plus des compétences de l'équipe économétrie ou de celles des autres équipes du laboratoire. Toutefois, nous considérons que l'outil économétrique et ses apports doivent nécessairement être mis au premier plan dans les travaux relevant de l'équipe économétrie. Compte tenu de cette orientation, les problématiques des articles publiés dans des revues internationales comme *Journal of Applied Econometrics* ou *Economic Modelling* (cette liste n'étant bien évidemment pas exhaustive) peuvent ainsi constituer une sorte de guide de ce vers quoi nous souhaitons orienter les recherches de cette équipe.

Actuellement, les travaux de l'équipe portent sur trois axes principaux : (i) l'économétrie des données de panel ; (ii) l'économétrie non linéaire et économétrie des changements de régime ; (iii) l'économétrie pour la finance.

- **L'économétrie des données de panel**

Dans le champ de l'économétrie des données de panel, les recherches de l'équipe portent sur trois problématiques :

- (i) les tests de non stationnarité et de cointégration,
- (ii) les tests de causalité et
- (iii) les modèles à changement de régime en panel.

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, on a pu assister dans le domaine de la recherche en économétrie à une sorte de fusion entre les problématiques et les outils développés depuis les années soixante-dix dans le domaine des séries temporelles et l'économétrie des données de panel, avec l'émergence notamment des panels macro-économiques. Toute une littérature s'est ainsi récemment intéressée à l'apport de la dimension de panel aux procédures usuelles de tests de non stationnarité et de cointégration. Dans ce contexte, des chercheurs de l'équipe économétrie ont proposé *plusieurs synthèses sur les tests de racine unitaire et sur les tests de cointégration en panel* insistant sur la rupture apportée récemment par les tests prenant en compte les interdépendances entre les individus du panel. Dans le cadre de ces tests dits de seconde génération, le panel n'est plus alors considéré comme une simple collection d'individus indépendants, mais comme un modèle englobant, avec des interactions entre les individus : dès lors, la prise en compte et la spécification de ces interdépendances vont affecter les résultats des tests de non stationnarité. C'est pourquoi

l'apport de ces nouvelles procédures de tests en panel est aujourd'hui encore âprement discuté. Notre équipe a ainsi proposé une étude systématique des résultats d'une dizaine de tests de racine unitaire sur quatorze panels macroéconomiques OCDE reprenant les séries utilisées dans l'étude pionnière de Nelson et Plosser (1982). Cette étude révèle la très grande sensibilité des résultats à la spécification des dépendances entre individus.

En parallèle, l'équipe économétrie a mené différents travaux sur les *tests de causalité à la Granger en panel*, et plus spécifiquement dans le cadre des panels hétérogènes. Tout comme le passage en panel a permis d'améliorer les propriétés à distance finie des tests de racine unitaire, nous montrons en effet, que les tests de l'hypothèse de non causalité en panel améliorent sensiblement les propriétés de ceux utilisés en séries temporelles. Le premier test proposé consiste en un test de non causalité dans un panel hétérogène fondé sur une statistique de Wald moyenne dont la philosophie de construction ressemble à celle des statistiques moyennes utilisées dans les tests de racine unitaire.

Enfin, toujours dans le domaine de l'économétrie de panel, différents membres de l'équipe travaillent sur les *modèles à changement de régime*. Ce programme de recherche se situe naturellement à l'intersection des axes de recherche économétrie de panel et économétrie non linéaire. Toutefois, le développement extrêmement récent de modèles à seuils en panel dépasse largement le cadre strict de l'économétrie non linéaire puisqu'il ouvre des perspectives très intéressantes dans le domaine des modèles de panel à coefficients hétérogènes, mais aussi, peut être, dans le domaine de la prévision. Nous avons pour l'instant consacré l'essentiel de nos travaux à l'exploration de la prise en compte de l'hétérogénéité au travers de différentes applications des modèles à transition lisse notamment : application à l'étude du rendement du capital public ou des infrastructures, application à l'évaluation des élasticités de la consommation énergétique au produit, application au paradoxe de Feldstein et Horioka.

- **L'économétrie non linéaire et l'économétrie des changements de régime**

En lien avec l'axe précédent, l'équipe économétrie s'est attachée ces dernières années à l'étude des *modèles non linéaires* et plus spécifiquement des *modèles à changement de régime*. L'essentiel de nos recherches (en dehors des recherches menées dans un contexte de panel mentionnées précédemment) porte, et portera encore dans les années à venir, sur l'apport de ces modèles en matière de prévision économique.

En effet, il existe aujourd'hui un très grand nombre d'études tendant à démontrer la présence de *changements structurels permanents et l'existence d'asymétries dans la dynamique des principaux agrégats économiques et financiers*. Etant donné qu'il est impossible de rendre compte de ce type de phénomènes à partir des modèles linéaires autorégressifs usuels, deux types de réponses peuvent être apportés : soit l'on conserve le cadre linéaire en autorisant la présence de changements structurels peu fréquents dans les paramètres, soit l'on considère au contraire des modèles non linéaires avec des changements de régimes dans la dynamique. Cette seconde voie de recherche connaît aujourd'hui un très fort développement dans deux principales directions : les modèles à seuils de type STAR, éventuellement étendus au cas vectoriel (modèles STVAR), et les modèles à changement de régimes markoviens.

Or, il s'avère que ces nouvelles formes de modélisations conduisent à un profond renouvellement de la problématique de la prévision à court et moyen terme des séries macro-économiques et financières. Tout d'abord, ces modélisations à changement de régimes impliquent de repenser la définition même de ce que doit être une prévision (prévision ponctuelle, par intervalle ou par densité) et les critères d'évaluation de ces prévisions. En effet, si l'on désire juger la qualité des prévisions des modèles à changement de régimes, il apparaît essentiel de recourir à des critères différents de ceux qui étaient généralement utilisés dans le cadre des prévisions réalisées à partir de modèles linéaires. C'est pourquoi une très abondante littérature est aujourd'hui consacrée aux différents aspects de la comparaison entre les prévisions des modèles linéaires et des modèles à changement de régimes (de type STAR ou MS-AR). Et c'est précisément dans le cadre de ce débat sur l'utilisation des modèles à changement de régimes pour la prévision des agrégats macroéconomiques que s'inscrit notre projet de recherche.

Dans le cadre de ce projet de recherche, a été conclu un contrat avec l'Institut de la recherche de la CDC pour lequel nous travaillons à l'élaboration d'une synthèse sur l'apport des modèles non linéaires en matière de prévision économique et financière.

- **L'économétrie pour la finance**

Un troisième axe de recherche de notre équipe relève de l'économétrie pour la finance. Cet axe de recherche regroupe différents travaux. Certains de ces travaux sont consacrés aux *tests de ratio de variance*. D'autres travaux sont consacrés aux mesures de *Value-at-Risk* (VaR). Il s'agit ici de proposer une réflexion tant sur les méthodes de calcul que sur les tests de validation. Dans un premier article consacré à ce thème, nous avons proposé un nouveau test de validation de la VaR qui permet d'améliorer sensiblement la puissance des tests de validation mis en œuvre dans le cadre des procédures de backtesting. Nous travaillons à l'heure actuelle sur la construction de nouveaux tests de validation améliorant encore ces propriétés. A moyen terme, nous souhaitons établir un lien avec la littérature sur l'évaluation des densités de prévision, puisque que la VaR n'est rien d'autre qu'un fractile d'une distribution de pertes et profits. Ce faisant, notre objectif est de proposer des tests de comparaison de mesures de VaR potentiellement mal spécifiées. Cet axe de recherche devrait faire l'objet de différentes collaborations, notamment avec Bertrand Candelon de l'Université de Maastricht.

En parallèle, nous travaillons, en collaboration avec les étudiants du Master Econométrie et Statistique Appliquée de l'Université d'Orléans, à la *construction d'un site dédié à la VaR* qui permettra à terme d'effectuer des calculs de VaR et de mener à bien des tests de validation en ligne. Notre objectif ici est de mettre en place un *outil original de communication* sur nos recherches en matière d'économétrie financière ainsi que sur la capacité de nos étudiants à assimiler ces recherches, mais aussi les publications internationales les plus récentes sur ce thème. Une première version de ce site devrait être opérationnelle à la fin de l'année universitaire 2006-2007.

1.3. Production scientifique

L'annexe 1 décrit la production scientifique de l'unité. Compte tenu des délais de publications, nous avons inclus toutes les publications acceptées au 30 novembre 2006. La liste comporte donc des publications à paraître en 2007.

Le tableau 4 dresse une synthèse quantifiée de cette production. Pour les documents de recherche, seuls les documents n'ayant pas fait l'objet de publications dans des supports arbitrés (revues ou ouvrages) sont comptabilisés. Pour cette raison, le nombre de documents de travail en 2006 est très supérieur à celui des années antérieures, mais on peut espérer que ces documents seront transformés en publications dans un proche futur. Pour cette raison également, la production de documents de travail n'a été totalisée qu'à titre indicatif, de même que la production d'articles en révision.

De 2003 à 2006, on dénombre 33 articles dans des revues à comité de lecture international ;
 77 articles dans des revues à comité de lecture national ;
 19 articles dans des revues sans comité de lecture ;
 217 communications à colloques ; 63 ouvrages et contributions à ouvrages scientifiques ;
 14 ouvrages ou contributions à ouvrages de vulgarisation ;
 21 rapports ;
 203 autres réalisations (articles en révision, documents de recherche et chroniques de jurisprudence...) ;
 25 thèses.

Les principaux supports des revues sont (par ordre alphabétique) :

Revues internationales :

L'actualité économique

Annals of Statistics

Applied Economic Letters

Comparative Economic Studies

Computational Statistics and Data Analysis

Economics Bulletin

Economics Letters

Economic System

Emerging Markets Review

Geneva Papers on Risk and Insurance: Issues and Practice

History of Political Economy

International Journal of Theoretical and Applied Finance

International Journal of Industrial Organization
Journal of Business and Economic Statistics
Journal of Economic Issues
Journal of the European Economic Association
Journal of Economics
Journal of Financial Stability
Journal of Macroeconomics

Journal of Risk
Journal of Statistical Planning and inference
Manchester School
Oxford Review of Economic Policy
Recherches économiques de Louvain
Scandinavian Journal of Statistics
Statistics Theory and Method

Revues nationales :

Annales d'économie et de statistiques
Banque et marchés
Droit social
Economie internationale
Economie et sociétés
Economie et statistiques
Economie et prévision
Finance
Gestion 2000
Mondes en développement
Problèmes économiques
Retraite et société
Revue Banque

Revue économique
Revue d'économie financière
Revue d'économie politique
Revue d'études comparatives Est-Ouest
Revue française d'administration publique
Revue française d'économie
Revue française de finances publiques
Revue HERMES
Revue d'histoire des sciences humaines
Revue Jurisprudence sociale
Revue de l'OFCE
Revue des sociétés
Risques

Même s'il est vain d'agrèger des publications de nature très différente, on note que la production est croissante sur les supports les plus exigeants. Par ailleurs, l'incitation à présenter des communications dans des colloques internationaux commence à porter ses fruits, puisque le nombre de communications à colloques (invitées, avec ou sans actes) est fortement croissant.

Le tableau 5 synthétise la production par équipe. Lors de la précédente évaluation du Laboratoire d'économie d'Orléans, la section 37 du Comité National avait déploré que le rapport scientifique ne détaillât pas les contributions de chaque équipe. Afin de ne pas alourdir le rapport, en présentant d'une part la production par équipe, d'autre part la production globale, nous avons choisi de présenter ce tableau de synthèse, dont les informations doivent être traitées avec prudence, dans la mesure où le rattachement de certaines contributions à telle ou telle équipe est partiellement arbitraire (*cf.* par exemple, les contributions relatives à la microfinance dans les pays en développement qui peuvent être rattachées aussi bien à l'équipe "Marchés et intermédiaires financiers" qu'à l'équipe "Economie et finance internationales"). On a ainsi rattaché toutes les contributions d'économétrie appliquée à l'équipe "Econométrie". On trouvera sur le site du LEO (www.univ-orleans.fr/leo, onglet "Publications et valorisation") la production détaillée de chaque équipe.

Le tableau 5 montre que l'équipe "Marchés et intermédiaires financiers" offre la production quantitativement la plus importante, les autres équipes étant de poids comparable avec chacune leurs spécificités : l'équipe "Travail, emploi, organisations et savoirs" a une production d'audience nationale, avec une pondération relativement importante de travaux de valorisation de la recherche (rapports) et d'articles de jurisprudence (apport pluridisciplinaire d'un juriste), tandis que la jeune équipe "Econométrie" s'est insérée d'emblée sur le marché de la production scientifique internationale. L'équipe "Marchés et intermédiaires financiers", outre sa taille, se distingue également par le poids élevé des ouvrages et contributions à ouvrage, l'essentiel des contributions en histoire financière trouvant naturellement un débouché dans ce type de supports.

Tableau 4 : synthèse quantifiée des publications

	2003	2004	2005	2006	Total
Articles dans des revues à comité de lecture international (ACLI)	8	4	6	15	33
Articles dans des revues à comité de lecture national (ACLN)	17	19	21	26	83
Articles dans des revues sans comité de lecture (SCL)	3	4	5	10	22
Communications avec actes (ACT)	3	6	4	5	8
Communications sans actes (COM)	35	47	32	53	167
Conférences invitées (INV)	3	12	11	8	34
Ouvrages scientifiques (ou chapitres) (OS)	13	10	10	28	61
Ouvrages de vulgarisation (ou chapitres) (OV)	3	6	2	5	16
Rapports (RAP)	4	2	4	11	21
Articles en révision dans des revues internationales (REVI)	0	1	0	10	(11)
Articles en révision dans des revues nationales (REVN)	0	0	0	2	(2)
Documents de recherche (DOC)	25	28	28	50	(131)
Notes de jurisprudence (JURIS)	0	26	22	17	65
Thèses	7	5	6	8	6

Tableau 5 : synthèse quantifiée des publications par équipes (sur 2003-2006)

	Marchés et intermédiaires financiers	Macroéconomie monétaire	Economie et finance internationales	Travail, emploi, organisations, savoirs	Econométrie
Articles dans des revues à comité de lecture international (ACLI)	12	10	1	1	9
Articles dans des revues à comité de lecture national (ACLN)	30	19	8	22	4
Articles dans des revues sans comité de lecture (SCL)	7	2	0	13	0
Communications avec actes (ACT)	1	1	5	8	3
Communications sans actes (COM)	66	42	29	12	18
Conférences invitées (INV)	12	6	3	9	4
Ouvrages scientifiques (ou chapitres) (OS)	35	8	4	13	1
Ouvrages de vulgarisation (ou chapitres) (OV)	4	7	1	4	0
Rapports (RAP)	5	1	7	8	0
Articles en révision dans des revues internationales (REVI)	2	4	1	0	4
Articles en révision dans des revues nationales (REVN)	1	0	1	0	0
Documents de recherche (DOC)	50	33	17	23	8
Notes de jurisprudence (JURIS)	2			65	

2. Fonctionnement interne du LEO

Le Laboratoire d'économie d'Orléans regroupe la quasi-totalité des enseignants-chercheurs du département d'économie de l'UFR Droit, Economie et Gestion de l'Université d'Orléans. Certains enseignants-chercheurs en économie en sont exclus faute d'une activité de recherche. En revanche, le LEO accueille des gestionnaires, des juristes, ainsi que trois enseignants-chercheurs rattachés à l'IUT de gestion et administration des entreprises et l'IUT de transport et logistique.

Cet isomorphisme entre département et laboratoire, allié à une localisation unique et un bon confort matériel, permet un fonctionnement et une communication efficaces au sein du laboratoire. Les membres du laboratoire exercent, pour la grande majorité d'entre eux, leur recherche dans les locaux mêmes du laboratoire.

Afin d'améliorer la gouvernance du LEO, des modifications significatives ont été apportées aux règles de fonctionnement du LEO. Elles concernent :

- la définition du statut de "membre du LEO" dans le nouveau règlement intérieur adopté en 2006 (voir annexe) ; ce règlement intérieur distingue les chercheurs actifs et les chercheurs associés ;
- la composition du Conseil de laboratoire.

2.1. Direction

Depuis le 1^{er} janvier 2002, le LEO est dirigé par Anne Lavigne (directrice), assistée par un directeur adjoint, Georges Gallais-Hamonno.

Pour assister le directeur dans l'animation et la gestion du LEO, il a été institué un Conseil de laboratoire dont les statuts ont été modifiés en 2006. Le Conseil de laboratoire se réunit au moins trois fois par an : une réunion annuelle est consacrée à la définition de la politique scientifique, les autres réunions étant plutôt dédiées à la coordination opérationnelle des activités, aux échanges d'information sur les activités des équipes constituantes, au fonctionnement interne du Laboratoire (affectations budgétaires, mouvements de personnel). Au 30 novembre 2006, la composition du Conseil de laboratoire est la suivante :

Membre de droit

- Anne LAVIGNE

Collège des enseignants-chercheurs docteurs

- Raphaëlle BELLANDO
- Xavier GALIEGUE
- Georges GALLAIS-HAMONNO
- Christophe HURLIN
- Christophe LAVIALLE
- Grégory LEVIEUGE
- Isabelle RABAUD
- Patrick VILLIEU

Collège des ingénieurs

- Yvan STROPPIA
- Joaquim TIMOTEO

Collège des techniciens et agents administratifs

- Pascale POREE

Collège des doctorants

- Mouhamadou FALL
- Julien FOUQUAU

2.2. Vie du laboratoire

2.2.1. Vie quotidienne : conditions de travail, circulation de l'information, collaborations

De connaissance commune, la vie du laboratoire est qualifiée de conviviale. La hiérarchie apparaît relativement peu marquée, en raison notamment de la pyramide des âges des chercheurs et enseignants-chercheurs du LEO (cf. 2.3.). Les relations interpersonnelles sont bonnes, et il n'existe pas de "clans" de quelque nature que ce soit.

Les chercheurs et enseignants-chercheurs sont présents dans les locaux du LEO au quotidien, ce qui facilite les collaborations et les échanges d'information. Toutes les équipes constitutives sont porteuses d'au moins un projet collectif, réunissant plusieurs (entre 3 et 6) chercheurs titulaires et des doctorants. Les collaborations sont donc nombreuses. Au quotidien, l'information de la directrice vers les membres du Conseil de laboratoire et les responsables d'équipes (transmission des appels d'offre, des programmes de formation, des avis de colloques et séminaires...) se fait par courrier électronique. Les informations pertinentes sont également affichées sur plusieurs panneaux du laboratoire (colloques, informations institutionnelles, doctorants). Depuis juillet 2006, le LEO est équipé d'un environnement WIFI sécurisé qui permet aux chercheurs de se connecter sur le réseau propre du LEO avec leur ordinateur portable.

Depuis juillet 2006, le site Internet du LEO a été rénové, pour se mettre en conformité avec la charte graphique du CNRS (www.univ-orleans.fr/leo). Cette rénovation a été menée par Y. Stroppa (administrateur réseau) en collaboration avec S. Pierrel (stagiaire) et M. Cournollet (secrétaire en charge de la communication).

2.2.2. Les séminaires internes

Il existe deux séminaires internes au LEO : le "séminaire du mardi" et le "séminaire doctorants".

2.2.2.1. Le séminaire du mardi

Le séminaire hebdomadaire interne au LEO se tient tous les mardis, à 16h30, de la mi-septembre jusqu'à la fin du mois de juin. Il a été placé sous la responsabilité de J-B. Desquilbet jusqu'en septembre 2005, et est animé depuis par R. Bellando. Il réunit régulièrement une trentaine de chercheurs et de doctorants. Les intervenants ont 45 à 60 minutes pour exposer leur recherche ; les papiers présentés sont discutés par un rapporteur, et une discussion générale s'ensuit. Au cours des quatre dernières années universitaires, la répartition entre présentations faites par des enseignants et chercheurs en poste, des doctorants membres du LEO, et des invités extérieurs a été la suivante :

Tableau 5 : Interventions dans le séminaire interne du LEO

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Chercheurs et enseignants-chercheurs statutaires	7 (21 %)	7 (23 %)	8 (32 %)	10 (30 %)
Doctorants du LEO	15 (44 %)	14 (45 %)	7 (28 %)	12 (37 %)
Invités extérieurs au LEO	12 (35 %)	10 (32 %)	10 (40 %)	11 (33 %)
Total	34 (100 %)	31 (100 %)	25 (100 %)	33 (100 %)

L'annexe 3 fournit la liste exhaustive des séminaires tenus entre 2003 et 2006.

2.2.2.2. Le séminaire doctorants

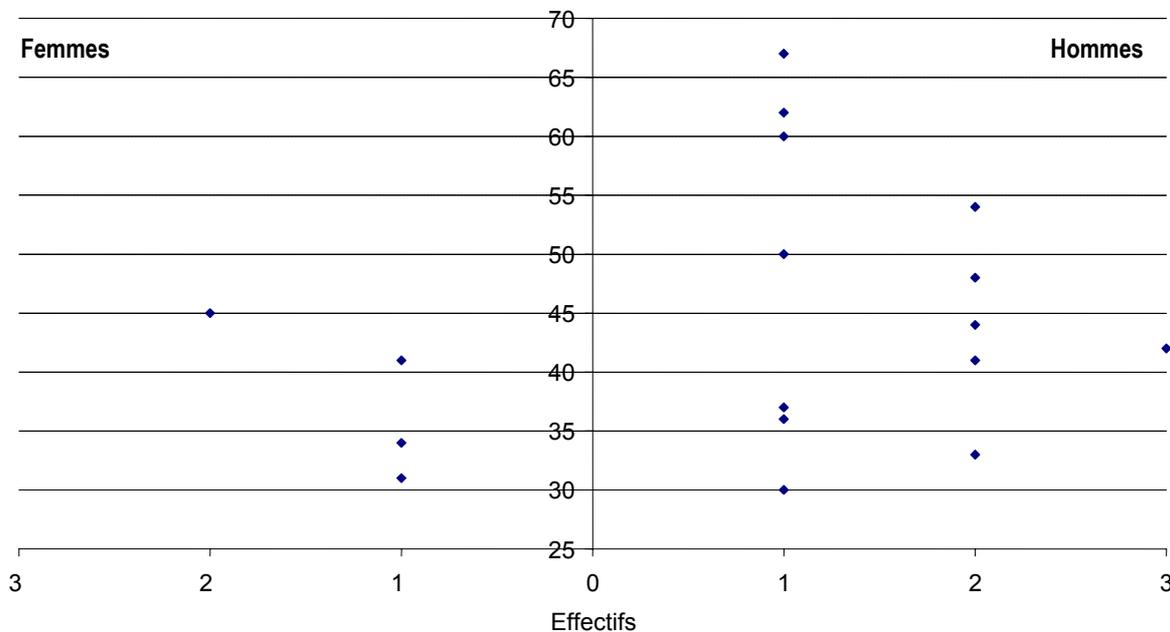
Le "séminaire doctorants" a été institué en septembre 2003, afin de permettre aux doctorants du LEO de présenter leurs travaux, dans un cadre moins solennel que le séminaire du mardi. Il est animé par R. Breton, Ch.

Hurlin et J.-P. Pollin. Il se déroule avec une fréquence déterminée par les besoins des doctorants, les mercredis entre 12h et 14h. Ce "lunch seminar" permet une présentation et une discussion informelle des travaux, non nécessairement achevés des doctorants. Il réunit l'ensemble des doctorants concernés par la thématique abordée, qu'elle relève de la modélisation théorique ou empirique, ainsi que les enseignants-chercheurs confirmés qui le souhaitent. L'annexe 3 fournit la liste exhaustive des séminaires doctorants de l'année 2005-2006.

2.3. La pyramide des âges des chercheurs et enseignants chercheurs

Compte tenu de l'évolution des effectifs (tableau 1, page 5), la pyramide des âges des chercheurs et enseignants-chercheurs actifs en recherche est favorable à court et moyen termes : **le LEO ne subira pas les départs massifs en retraite de la génération du baby boom**, puisque seuls deux départs en retraite sont anticipés au cours du prochain contrat quadriennal. Le LEO peut s'appuyer sur une génération de chercheurs confirmés, mais encore jeunes. La pyramide montre cependant le déséquilibre entre hommes et femmes.

Pyramide des âges des chercheurs et enseignants chercheurs du LEO



2.4. La formation

Chaque année, les besoins de formation sont identifiés par une enquête réalisée par J. Timotéo (correspondant formation) auprès des personnels du LEO. Pour l'essentiel, les besoins de formation des enseignants-chercheurs sont plutôt des besoins de formation concernant les **appuis à la recherche**, que des besoins de formation relevant des thématiques de recherche. Par ailleurs, quelques membres du personnel, ingénieurs, techniciens, mais également enseignants-chercheurs, ont souhaité bénéficier de formation de gestion et de la valorisation de la recherche. Les formations sont proposées par la Délégation régionale Centre-Poitou-Charente, en partenariat avec l'Université d'Orléans. Le nombre de formations suivies s'élève à six en moyenne par an, selon les offres effectives de la Délégation régionale et les disponibilités des personnels ; en effet, certaines formations sont proposées en stage résidentiel et ne sont pas nécessairement compatibles avec les obligations des enseignants-chercheurs.

2.4.1. Domaines de formation

2.4.1.1. Formation aux instruments de recherche

Dans cette rubrique figurent des formations demandées en 2006 dans les domaines et niveaux suivants, par ordre de priorité :

- Informatique
 - Langage XML (perfectionnement)
 - Langage JAVA (perfectionnement)
 - LOTUS Administrateur niveau 2
 - LOTUS Designer
 - LOTUS Utilisateur
 - UML Avancé
 - Net.remoting
 - Corba
 - Développement Web
 - Formation PHP
- Techniques quantitatives et économétrie
 - Mathematica (initiation et perfectionnement)
 - SAS (perfectionnement)
- Matlab (intermédiaire et perfectionnement)
- Langues étrangères
 - Anglais communication scientifique (perfectionnement)
 - Anglais général (perfectionnement)
- Bureautique :
 - Access (initiation et perfectionnement)
 - Excel (perfectionnement)
 - VBA sous Excel (initiation)
 - Powerpoint (initiation et intermédiaire)
 - Scientific Word (initiation)

2.4.1.2. Formation à la gestion de la recherche

- Labintel et gestion financière des unités mixtes CNRS et université

2.4.1.3. Formation à l'animation et la valorisation de la recherche

- Montage et conduite de projets (GDR, contrats européens, réseau d'excellence)
- Animation d'équipe

2.4.1.4. Formation aux métiers

Si les enseignants-chercheurs du laboratoire n'éprouvent pas le besoin d'une formation spécifique à leur métier, les ingénieurs et techniciens souhaitent des formations continues dans leurs domaines respectifs.

2.4.2. Les personnels concernés et formations prioritaires

La place importante prise aujourd'hui par le travail en réseau et plus globalement par les NTIC, nous conduit à donner une priorité totale à la formation de notre ingénieur-informatique. Par ailleurs, les réponses recueillies par voie de questionnaire ont ordonné les personnels concernés par les formations de la façon suivante :

- L'ingénieur informatique
- Les secrétaires gestionnaires
- Les doctorants
- Les enseignants-chercheurs

Articulées aux différents projets de recherche et aux besoins croissants d'espaces de travail mutualisés, les formations demandées en 2006 sont présentées par ordre de priorité décroissant.

- Informatique
 - LINUX administrateur
 - LOTUS Administrateur niveau 2
 - LOTUS Concepteur niveau 1
 - LOTUS Utilisateur
 - Net.Remoting

- Création de pages Web
- Développement Web, Java Script
- Formation PHP
- Techniques quantitatives et économétrie
 - Mathematica (initiation et perfectionnement)
 - SAS (perfectionnement)
 - Matlab (perfectionnement)
- Langage
- Anglais communication scientifique
- Bureautique :
 - Access (initiation et perfectionnement)
 - Excel (intermédiaire et avancé)
 - VBA sous Excel (initiation et avancé)
 - Powerpoint (initiation et avancé)

2.4.3. Les formations proposées par le LEO

Le LEO ouvre des formations à Matlab. Le LEO se propose par ailleurs d'**organiser une école thématique en économétrie** au cours du prochain contrat 2008-2011.

2.5. L'hygiène et la sécurité

Le Laboratoire d'économie d'Orléans étant inséré dans les locaux de la Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion, le contrôle de l'hygiène et de la sécurité est exercé par les services centraux de l'université. Y. Stroppa, ingénieur réseau, est l'ACMO du LEO. Au cours de la période 2003-2006, un seul incident a été déploré : l'éclatement d'une fenêtre dans un bureau des doctorants, ayant occasionné des blessures superficielles à un doctorant. La fenêtre a été remplacée, et l'incident a appelé l'attention du directeur de l'UFR sur la nécessité de changer l'ensemble des fenêtres des bureaux des personnels du LEO.

2.6. L'utilisation des crédits sur la période 2003-2006

Le tableau 6 synthétise l'utilisation des crédits sur la période 2003-2006. On observe sur la dernière année une **augmentation sensible de la part du budget allouée aux missions**. Ceci résulte d'une politique incitative à la présentation d'articles dans des conférences internationales, notamment pour les doctorants. En contrepartie, on peut noter la **relative faiblesse des dépenses d'équipement**, le parc informatique ne nécessitant désormais plus qu'une remise à niveau pour obsolescence.

Tableau 6 : Utilisation des crédits du 1^{er} janvier 2003 au 30 novembre 2006 (en euros et en %)

	2003		2004		2005		2006	
Missions	29 277	22,6 %	32 984	17,7 %	20 095	17,7 %	37 960	31,0 %
Fonctionnement	40 098	30,9 %	69 291	37,2 %	24 990	22,0 %	23 933	19,5 %
Vacations	26 032	20,1 %	45 551	24,4 %	24 791	21,8 %	37 581	30,6 %
Equipement	34 272	26,4 %	38 516	20,7 %	43 633	38,4 %	23 149	18,9 %
Total	129 679	100,0 %	186 341	100,0 %	113 509	100,0 %	122 622	100,0 %

3. Positionnement externe du LEO

3.1. Activités de diffusion de la recherche

3.1.1. *Participation à des colloques extérieurs*

Les participations à des colloques extérieurs sont retracées dans l'annexe 1.

3.1.2. *Organisation de colloques et de manifestations scientifiques*

3.1.2.1. *Colloques organisés à Orléans par le LEO*

- Journées du réseau (ex GdR) Théorie et Méthodes de la Macroéconomie, les 8 et 9 janvier 2004, à l'Université d'Orléans (comité d'organisation : P. Villieu, J.-P. Pollin, A. Lavigne)
- Séminaire international sur "Les crises financières internationales", dans le cadre du GdR Economie monétaire et financière (comité d'organisation : I. Bunda et J.-B. Chatelain (LEO), A. Cartapanis, (CEFI)), 6 et 7 mai 2004, à l'Université d'Orléans.
- Workshop GO-Euromed "Labour and migration in the Euro Mediterranean Area", dans le cadre du contrat GO-Euromed (6^{ème} PCRD), 6-8 Septembre 2006.

Ces trois manifestations ont fait l'objet d'un appel à communications diffusé internationalement, et la sélection des contributions a été opérée par un comité scientifique.

3.1.2.2. *Colloques organisés par des membres du LEO*

- R. Breton a co-organisé : le 5^{ème} workshop « Monnaie et marché », Université de Nanterre, 22 mars 2004 ; le « First European Workshop on Monetary Theory » (avec V. Bignon et J. Cartelier, Université de Nanterre) à l'Université de Nanterre, les 15 et 16 septembre 2004.
- F. Jovanovic a été cofondateur et co-organisateur avec Ph. Le Gall de Rhume (2000-2003), groupe de recherche sur « *la modélisation économique* », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; co-fondateur et membre du comité d'organisation avec L. Charles (Université Paris 2), Ph. Fontaine (ENS Cachan), Ph. Le Gall (Université d'Angers et A. Marciano (Université de Reims) du séminaire H2S sur « *L'histoire des sciences sociales* » (2003-2005), Ecole Normale Supérieure de Cachan.
- Ph. Saucier a participé à l'organisation (avec P.-B. Ruffini) de la Conférence Internationale « Regional Cooperation and Economic Integration, European and East Asian Experiences », Inha, République de Corée, octobre 2003.
- J.-P. Pollin a piloté l'organisation du LIII^{ème} Congrès annuel de l'Association Française de Sciences Economiques, à la Sorbonne, les 16 et 17 septembre 2004.
- Le LEO a assuré par ailleurs le pilotage du GdR Economie Monétaire et Financière (GDR 98). L'équipe a participé à l'organisation de chacun des colloques annuels qui ont désormais une dimension européenne. La direction a été assurée par A. Lavigne, puis J.-B. Châtelain. Les derniers colloques se sont tenus respectivement à Birmingham (juin 2003), Nice (juin 2004), Strasbourg (2005) et Lille (2006). Depuis 2004, la soumission en ligne des communications est assurée par une application informatique développée par le LEO.

3.1.3. Echanges internationaux

3.1.3.1. Coopérations de recherche

- *Projet européen du 6^{ème} PCRDT – GO-EuroMed*

Depuis le 1^{er} janvier 2006 et pour une durée de trois ans, le LÉO est membre du consortium de recherche européen GO-EuroMed financé par le 6^{ème} PCRDT (contrat 028 386). Ce projet de recherche (Specific Targeted Research or Innovation Project) porte sur l'économie politique de la gouvernance dans le partenariat Euro méditerranéen. Sept membres du LÉO sont impliqués (Th. Baudassé, H. Jennequin, Ch. Lavalie, A. Lavigne, J.-Ph. Lhernould, I. Rabaud, C. Trandas-Boboc) pour analyser plus spécifiquement les modes de gouvernance du marché du travail, les relations migratoires, les flux de capitaux et de services entre les partenaires Euro méditerranéens. Ce projet est coordonné par le Jean Monnet Centre of Excellence de la Freie Universität Berlin et regroupe cinq autres organismes de recherche qui vont collaborer à quinze Working Packages entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2008 :

- Institute for European Studies, Universidad San Pablo, Madrid,
- Szkoła Glowna Handlowa de Varsovie,
- Institute of Economic Analysis and Prospective Studies (IEAPS), Al Akhawayn University, Ifrane (Maroc),
- Center for Strategic Studies, University of Jordan, Aman,
- Faculty of Arts and Social Sciences, Sabanci Universitesi, Istanbul.

Cette collaboration internationale a débuté lors de la *Kick-off Conference* à Berlin du 16 au 18 février 2006. Tous les ans, deux Workshops sont organisés afin de présenter et de discuter de l'avancement des travaux. En 2006, ils se sont tenus à Varsovie les 23 et 24 juin et à Orléans, du 7 au 9 septembre.

- *Collaboration avec le Centre d'Etudes de l'Emploi (CEE) pour la participation au projet européen WORKS (work organisation and restructuring in a knowledge society)*

E. Walkowiak participe à ce projet ayant démarré en juin 2006 pour quatre ans et impliquant dix-neuf pays européens. Il couple des analyses de terrain et des analyses quantitatives sur les réorganisations au sein des entreprises, la modification de la chaîne de valeur et les transformations des marchés du travail internes et externes.

- *Constitution d'un réseau européen en monnaie et finance*

J.-B. Chatelain a engagé en 2004 la constitution formelle d'un réseau européen d'équipes de recherche qui pourrait succéder au GdR Economie monétaire et financière, dont le pilotage est assuré par le LEO. Les partenaires traditionnels du LEO sont sollicités, Université de Birmingham, Université Technique de Lisbonne, Université Libre de Bruxelles, mais également Universités de Leicester, Essex, Groningen, Bâle, Tor Vergata de Rome, Francfort et Athènes. Ce réseau a demandé une reconnaissance et un soutien, notamment de la Fondation Européenne pour la Science, et du CNRS sous la forme d'un Groupement de Recherche Européen (GdRE).

- *Programme Tournesol avec l'Université Libre de Bruxelles*

Depuis 2004, le LEO participe à un accord Tournesol (responsable G. Gallais-Hamonno) avec l'Université Libre de Bruxelles (Pr. Szafarz) pour conduire des collaborations de recherche en finance historique.

- *Coopération de recherche avec le Mexique et le Pérou*

Une coopération suivie avec le Collegio de la Frontera Norte au Mexique (C. Calderon) et avec l'Université d'Arequipa au Pérou (P. Hinojosa) a permis d'engager de nouveaux projets de recherche conjointe

sur les mouvements de capitaux et de main d'œuvre, en particulier dans la région de l'Amérique latine. Ces recherches sont coordonnées par Th. Baudassé.

3.1.3.2. *Coopérations d'enseignement*

- *Programme de Troisième Cycle International en économie (PTCI)*

Le Programme de Troisième Cycle International en économie (PTCI), placé sous l'égide de la Banque mondiale, regroupe les universités francophones de l'Afrique Sub-saharienne. Il a pour objectif d'offrir une formation doctorale harmonisée dans les universités partenaires, via notamment, la tenue annuelle d'un campus commun de cours à options (CCCO), qui regroupe sur trois mois, l'ensemble des cent étudiants de chaque promotion du PTCI. Ces cent étudiants sont sélectionnés sur leur campus d'origine. Après un DEA en deux ans, les diplômés ont la possibilité de s'inscrire en co-tutelle de thèse (PTCI-Université européenne), les vingt cinq meilleurs à l'issue du DEA bénéficiant d'une allocation de recherche versée par le PTCI. A. Lavigne a été membre du Conseil scientifique du PTCI jusqu'en 2004, et a donné une série de conférences dans le cadre du CCCO à Niamey en août 2003. J.-P. Pollin a donné une série de conférences dans le cadre du CCCO à Ouagadougou en août 2002. X. Galiègue a également enseigné un cours d'économie industrielle dans ce même cadre, à Niamey en août 2003, et à Bobo-Dioulasso en août 2004.

- *Université Saint-Joseph de Beyrouth, Liban*

Cette coopération s'est poursuivie régulièrement. Elle permet d'apporter une aide dans le domaine de l'enseignement de la finance en deuxième et troisième cycles. J.-B. Desquilbet, F. le Queré, P. Gazé et R. Bellando ont effectué des missions d'enseignement à Beyrouth.

- *Université Technique de Lisbonne (ISEG), Portugal*

Les échanges d'enseignants se sont poursuivis régulièrement avec l'Institut Supérieur d'Economie et de Gestion (ISEG) de l'Université Technique de Lisbonne. Les membres du LEO ont assuré des séminaires dans les Mestrado de Finance et d'Economie Internationale et le Master de Finance a accueilli des enseignants de l'UTL.

- *Université de Birmingham, Royaume-Uni*

Des contacts réguliers de recherche et d'enseignement se sont poursuivis avec le Département d'Economie de l'Université de Birmingham. Ph. Saucier et J.-B. Desquilbet ont assuré des séminaires dans le *Master of Finance* et des enseignants de Birmingham ont effectué des séjours de recherche et d'enseignement à Orléans (D. Dickinson, A. Mullineux, N. Horsewood)

- *Missions d'enseignement diverses*

Des missions d'enseignement et de recherche ont été effectuées auprès de partenaires du LEO, notamment l'Université Babes Bolyai de Cluj Napoca et l'Université d'Oradéa (Roumanie), l'Université de Sofia (Bulgarie) et la Banque Centrale de Bulgarie, l'Université de Skövde (Suède), l'Université de Siegen (Allemagne), l'Université Waseda de Tokyo (Japon).

3.1.4. *Activités éditoriales*

- Th. Baudassé : membre du comité de lecture de la revue mexicaine *Analisis Economico*, référencée EconLit-JEL
- G. Gallais-Hamonno : rédacteur en chef du Journal de la *Société de Statistiques de Paris*
- A. Lavigne : membre du comité de rédaction des revues *Revue d'Economie Politique*, *Revue d'Economie Financière*, *Economie et société (série ME)*, *Horizons bancaires (revue du Crédit agricole)*

- M. Lelart : membre du comité de rédaction de *Mondes en développement* et de *Techniques financières et développement* ; responsable des Cahiers de recherche de l'Agence Universitaire de la Francophonie
- Th. Montalieu : membre du comité de rédaction de *Mondes en développement*
- C. Piatecki : participation à la rédaction de la *Lettre de l'Observatoire ALPTIS*
- J.-P. Pollin : rédacteur en chef de la *Revue Economique*, membre du comité de rédaction de la *Revue d'Economie Financière*

3.2. La formation doctorale

3.2.1. L'Ecole doctorale « Sciences de l'homme et de la société »

A la rentrée universitaire 2000-2001, l'école doctorale "Analyse économique" s'est associée aux autres écoles du pôle des sciences de l'homme et de la société pour constituer une unique école doctorale "Sciences de l'homme et de la société". L'Université d'Orléans ne compte ainsi que deux écoles doctorales, l'autre étant consacrée aux sciences "dures". L'ambition de l'école doctorale SHS est d'améliorer l'encadrement scientifique des doctorants, en leur offrant une ouverture disciplinaire, et les préparer à l'insertion professionnelle. L'école doctorale SHS s'appuie sur un potentiel scientifique important, mobilise 12 équipes reconnues par le CNRS et/ou le Ministère de l'éducation nationale et englobe 15 masters en droit, économie, gestion, littérature et géographie. Elle est dirigée par J.-P. Pollin, membre du LEO.

3.2.2. Les enseignements doctoraux

- Ecole doctorale

Après leur deuxième année de master, les doctorants suivent des enseignements spécifiques à l'école doctorale, d'environ 140 heures étalées sur 2 ans. Ces enseignements ont trois objectifs :

- faire réfléchir sur la pluridisciplinarité et la diversité des méthodes en sciences sociales ;
- offrir des compléments de formation sur la maîtrise des outils nécessaires à la rédaction de leur thèse et la communication de leurs résultats ;
- leur permettre d'approfondir leurs connaissances, notamment pour s'informer des avancées récentes dans leur discipline.

- DEA et Masters

Jusqu'à la rentrée 2004-2005, il existait un unique DEA "Economie et finance" à l'Université d'Orléans (responsable P. Villieu). Ses enseignements étaient regroupés en 4 modules, pour un total de 300 heures de formation assurées par 14 enseignants-chercheurs.

Depuis la rentrée 2004-2005, l'offre de formation en sciences économiques au niveau master est déclinée en 3 masters :

- Master "Finance" (co-responsables : P. Villieu (voie recherche) ; F. Le Quéré (voie professionnelle))
- Master "Econométrie et statistique appliquée" (responsable : G. Colletaz)
- Master "Economie de l'entreprise et développement industriel" (responsable : X. Galiègue)

Ces trois masters proposent une voie recherche au second semestre du niveau M2.

Enfin, un Master "Histoire économique et monétaire" est proposé conjointement par l'UFR de Lettres, Langues et Sciences Humaines et l'UFR de Droit, Economie et Gestion ; les économistes sont associés à cette formation.

3.2.3. Les doctorants : flux, encadrement, actions spécifiques

- Politique d'attribution des allocations de recherche

Les meilleurs étudiants de DEA (Master 2) soutiennent leur mémoire devant un "grand jury" réunissant entre 3 et 6 enseignants du DEA (des Masters). Compte tenu de leur prestation, certains sont invités à présenter leur projet de thèse, en vue de l'obtention d'une bourse (ministère ou conseil régional), devant le jury de l'école doctorale SHS composé du bureau de l'école doctorale et des directeurs de DEA (Master 2). Le jury veille à maintenir un certain équilibre entre les différents champs disciplinaires ; il tient compte des résultats antérieurs des laboratoires en matière de suivi des doctorants (durée de réalisation des thèses, insertion des doctorants), ainsi que de l'implication effective des laboratoires dans le suivi des doctorants. Sur la période 2003-2006, environ 3 allocations de recherche (nationales et régionales) pour des doctorants en économie ont été attribuées chaque année.

- Politique d'inscription et de réinscription en thèse

Sauf exception, les candidats au doctorat ne bénéficiant pas d'allocations de recherche (françaises ou étrangères) ne sont pas admis à s'inscrire en thèse pour préparer leur doctorat au sein du Laboratoire d'économie d'Orléans. Les réinscriptions, notamment à partir de la troisième année, sont conditionnées par la remise d'un rapport d'activité attestant de l'avancement effectif de la recherche doctorale. Bien qu'elle reste encore trop élevée (de l'ordre de 5,5 ans), la durée moyenne de préparation des thèses s'est réduite au cours des dernières années. Cette moyenne masque de fortes disparités, puisque la durée moyenne de préparation des candidats financés est voisine de 4 ans, celle des candidats non financés plutôt proche de 6 ans.

- Doctoriales ®

Des Doctoriales ® se tiennent chaque année. Elles regroupent en séminaire résidentiel d'une semaine, les doctorants des deux écoles doctorales de l'Université d'Orléans qui le souhaitent. Ces doctoriales ont pour but de sensibiliser les doctorants à la vie professionnelle, et de préparer leur insertion sur le marché du travail en leur faisant construire un projet. La participation des doctorants économistes est active, et le bilan est jugé positif.

- Doctorants étrangers

Le Laboratoire d'économie d'Orléans a une longue tradition d'accueil des étudiants étrangers. Une collaboration formelle avec le Programme de Troisième Cycle International en économie (PTCI de l'Afrique francophone) a été mise en place, de sorte que le LEO est le laboratoire d'accueil de plusieurs doctorants dans le cadre d'accords de co-tutelles. Par ailleurs, le LEO développe une politique de co-tutelle avec des universités étrangères (Maghreb, Roumanie, Vietnam), ce qu'il l'amène à accueillir des doctorants étrangers de manière ponctuelle, sans dépasser le nombre de dix en même temps.

- Thèses soutenues

Au cours de l'exercice, vingt-cinq thèses ont été soutenues, dont neuf dans la seule année 2006. L'insertion professionnelle des doctorants du LEO est remarquable : six docteurs ont intégré l'enseignement supérieur à l'étranger, six travaillent dans le secteur privé (institutions financières pour l'essentiel), trois docteurs sont maîtres de conférences en France, trois ont rejoint des organismes (OCDE, UNEDIC, BCEAO). Un docteur est post-doctorant dans une université française, deux sont encore ATER. Seul un docteur étranger est en situation précaire (vacations dans un centre de formation à l'apprentissage), les trois derniers venant de soutenir leur thèse (décembre 2006).

3.3. La valorisation

3.3.1. *Participation à des contrats de recherche avec les grands organismes*

Le tableau 7 synthétise les contrats de recherche conclus par le Laboratoire d'économie d'Orléans.

Tableau 7 : liste des contrats conclus par le LEO sur la période 2003-2006

TITRE	ORGANISME	RESPONSABLE	MONTANT (en euros)	DUREE	DATE DE DEBUT	DATE DE REMISE DU RAPPORT
Entrepreneuriat et architecture des systèmes financiers dans les économies en développement et en transition	Agence Universitaire de la Francophonie	Th. MONTALIEU	26 526,00	36 mois	Avril 2000	Avril 2003
Les mutations des relations industrielles dans les armements terrestres: une étude de cas sur la région Centre	Ministère de la Défense Observatoire Economique de la Défense (OED)	X. GALIEGUE	30 119,50	12 mois	Mars 2003	Mars 2004
Entrepreneuriat et architecture des systèmes financiers dans les économies en développement et en transition	Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)	Th. MONTALIEU	7 600,00	12 mois	Décembre 2003	Décembre 2004
Entrée dans la vie active des jeunes formés en Région Centre	Conseil Régional	Ch. LAVIALLE	58 142,00	6 mois	Septembre 2004	Mars 2005
Innovation et transfert de technologie dans le département du Loiret	Conseil Général du Loiret	X. GALIEGUE	23 825,00	12 mois	Juin 2004	Juin 2005
Tableau économique de la formation professionnelle en Région Centre	Conseil Régional du Centre	Ch. LAVIALLE	16 722,41	21 mois	Mars 2003	Décembre 2005
Modèles à Changement de Régimes et Prévisions Macro-économiques	Institut pour la recherche Caisse des Dépôts et Consignations	Ch. HURLIN	10 000,00	18 mois	Septembre 2004	Mars 2006
Gouvernance de l'intermédiation de marché et volatilité 1996-2002	Observatoire de l'Épargne Européenne	J.-P. POLLIN	30 000,00	18 mois	Septembre 2004	Mars 2006
La tarification du crédit et l'usure en France	Ministère de l'économie et des finances	A. LAVIGNE	10 000,00	2 mois	Septembre 2006	Octobre 2006
Etude sur le lien entre le recours au chômage partiel et la gestion de la main d'œuvre par les entreprises	DARES - CEREQ	E. WALKOWIAK	32 607,74	13 mois	Janvier 2006	Février 2007

Tableau 7 (suite) : liste des contrats conclus par le LEO sur la période 2003-2006

Les mutations de la fonction de paiement et ses enjeux économiques vers une nouvelle économie des paiements de détail	CNRS (ATIP)	P. GAZE	15 000.00	24 mois	Juillet 2006	Juillet 2008
The Political Economy of Governance in the Euro-Mediterranean Partnership	UE - 6 ^{ème} PCRDT (STREP)	A. LAVIGNE	183 000.00	36 mois	Janvier 2006	Décembre 2008
Economie des intermédiaires en information. Théorie et Mesure	ANR (Jeunes chercheurs, blanc)	R. BRETON	100 000.00	36 mois	Décembre 2005	Décembre 2008

3.3.2. **Participation à des interviews et des émissions radio-télévisées**

- A. Lavigne : interviews et articles dans la *République du Centre* et *Les Echos* ; interviews sur *Radio Classique* ; FR3 Centre.
- J.-P. Pollin : articles et interviews dans *Le Monde*, *Les Echos* et la *République du Centre* ; membre du *Cercle des économistes* de *Radio Classique* et interviews sur cette radio ; France Inter ; interviews sur LCI et sur la Chaîne parlementaire.

3.3.3. **La Fête de la Science**

Chaque année, à l'occasion de la Fête de la Science organisée par le Ministère de la Recherche, le LEO participe aux manifestations proposées localement : simulations interactives sur la Bourse, animation de cafés des sciences, affichage de posters, exposition d'ouvrages et documents de travail, dialogue avec le public.

3.3.4. **Développement de logiciels**

N. Boitout, C. Piatecki, S. Rapelli et Y. Stroppa se sont associés pour développer un logiciel d'enseignement de la finance de marché. L'objectif premier de ce logiciel est de mettre à disposition des étudiants un outil d'étude des instruments de la finance moderne. Il se propose aussi d'offrir un aspect professionnel et de recherche en incorporant les dernières évolutions de la recherche en finance quantitative.

Par ailleurs, C. Piatecki et Y. Stroppa ont entrepris de créer une plateforme de simulation multi-agents.

Enfin, Ch. Hurlin et Y. Stroppa développent un centre de calcul en ligne sur le site du Master Econométrie et statistique appliquée. L'objectif de cette application est de permettre à des utilisateurs externes de procéder à des calculs de Value@Risk sur leurs propres données. Cette application résulte d'une collaboration de recherche entre Y. Stroppa (ingénieur informatique), Ch. Hurlin (économètre) et les étudiants du Master 2 Econométrie et statistique appliquée.

3.4. **Responsabilités scientifiques et rayonnement scientifique des membres du LEO**

- R. Bellando : membre élue du Conseil National des Universités (section 5)
- J.-B. Desquilbet : membre du Conseil scientifique de l'Université d'Orléans
- G. Gallais-Hamonn : vice-président, puis président (depuis 2004), de l'Association Française de Finance
- Ch. Lavialle : directeur du Centre Inter-régional associé au Céreq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), initiateur et animateur du séminaire inter-régional pluridisciplinaire « Sciences du travail » CIA-CEREQ, (Universités d'Orléans – Tours – Poitiers – La Rochelle)
- A. Lavigne : membre du Comité consultatif de la Banque de France, puis du Comité Consultatif de la Réglementation Bancaire et Financière en qualité de personnalité qualifiée (PQ) ; membre du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement ; membre du Comité national de la recherche scientifique (section 37, également membre du bureau) ; membre du Conseil scientifique de l'Université d'Orléans ; membre du Conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de la région Centre (PQ) jusqu'en 2004
- Th. Montalieu : vice-président de l'Université d'Orléans depuis 2005 ; chargé de mission aux moyens financiers de l'Université d'Orléans (2002-2005)
- V. Patilée : coordinateur scientifique du projet STEFAN CEL MARE (programme Inco-Copernicus, Commission européenne) ; membre du Comité National de la Recherche Scientifique (section 37, depuis juillet 2004)
- C. Piatecki : membre du Conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de la Région Centre (PQ)
- S. Ringuedé : membre du Conseil scientifique de l'Université d'Orléans

- J.-P. Pollin : Vice-Président (2003), puis Président (2004) de l'Association Française de Science Économique ; président de la formation "*Monnaie, finance et balance des paiements*" du Conseil National de l'Information Statistique ; directeur de l'école doctorale "*Sciences de l'homme et de la société*" de l'Université d'Orléans ; membre du jury d'agrégation du concours CAMES en 2005 ; membre du jury d'agrégation du second concours en 2006
- I. Rabaud, en qualité de collaboratrice du CEPII jusqu'en 2004, a participé à l'élaboration de la base de données CHELEM
- P. Villieu : membre élu du Conseil National des Universités (section 5)

4. Projets scientifiques pour 2008-2011

4.1. Les demandes de moyens

- **Immobilisations et équipements** : le Laboratoire d'économie d'Orléans bénéficiera, au cours de l'année 2007, de l'extension de ses locaux prévue au contrat quadriennal 1999-2002. Cette extension devrait apporter cinq bureaux supplémentaires. Une demande de crédit est faite pour l'aménagement de ces bureaux, ainsi que pour les achats de renouvellement normal du parc informatique. Enfin, une demande de financement est en cours pour le financement d'un onduleur.
- **Recrutements** : le Laboratoire d'économie d'Orléans souhaiterait renforcer son potentiel de recherche par le recrutement d'un chargé ou d'un directeur de recherche CNRS. En effet, en termes d'encadrement pédagogique, le département d'économie de l'Université d'Orléans est suffisamment doté, de sorte que des créations de postes d'enseignants-chercheurs à moyen terme sont peu probables. Au cours de la période 2003-2006, le LEO a bénéficié de la création d'un poste de maître de conférences, d'un poste de professeur, et d'un poste d'ingénieur d'études. Il est donc raisonnable de penser que les recrutements d'enseignements-chercheurs au cours du prochain contrat se limiteront au remplacement des personnels partant en retraite, ainsi que des personnels promus par changement de corps. En revanche, il devient urgent que puissent être recrutés :
 - (i) un/e technicien /ne informatique, éventuellement mutualisé/e avec d'autres unités de recherche ou l'UFR Droit, Economie, Gestion, pour assurer la maintenance du réseau informatique (tâche que ne peut plus accomplir l'ingénieur réseau en complément de son activité de soutien à la recherche) ;
 - (ii) un/e secrétaire supplémentaire pour pallier le départ en détachement de Maryse Courmollet (IT CNRS), le LEO regroupant plus de 100 personnes mais ne fonctionnant qu'avec 2,2 équivalent temps-plein de secrétaires.

4.2. La restructuration du LEO

- **Gouvernance du LEO**

En raison de l'évolution de l'unité, et notamment du départ en retraite de Georges Gallais-Hamonno, il est prévu d'instituer pour le prochain contrat quadriennal **deux postes de directeur-adjoint**. Le premier poste sera dévolu au directeur du Centre Régional Associé au CEREQ, es qualité ; le second poste sera occupé par un professeur ayant vocation à prendre, à moyen terme, la succession de l'actuelle directrice.

- **Redéfinition de la structuration interne du LEO**

A compter du 1^{er} janvier 2006, il a été décidé de revoir la structuration du LEO, pour **substituer une logique de projets à la logique d'équipes**. Ces projets, aux thématiques suffisamment larges pour fédérer une taille critique de chercheurs, sont définis pour quatre ans, placés sous la responsabilité de chercheurs et d'enseignants-chercheurs permanents, et associent les doctorants du laboratoire. Ils permettront une évaluation plus fine des résultats obtenus, que les projets d'équipe déclinés dans les rapports précédents. Le prochain rapport d'activité présentera les activités scientifiques dans cette logique de projets (pour le présent rapport, la présentation des activités par équipes a été maintenue pour des raisons évidentes de dynamique transitoire).

- **Stratégie de rapprochement avec d'autres unités de recherche**

Le Conseil de laboratoire du LEO a engagé une réflexion sur l'opportunité et les modalités d'une stratégie de rapprochement avec d'autres unités de recherche.

Compte tenu de la contrainte institutionnelle forte exercée par la tutelle du département scientifique Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS (visant à réduire le nombre d'unités soutenues), un rapprochement avec d'autres unités de recherche apparaissait opportun. Deux stratégies de rapprochement étaient envisageables :

- un rapprochement interdisciplinaire mono-site ;
- un rapprochement disciplinaire pluri-sites.

La stratégie de **rapprochement interdisciplinaire mono-site** consiste en un regroupement d'unités de recherche (reconnues ou non par le CNRS) localisées sur le campus d'Orléans (campus universitaire et campus CNRS). Dans cette optique, plusieurs directions étaient possibles :

- un rapprochement avec les laboratoires de mathématiques et d'informatique : ce rapprochement existe dans la structuration de la recherche au niveau régional. Il présente l'avantage de rapprocher des équipes de taille et de composition analogues (en termes de ratio personnel CNRS/enseignants-chercheurs, en termes de potentiel ITA et de doctorants). Par ailleurs, il existe déjà des collaborations entre mathématiciens et économistes, notamment en finance. Cependant, le laboratoire de mathématiques d'Orléans a opéré un rapprochement avec son homologue tourangeau pour former une fédération de recherche, de sorte qu'un regroupement interdisciplinaire avec les mathématiciens n'est plus envisagé ;

- un rapprochement avec des laboratoires de droit et de gestion : dans l'équipe "Travail, emploi, organisations et savoirs" un tel rapprochement s'est déjà opéré, et pourrait être étendu à d'autres projets scientifiques, notamment en droit social et en droit des affaires.

La stratégie de **rapprochement disciplinaire pluri-sites** consiste en un regroupement d'unités de recherche (reconnues par le CNRS) appartenant à différents sites géographiques. Deux logiques étaient envisageables :

- la recherche de **complémentarités thématiques** : dans cette optique, un rapprochement avec le Centre d'Etudes et de Recherches sur le Développement International (CERDI), localisé à Clermont-Ferrand, aurait présenté deux atouts : il aurait permis de fusionner les deux unités CNRS en économie de la région Centre-Auvergne-Limousin ; il aurait offert une complémentarité entre la dimension financière des recherches du LEO et la dimension internationale du CERDI. Toutefois, le changement de périmètre de la délégation Centre-Auvergne-Limousin a rendu ce rapprochement difficile, sinon impossible d'un point de vue administratif ;

- la recherche d'une taille critique à travers des **synergies thématiques**, le rapprochement étant opéré avec des unités dont les thèmes et les méthodes sont proches de ceux du LEO (finance, macroéconomie, économie internationale, économie du travail) ; cette logique pourrait être privilégiée, si la Direction scientifique du CNRS poursuivait sa stratégie de regroupement d'unités.

4.3. Les projets scientifiques du LEO

Compte tenu de l'achèvement du projet "Finance historique", **cinq projets** structureront l'activité du Laboratoire d'économie d'Orléans pour la période 2008-2011. Certains de ces projets reprennent les intentions, non encore réalisées, des projets exposés dans le précédent rapport d'activité (couvrant la période 2006-2009). D'autres projets, prenant acte des travaux déjà réalisés, sont plus novateurs.

4.3.1. Projet 1 : Gouvernance et réglementation dans les systèmes financiers (A. Lavigne)

Ce projet s'inscrit dans le prolongement de travaux déjà entrepris dans les équipes "Marchés et intermédiaires financiers" et "Economie et finance internationales". Il peut être décliné selon quatre axes principaux :

(i) Gouvernance et réglementation : principes et comparaisons sectorielles et internationales

Au-delà de la distinction entre les "systèmes financiers orientés par la banque" et les "systèmes orientés par le marché", seront analysés les rôles des institutions, du droit et des mécanismes de gouvernance dans les pays anglo-saxons, dans les pays européens, mais également dans les pays en transition et les pays en développement. On s'interrogera aussi sur le principe et les **modalités de construction d'un système européen de gouvernance d'entreprises**, ainsi qu'aux **modes de gouvernance propres aux institutions financières** : banques, assurances et fonds de pension, encore relativement peu étudiées.

Le Laboratoire d'économie d'Orléans poursuivra son Action de Recherche Partagée du Réseau Entrepreneuriat de l'AUF (appel d'offre 2002/2004), sur le thème "**Entrepreneuriat et architecture des systèmes financiers dans les pays en développement et en transition**". Une quinzaine de chercheurs du LEO et des Universités de Cotonou, Yaoundé et Brazzaville s'engagent sur un programme d'échanges scientifiques de trois ans. Il comportera des stages longs dans notre laboratoire pour des chercheurs du Sud, et par des missions vers l'Afrique ou l'Europe de l'Est, pour les chercheurs du LEO qui trouveront dans le fonctionnement des systèmes bancaires, dans les expériences de microfinance de l'Afrique Sub-saharienne mais aussi des PECO un champ d'investigation empirique privilégié. L'objectif final est la tenue d'un colloque et la publication d'un ouvrage collectif. Sur le fond, la question essentielle est celle des positionnements respectifs des établissements bancaires, des institutions de microfinance et du marché financier dans des économies où l'entrepreneuriat souffre de nombreux cloisonnements et rigidités. Peut-on imaginer un schéma qui organiserait le système financier de manière optimale en fonction du niveau de développement atteint et donc un processus de transformation de ce système ? Cette recherche sera donc menée en collaboration avec des chercheurs en provenance de diverses universités africaines.

(ii) Finance comportementale et réglementation

L'extrême volatilité observée récemment sur les marchés financiers soulève au moins deux types de questions. D'abord, comment expliquer ces évolutions anormales au regard de l'hypothèse traditionnelle d'efficience ? La littérature, en plein développement, que l'on regroupe sous l'expression de **finance comportementale** pourrait fournir des pistes de réflexion que nous souhaitons explorer. Il s'agit de savoir si ces contributions sont capables, non seulement de fournir des explications convaincantes aux anomalies observées, mais surtout de déboucher sur un modèle (alternatif au MEDAF) de valorisation des actifs financiers. On distinguera à cet effet, d'une part les anomalies observées sur un marché donné, d'autre part les interactions avec d'autres marchés (marchés boursiers, immobiliers, monétaires).

Par ailleurs, ces anomalies posent le problème de leur régulation. Faut-il confier aux autorités monétaires le soin de les corriger ou doit-on considérer que cela relève d'un contrôle prudentiel ? Au-delà de l'intermédiation bancaire, il faut maintenant étudier le contrôle de l'intermédiation de marché : **dans quelle mesure faut-il encadrer les risques pris par les investisseurs institutionnels** et comment faire pour qu'ils différencient leurs comportements ? On s'intéressera notamment au rôle de la **réglementation instaurée par les Accords de Bâle II** et son adaptation aux chutes de prix d'actifs.

Dans le cadre d'un financement par l'ANR, R. Breton se propose d'étudier **les intermédiaires sur les marchés d'information** (analystes financiers, journalistes...), incluant un volet théorique et un volet empirique et historique. Plus précisément, il s'agit de déceler les déterminants de la qualité des services d'information que ces intermédiaires fournissent aux marchés, sur un plan théorique et empirique, et d'analyser les stratégies d'obtention et de révélation de l'information par ces intermédiaires, en adoptant l'hypothèse de départ selon laquelle la qualité de l'information obtenue est conditionnée par la relation avec la source d'information.

On développera également des recherches propres à la **réglementation prudentielle des entreprises d'assurance et des conglomérats financiers**, dans la perspective d'une harmonisation des dispositifs prudentiels élaborés pour les institutions financières (Bâle 2 et Solvabilité 2). Ces recherches auront pour but d'identifier, de mesurer et d'élaborer des modèles de gestion interne des risques spécifiques de ces intermédiaires financiers.

(iii) Gouvernance de l'intermédiation de marché et volatilité des marchés

Ce projet est associé à un contrat conclu avec l'Observatoire de l'Épargne Européenne. L'objectif est d'étudier la relation d'agence entre les investisseurs (individuels ou collectifs), les fonds de placements et les gestionnaires d'actifs appartenant aux sociétés de gestion afin de vérifier si elle peut contribuer à des comportements conformistes et à une hausse de la volatilité des marchés financiers. L'équipe comprend R. Bellando, J.-P. Pollin, F. Le Quéré, A.-G. Vaubourg, et deux doctorantes F. Mercurelli et L. Tran Dieu. Des travaux devraient être réalisés sur quatre grands thèmes :

- les stratégies de gestion des OPCVM ;

- l'influence de la rentabilité passée sur la taille du fonds (relation qui pourrait générer des incitations implicites à l'origine de comportements inefficients des gérants) ;
- la prise de risque excessive des gérants de portefeuille ;
- l'existence éventuelle de comportements mimétiques.

Ces travaux devraient, pour leur volet empirique, utiliser d'une part, des données originales qui détaillent la composition des portefeuilles actions des OPCVM françaises collectées par la Banque de France, d'autre part, un questionnaire auprès des différentes parties de ces contrats avec les sociétés de gestion.

(iv) Economie industrielle bancaire

Sous l'impulsion du développement des **systèmes de paiement électroniques**, le marché des paiements de détail des économies développées est actuellement le théâtre de profondes évolutions. Certaines solutions de paiement ayant rencontré le succès du public sont offertes par des non banques. Ces innovations ouvrent la voie à la contestation de la fonction de paiement (c'est-à-dire l'activité économique de production des paiements) sur plusieurs niveaux distincts. Le monopole des banques dans la compensation des paiements, le règlement des opérations et la vente des instruments de paiement se trouvent remis en cause. Cette concurrence accrue au sein de marchés jusque là protégés est de nature à générer des gains de productivité importants profitables à l'ensemble des agents et à modifier les conditions d'exercice de l'activité bancaire. Le projet porté par P. Gazé dans le cadre d'un financement ATIP CNRS a pour but de **tracer les contours de cette nouvelle économie des paiements en identifiant les mutations de la fonction de paiement et ses enjeux économiques**. Il s'articule en trois axes :

- (i) caractériser les évolutions des paiements et à comprendre les mécanismes par lesquels certains instruments parviennent à s'imposer ;
- (ii) examiner les répercussions pour l'activité bancaire de la contestation du monopole des banques à procéder aux paiements scripturaux et à offrir les instruments de paiement correspondants
- (iii) tirer les implications pour une régulation du marché des paiements dans une perspective européenne.

4.3.2. Projet 2 : Politiques monétaires et budgétaires dans des unions monétaires (P. Villieu)

Ce projet fédère des thématiques de recherche des chercheurs des équipes "Macroéconomie monétaire" et "Economie et finance internationales". Il couvre deux axes principaux :

(i) Politique monétaire et politiques budgétaires dans l'Union Economique et Monétaire européenne

Il s'agira d'approfondir l'étude de l'**impact de l'hétérogénéité de la zone euro sur la politique monétaire commune**. Les approfondissements porteront sur un affinement de la description empirique de l'hétérogénéité de la zone euro, sur la construction d'une règle optimale de politique monétaire en fonction de l'hétérogénéité de la zone, et sur l'étude de la formation des prix des exportations des pays de la zone.

Par ailleurs, une littérature importante sur les **règles monétaires en économie ouverte** (à la fois théorique et empirique) a permis de conclure qu'une politique monétaire fondée sur un Indicateur des Conditions Monétaires (ICM) en tant que cible opérationnelle n'était pas optimale. Il reste qu'aujourd'hui les ICM sont utilisés en tant que simples indicateurs par la plupart des banques centrales et par les institutions internationales (dont le FMI et l'OCDE). Pour autant, il n'existe à ce jour aucune étude permettant d'affirmer que les ICM sont des indicateurs pertinents. Une collaboration avec la Banque Centrale du Luxembourg a été lancée pour étudier cette question. Un autre projet de recherche sur la politique monétaire concerne la robustesse des règles simples (de type Taylor) optimales. À cet effet, l'utilisation de meta-régressions, dans lesquelles la variable expliquée (les coefficients des règles) est tirée de chacune des études antérieures observées alors que les variables explicatives incluent un grand nombre de caractéristiques méthodologiques, empiriques et théoriques, pourrait apporter des réponses éclairantes. Cette méthode, encore peu employée en macroéconomie et encore moins

dans le contexte des règles de politique monétaire, confère un caractère novateur à ce projet. Celui-ci devrait être engagé en collaboration d'économistes du CEPII et de la Direction de la Prévision.

Enfin, l'équipe s'intéressera à l'**impact du mode de financement des dépenses publiques sur la croissance**. Les travaux récents sur le Pacte de Stabilité et de Croissance se sont tournés vers la formulation de « règles d'or » des finances publiques, autorisant les gouvernements à s'endetter afin de financer les dépenses publiques d'investissement. Pourtant, l'endettement constitue un report de la charge du financement sur le futur, et il convient donc de s'interroger sur les effets de la dette publique sur la croissance de long terme. Les travaux envisagés dépassent le cadre strict de la zone euro, et doivent déboucher sur un réexamen théorique et empirique des effets du policy mix sur la croissance.

(ii) Substitution monétaire dans les pays émergents

Un deuxième axe de recherche portera sur la **substitution monétaire dans les pays émergents**. Les récentes crises financières qui ont frappé les pays émergents ont donné lieu à un débat sur l'architecture du système financier international. Les questions du choix du régime de change et de la structure du système bancaire y tiennent une place importante. En particulier, des propositions sont discutées en faveur de la mise en place d'une caisse d'émission ou d'une "dollarisation" (en Equateur, en Argentine) ou "euro-isation" (en Bulgarie) officielle des économies. Dans ce contexte, il sera intéressant d'étudier une question peu abordée, à savoir les **liens existants entre le fonctionnement du système bancaire et la nature du régime de change**, en particulier vérifier les performances des systèmes bancaires en présence de substitution monétaire dans un régime de caisse d'émission ("Currency Board"). Cette recherche devrait renforcer les collaborations avec des laboratoires étrangers avec lesquelles le LEO entretient déjà des relations soutenues (universités de Birmingham, Saint-Joseph de Beyrouth, Sofia et Siegen notamment).

4.3.3. Projet 3 : Travail, emploi et politiques sociales en Europe (Ch. Laviolle)

Ce projet croise les regards des économistes et des juristes de l'équipe autour d'une volonté d'analyse de la forme et du contenu des politiques du marché du travail et de l'emploi et des politiques sociales en Europe. Lancé en 2006, il devrait se développer dans les années qui viennent autour des problématiques suivantes :

(i) Economie politique de la réforme, changement institutionnel et architecture de politique économique en Europe : comment penser les transformations des marchés du travail et de l'Etat social.

L'émergence des institutions résulte de compromis sociaux, mais aussi de leur mise en forme, dans le champ politique, qui autorise à transcender les myopies individuelles et à coordonner l'économie sur des trajectoires viables. Les relais de l'action collective, de la délibération politique et du droit s'avèrent donc nécessaires et déterminants dans le processus complexe et largement non anticipé d'émergence de nouvelles régulations.

- *Economie politique de la réforme*

Dans cette optique, et dans le cadre du projet GO-EuroMed (années 2007-2008), une réflexion en termes de ce qu'il est convenu d'appeler « **l'économie politique de la réforme** » sera entreprise. Le problème de la soutenabilité des modèles institutionnels est généralement présenté en termes de performance macroéconomique. Mais les institutions sous-tendant les différents modèles ont des conséquences différentes pour les agents suivant leur position dans la société. Telle ou telle forme institutionnelle aura des conséquences à l'avantage de tel ou tel groupe d'agents. Il est alors nécessaire de penser les intérêts des agents comme différents, et potentiellement antagonistes, et d'envisager les institutions comme résultant de compromis politiques entre ces différents antagonismes. Il s'agit donc de considérer les configurations institutionnelles comme un problème d'économie politique. Au lieu de présenter la réforme des marchés du travail et des systèmes de protection sociale comme relevant de « l'intérêt général », il semble plus intéressant de distinguer les perdants et les gagnants, d'essayer d'identifier les équilibres politiques possibles, et par voie de conséquence les chances de succès ou d'échec de la réforme. On pourrait aussi relâcher l'hypothèse de rationalité des agents

et supposer qu'ils ne sont pas à même d'apprécier véritablement ou se trouve leur intérêt, ou qu'il faut un certain temps pour apprécier et prendre en compte les gains apportés par la réforme.

- *Changement structurel et institutionnel*

Une recherche complémentaire sera entreprise dans le domaine de l'appréhension du changement institutionnel. L'immersion dans le champ du politique et l'originalité des compromis sociaux plaide en faveur d'une divergence maintenue des formes institutionnelles, de la « **variété des capitalismes** », et relativise en conséquence la démarche de « transférabilité des bonnes pratiques », et l'usage qui est fait des « modèles de pays ». Une recherche sur les modalités des transformations effectives des institutions, de leur conversion, de leur sédimentation, de leur hybridation sera entreprise qui pourrait trouver une connexion avec les recherches menées par certains membres de l'équipe en termes de « choix collectifs » (étude de l'émergence des normes et des règles à partir des développements de la microéconomie évolutionniste et de ce qu'il est convenu d'appeler l'approche « computationnelle » de l'analyse économique des changements institutionnels et structurels (Gaffard & Punzo, 1995).

- *L'architecture de la politique économique en Europe*

La mise en œuvre d'une **architecture achevée et cohérente de politique économique en Europe** sera poursuivie, à la fois à partir d'une évaluation de l'inscription *de jure* et *de facto* de cette mise en œuvre, et à partir d'un regard critique sur le concept de « gouvernance » et son importation du monde de l'entreprise dans celui de la politique publique, conçue comme une modalité de déconstruction du politique par l'économique.

Une analyse des transformations, tant procédurales que substantielles, des politiques nationales sous l'effet de la mise en œuvre, au niveau communautaire, des modalités ouvertes de coordination dans le domaine de l'emploi et des politiques sociales, sera engagée et poursuivie.

(ii) Travail et organisations

- *Projet chômage partiel*

Un projet de recherche proposé dans le cadre d'un appel d'offre de la DARES a pour objectif de déterminer l'efficacité du **recours au chômage partiel pour lutter contre le chômage**, et d'analyser l'évolution de ses usages et de ses déterminants en association avec le Centre d'Etudes de l'Emploi. A partir de diverses sources statistiques, deux approches complémentaires seront examinées. La première interroge le rôle que joue le recours au chômage partiel, envisagé comme un outil de flexibilité interne, dans l'adaptation du volume de travail aux variations de l'activité des entreprises, dans un contexte de réduction du temps de travail ; la seconde, la lumière sur les facteurs économiques conjoncturels ou structurels qui conditionnent l'efficacité du recours au chômage partiel.

- *Projets sur REPONSE*

En collaboration avec L. Behaghel (LEA) et E. Caroli (CEPREMAP), un projet sur l' "**upskilling**" de la main d'œuvre a débuté en 2006. Le projet vise à analyser les moyens mis en œuvre par les entreprises sur longue période pour adapter leur main-d'œuvre aux nouvelles technologies et formes organisationnelles. Il s'inscrit dans la continuité des travaux menés sur le renouvellement de la main d'œuvre dans les entreprises industrielles françaises, en l'élargissant aux services et en mobilisant de nouvelles sources statistiques.

L'enquête REPONSE est également au cœur d'un projet de recherche défini par l'équipe TEOS. Ce projet vise à analyser la façon dont la **syndicalisation**, en influençant le climat social peut être un facteur favorisant, ou au contraire freinant la **modernisation des entreprises**.

- *Projet sur les enquêtes européennes sur les conditions de travail*

Dans le cadre d'un projet européen sur les restructurations d'entreprises, mené au Centre d'Etudes de l'Emploi, seront effectués des travaux empiriques sur **l'évolution des conditions de travail et de la satisfaction au travail**, réalisés à partir des enquêtes européennes sur les conditions de travail de 1991, 1996, 2000-2001. Ils visent à cerner les évolutions dans le travail dans une perspective de comparaison internationale. Ce travail a débuté en 2006. De nombreuses synergies sont à attendre entre ce projet et le projet REPONSE.

4.3.4. Projet 4 : Territoires et mobilités (Th. Baudassé et Ch. Lavialle)

Ce projet est né des réflexions communes des équipes "Economie et finance internationales" et "Travail, emploi, organisations et savoirs". Dans le prolongement de l'axe 2 des OMT 2002/2006 du Céreq sur lequel le centre associé en région Centre s'est engagé, le LEO cherchera à renforcer son expertise sur les thèmes suivants, déclinés en trois sous-projets.

(i) Cheminements longs, transitions, trajectoires et mobilités professionnelles

Il s'agira de développer l'expertise empirique et théorique sur **l'appréhension longitudinale des parcours professionnels**. L'idée est de prendre en compte la transformation profonde des systèmes de relations professionnelles et des dynamiques de carrière qui voient émerger une différenciation accrue des trajectoires individuelles, une multiplication des "transitions" critiques au cours de la vie professionnelle, et qui conduisent par conséquent à s'interroger :

- *au niveau méthodologique*, sur la manière d'appréhender les mobilités longues et les trajectoires individuelles. L'enjeu est ici d'être en capacité de produire des **indicateurs de performance** qui ne soient plus statiques et agrégés (indicateur de stocks), mais **dynamiques et individualisés**. Il s'agirait tout particulièrement de développer, sur des enquêtes de panel, les **modèles de transition et/ou de durée** pour appréhender davantage les transitions, repérer les "bonnes" et "mauvaises" transitions, mesurer la diversification croissante des trajectoires professionnelles.

- *au niveau analytique*, ce projet pourrait consister :

(i) à poursuivre l'analyse de certaines "transitions" critiques particulières, telles **l'insertion professionnelle des jeunes**, mais aussi la question du **vieillesse au travail, de la réinsertion des seniors et de la transition vie active – retraite** (une collaboration est envisagée avec E. Fouquereau, professeur de psychosociologie du Travail à l'Université François Rabelais de Tours) ;

(ii) à poursuivre la réflexion sur l'articulation entre marché du travail et protection sociale dans la perspective du débat sur la mise en œuvre d'une **sécurisation des trajectoires professionnelles** et autour de la notion de "flexicurité".

Ces réflexions sur les parcours professionnels se mèneront parallèlement dans le cadre du réseau inter-régional de recherches en Sciences du travail animé par l'équipe TEOS. Elles auront un premier débouché scientifique à l'occasion de l'organisation au printemps 2007 des XIV^{èmes} journées d'étude des données longitudinales sur le marché du travail.

(ii) Mobilités géographiques

L'analyse de la **mobilité interne (rurale-urbaine) et internationale de la force de travail** sera poursuivie. La question des migrations revêt des dimensions théoriques et de politique économique importantes. Sur le premier plan, la problématique peut être abordée à travers le champ d'analyse de la substitution/complémentarité entre commerce international et mouvements de facteurs (capital, travail), mais aussi par les modèles probabilistes à la Harris-Todaro qui offrent des prolongations intéressantes. Sur le second plan, l'économie politique de la régionalisation se doit d'envisager l'impact migratoire des schémas d'intégration. Enfin, l'impact des mouvements migratoires sur la répartition du revenu doit être envisagé. Ces recherches seront menées en collaboration avec des collègues du Colegio de la Frontera Norte (Mexique), et dans le cadre du contrat GO-Euromed (Working Package 9).

(iii) Développement économique des territoires

Il s'agira de poursuivre les recherches entreprises sur l'analyse localisée du lien "formation-emploi" et de développer les thèmes suivants dans le cadre : (i) des partenariats développés avec les collectivités locales (Orléans Technopole Développement, Conseil général du Loiret, Conseil régional du Centre); (ii) du renouvellement et de la transformation du Master « Economie de l'entreprise et du développement industriel » en Master « Développement des Organisations, des Territoires et de l'Emploi », les thèmes suivants :

- la notion de "territoire" apprenant et le **développement des territoires dans l'économie de la connaissance** ;
- l'attractivité et la **compétitivité des territoires** ;
- la reconversion des territoires, les politiques d'innovation et de développement économique local. C'est dans cette perspective que s'inscrivent les recherches futures sur les **reconversions et l'innovation technologique en région Centre**.

4.3.5. *Projet 5 : Econométrie appliquée (Ch. Hurlin)*

Nos projets de recherche pour les années à venir s'inscrivent directement, et pour l'essentiel, dans la continuité des axes de recherche que nous avons pu développer récemment. Ambitieux, ils s'appuient sur l'arrivée récente de deux économètres au sein du LEO, C. Ertur et Ch. Rault.

(i) Econométrie des données de panel

Cette thématique de recherche sur la **causalité en panel** constituera l'un des axes majeurs de nos recherches dans les années à venir. Nous envisageons, en effet, d'élargir les concepts de causalité testés à des notions de causalité inter-individuelles prenant en compte les dépendances inter-individuelles. Notre objectif est ainsi d'opérer dans cette littérature la même évolution que l'on a pu observer dans les années 2000 au sujet des tests de racine unitaire.

(ii) Econométrie non linéaire et l'économétrie des changements de régime

Nous souhaitons orienter nos recherches futures sur l'utilisation de ces modèles de panel non linéaires en panel à des fins de **prévisions**. Sous certaines hypothèses, ces modèles à changement de régimes autorisent des dynamiques liées entre individus : la question qui se pose est alors de savoir si de tels modèles améliorent la prévision que l'on peut mener pour un individu, ou au contraire pour la somme des individus. Différentes applications sont envisageables, comme par exemple la **prévision macroéconomique dans une zone intégrée** : est-il préférable de prévoir le PIB européen par la sommation de prévisions issues de modèles nationaux (linéaires ou non linéaires) ou au contraire, est-il préférable d'utiliser un modèle de panel non-linéaire qui prenne en compte explicitement les interactions entre ces pays ?

A la suite d'une première synthèse récemment effectuée sur cette question, nous orienterons nos recherches vers les **nouvelles générations de tests de validation des prévisions fondés sur l'évaluation ou la comparaison des densités conditionnelles de prévision**. En effet ces tests permettent non seulement de valider un modèle en testant si la densité conditionnelle de prévision est correctement spécifiée, mais en outre ils offrent la possibilité de comparer des modèles potentiellement mal spécifiés. La question n'est plus alors de savoir si un modèle est « bon » en terme de prévisions, mais il s'agit alors de déterminer le meilleur modèle prédictif parmi un ensemble de modèles concurrents en exploitant l'information contenue dans l'ensemble de la densité et non plus de simples critères de type MSFE.

(iii) Econométrie pour la finance

Ces nouveaux tests présentent l'avantage d'être exploitables tant dans le cadre de la validation des prévisions issues de modèles non linéaires que dans le cadre de la validation des mesures de **Value-at-Risk** en finance.

Nous travaillons à l'heure actuelle sur la construction de nouveaux tests de validation améliorant encore ces propriétés. A moyen terme, nous souhaitons **établir un lien avec la littérature sur l'évaluation des**

densités de prévision, puisque que la VaR n'est rien d'autre qu'un fractile d'une distribution de pertes et profits. Ce faisant, notre objectif est de proposer des tests de comparaison de mesures de VaR potentiellement mal spécifiées. Cet axe de recherche devrait faire l'objet de différentes collaborations, notamment avec Bertrand Candelon de l'Université de Maastricht.

(iv) **Econométrie des interactions**

En raison de l'arrivée de C. Ertur au LEO, un nouvel axe de recherche particulièrement intéressant devrait émerger dans les années à venir au sein de l'équipe économétrie. Il s'agit de l'économétrie spatiale et plus généralement de **l'économétrie des interactions**.

L'objectif de ces recherches est de conceptualiser et de **modéliser les processus d'interaction dans le champ de la croissance économique**. Quelles sont les observations qui interagissent entre elles ? Comment interagissent-elles ? Comment modéliser ces interactions ? Comment en mesurer l'intensité ? Bien que les interactions soient largement étudiées en sociologie et en science régionale, l'idée qu'elles doivent être également étudiées en économie fait l'objet d'un consensus de plus en plus important. Tenter de trouver un ensemble de réponses communes à ces questions fondamentales en sciences sociales constitue un champ d'investigation prometteur.

Bien que largement admise, l'interdépendance dans une économie mondialisée n'a, à notre connaissance, pas été encore modélisée d'un point de vue théorique de manière à être intégrée structurellement dans des modèles de croissance et conduire à des formes réduites estimables. L'objectif de ces recherches est donc de **prendre explicitement en compte l'interdépendance globale observée dans la modélisation et l'estimation des processus de croissance**. Puisque la productivité totale des facteurs d'un pays dépend des productivités totales des facteurs des autres pays, il s'agit de proposer une stratégie de modélisation basée sur l'interdépendance technologique et la diffusion des connaissances. Le but est d'obtenir des formes réduites qui intègrent explicitement la corrélation en coupe transversale (autocorrélation spatiale) et permettent de ne pas recourir à l'hypothèse standard « d'échangeabilité » habituellement utilisée dans la littérature. Du point de vue méthodologique, notre projet a pour objectif de **rapprocher l'économie et la science régionale** où l'économétrie spatiale est appliquée depuis longtemps pour modéliser des interactions géographiques économiquement *ad hoc*. Plus généralement, ces techniques peuvent être utilisées pour modéliser tout type d'interactions fondées sur des variables socio-économiques, institutionnelles ou financières ainsi que les flux commerciaux et migratoires. L'objectif est donc de généraliser la méthodologie de l'économétrie spatiale de manière à traiter tout type d'interactions entre les observations dans un cadre méthodologique unifié que nous proposons de définir comme l'économétrie des interactions.

ANNEXES

- Annexe 1. Liste des publications
- Annexe 2. Liste des thèses en cours
- Annexe 3. Liste des séminaires internes

Annexe 1

Liste des publications

1. Articles dans des revues avec comité de lecture (ACL)

1.1. Revues internationales (ACLI)

- [ACLI 1] **ARY TANIMOUNE Nasser (2003)**, "Les déterminants de la marge bancaire dans l'UEMOA : une analyse en données de panel", *Les Notes d'Information et Statistiques, Etudes et Recherches*, 539, août-septembre, 2-19.
- [ACLI 2] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2005)**, "Fiscal Federalism, Discipline and Selection Adverse in the EU : Lessons from a Theoretical Model", *Economics Bulletin*, 5(1), 1-8.
- [ACLI 3] **BOITOUT Nicolas (2004)**, (en collaboration avec et L. Ureche-Rangau), "Towards a Multifractal Paradigm of Stochastic Volatility?", *International Journal of Theoretical and Applied Finance*, 7(7), 823-852.
- [ACLI 4] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003)**, (en collaboration avec V. Kalckreuth, Hernando, A. Generale, et P. Vermeulen), "New Findings on Firm Investment and Monetary Transmission in the Euro Area", *Oxford Review of Economic Policy*, 19(1), 73-83.
- [ACLI 5] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003)**, (en collaboration avec M. Ehrmann, A. Generale, J. Martínez-Pagés, P. Vermeulen, A. Worms), "Monetary Policy Transmission in the Euro Area - Evidence from Micro Data on Banks and Firms", *Journal of the European Economic Association*, 1(3), 731-742 ; [DR LEO 2003-32].
- [ACLI 6] **CHATELAIN Jean-Bernard (2004)**, (en collaboration avec B. Amable and K. Ralf), "Credit Rationing, Profit Accumulation and Economic Growth", *Economics Letters*, 85, 301-307.
- [ACLI 7] **CHATELAIN Jean-Bernard (2006)**, (en collaboration avec J.-C. Teurlai), "Euler Investment Equation, Leverage and Cash Flow Misspecification: an Empirical Analysis on a Panel of French Manufacturing Firms", *Journal of Macroeconomics*, 28(2), 361-374.
- [ACLI 8] **CHATELAIN Jean-Bernard (2006)**, "Consistent Moment Selection Procedures for Generalised Method of Moments: Improving their Reliability", *Economics Letters*, à paraître.
- [ACLI 9] **CLEMENT David, Christophe HURLIN (2005)**, (en collaboration avec F. Serres), « Downgrading in the First Job : Who and Why ? », *Applied Economics Letters*, 12(4), 227-233.
- [ACLI 10] **DESQUILBET Jean-Baptiste (2006)**, "Les contraintes de la politique monétaire libanaise (1993-2004) : endettement public, dollarisation, taux de change fixe", *L'Actualité Economique*, à paraître ; [DR LEO 2005-17].
- [ACLI 11] **HURLIN Christophe (2005)**, "Kamps C. : the Dynamic Macroeconomic Effects of Public Capital, Theory and Evidence for OECD Countries", *Journal of Economics*, 86(3), December, 308-312.
- [ACLI 12] **HURLIN Christophe (2006)**, (en collaboration avec R. Kierzenkowski), "Credit Market Disequilibrium in Poland: Can we find what we expect? Non-Stationarity and the Short Side Rule", *Economic Systems*, 31(2), 157-183.

- [ACLI 13] **HURLIN Christophe et Sessi TOKPAVI (2006)**, "Backtesting VaR Accuracy: A New Simple Test", *Journal of Risk*, 9(2), 19-37 ; [DR LEO 2006-13].
- [ACLI 14] **JOVANOVIĆ Franck (2006)**, "Was There a « Vernacular Science of Financial Markets » in France during the Nineteenth Century", *History of Political Economy*, 38(3), 531-545.
- [ACLI 15] **LAVIGNE Anne (2003)**, "Pension Funds in France : Still a Dead End ?", *Geneva Papers on Risk and Insurance, Issues and Practice*, 28(1), 127-150.
- [ACLI 16] **LAVIGNE Anne (2003)**, "Analysing French Pension Reforms ?", *Geneva Papers on Risk and Insurance, Issues and Practice*, 28(4), 727-733 ; [DR LEO 2003-15].
- [ACLI 17] **LELART Michel (2006)**, "Régulation et gouvernance dans la finance internationale : où en est le Fonds Monétaire International ?", *Etudes Internationales*, Université Laval, Québec, à paraître ; [DR LEO 2005-08].
- [ACLI 18] **MICLEA-POP Diana (2006)**, "M&A Market in Transition Economics: Evidence from Romania", *Emerging Markets Review*, 7(3), 244-260.
- [ACLI 19] **MUSARD-GIES Marie (2006)**, "Do European Central Bank's Statements Steer Interest Rates in the Euro Zone ?", *Manchester School*, 74(1), September, 116-139 ; [DR LEO 2005-30].
- [ACLI 20] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, (en collaboration avec Y. Rizopoulos), "Extreme Monetary Regime Change. Evidence from Currency Board Introduction in Bulgaria", *Journal of Economic Issues*, 37(4), December, 909-941.
- [ACLI 21] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, "Improving Monetary Theory in Post-Communist Countries – Looking back to Cantillon", *Ecowest* (Russian Economic Journal), 3(4), 549-566, (in Russian).
- [ACLI 22] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, "Elements of Hayek Monetary Theory", *Economic Thought*, 3, 84-99 (in Bulgarian).
- [ACLI 23] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, (en collaboration avec M. Berlemann), "Lending of First Versus Lending of Last Resort", The Bulgarian Financial Crisis of 1996/1997, *Comparative Economic Studies*, 46(2), 245-271 ; [Dresden DP in Economics, n° 11, University of Technology].
- [ACLI 24] **PATILÉA Valentin (2003)**, (en collaboration avec E. Renault et S. Pastorello), "Iterative and Recursive Estimation in Structural Non-Adaptive Models", *Journal of Business and Economic Statistics*, 21, 449-509.
- [ACLI 25] **PATILÉA Valentin (2005)**, (en collaboration avec D. Bohning), "Asymptotic Normality in Mixtures of Discrete Distributions", *Scandinavian Journal of Statistics*, 32, 115-132.
- [ACLI 26] **PATILÉA Valentin (2006)**, (en collaboration avec M. Delecroix et M. Hristache), "On Semiparametric M-Estimation in Single-index Regression", *Journal of Statistical Planning and Inference*, 136, 730-769 ; [DR LEO 2003-19].
- [ACLI 27] **PATILÉA Valentin (2006)**, (en collaboration avec D. Karlis), "Confidence Intervals of the Hazard Rate Function for Discrete Distributions using Mixtures", *Computational Statistics & Data Analysis*, à paraître.
- [ACLI 28] **PATILÉA Valentin (2006)**, "Semiparametric Regression Models with Applications to Scoring: a Review", in *Statistics Theory & Methods*, à paraître.

- [ACLI 29] **PATILÉA Valentin (2006)**, (en collaboration avec J.-M. Rolin), "Product-limit Estimators of the Survival Function with Twice censored Data", *Annals of Statistics*, 34, 925-938.
- [ACLI 30] **PATILÉA Valentin (2006)**, (en collaboration avec J.-M. Rolin), "Product-limit Estimators of the Survival Function for Two modified Forms of Current-status Data", *Bernouilli*, 12(5).
- [ACLI 31] **POP Adrian (2005)**, "La Politique de Dette Subordonnée comme alternative au troisième pilier de Bâle II : est-elle faisable ?", *Recherches Economiques de Louvain*, 71(2), 193-222 ; [DR LEO 2003-02].
- [ACLI 32] **POP Adrian (2006)**, "Market Discipline in International Banking Regulation: Keeping the Playing Field Level", *Journal of Financial Stability*, 2(3), 286-310 ; [DR LEO 2005-01].
- [ACLI 33] **VAUBOURG Anne-Gaël (2005)**, "Differentiation and Discrimination in a Duopoly with Two Bundles", *International Journal of Industrial Organization*, 24, December, 753 -762 ; [DR LEO 2004-16].

1.2. Revues nationales (ACLN)

- [ACLN 1] **BARBIER-GAUCHARD Amélie et Patrick VILLIEU (2003)**, "Quelle cible de déficit dans la zone euro ? Les enseignements d'un modèle à deux pays", *Revue Economique*, 54(3), 499-509.
- [ACLN 2] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2006)**, "Les questions budgétaires dans l'Union Européenne : enjeux et perspectives du fédéralisme budgétaire", *Revue française d'administration publique*, à paraître.
- [ACLN 3] **BAUDASSE Thierry (2004)**, "Les théories économiques des migrations internes", *Mondes en Développement*, 126(2), 83-117 ; [DR LEO 2003-01].
- [ACLN 4] **BELLANDO Raphaëlle et Jean-Paul POLLIN (2003)**, "Foreign Trade Pricing and Consistency of a Monetary Union", *Revue Economique*, 54(5), 1117-1136.
- [ACLN 5] **BELLANDO Raphaëlle et Gilbert COLLETAZ (2003)**, "La fiabilité des informations extraites des estimations paramétriques des densités neutres au risque", *Finance*, 24(1), 29-48.
- [ACLN 6] **BRETON Régis (2005)**, "Intermédiation, diversification et dissimulation d'information", *Revue Economique*, 56(3), 765-775 ; [DR LEO 2005-02].
- [ACLN 7] **BUNDA Irina (2005)**, "Un modèle de crises jumelles inspiré de la crise asiatique", *Revue Economique*, 56(4), 903-938.
- [ACLN 8] **CHALLINE Jean-Philippe (2006)**, "A propos de la cession de l'usage du logiciel", *Expertises des systèmes d'information*, 301, mars, 105-106.
- [ACLN 9] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003)**, (en collaboration avec J.-C. Teurlai), "Le recours au crédit bail permet-il d'identifier des entreprises à l'origine du canal du crédit en France ?", *Revue Economique*, 54(4), 811-833 ; [DR LEO 2003-30].
- [ACLN 10] **CHATELAIN Jean-Bernard et Anne LAVIGNE (2006)**, "Introduction", introduction au numéro « Gouvernance des systèmes financiers », *Revue d'économie politique*, 117(4), 429-430.
- [ACLN 11] **CHATELAIN Jean-Bernard (2006)** (en collaboration avec B. Amable et K. Ralf), "Nantissement des brevets et croissance des innovations", *Revue d'économie politique*, 117(4), 523-540.

- [ACLN 12] **CHATELAIN Jean-Bernard (2006)** (en collaboration avec K. Ralf), "Gouvernance d'entreprise et fraude fiscale", *Banque et Marchés*, à paraître.
- [ACLN 13] **CLEMENT David (2004)**, (en collaboration avec C. Sofer), "An Application of « Post-Welfariste » Theories of Justice: Comparing Theoretical Rights to Compensation and Actual Policy Measures Against Poverty", *Annales d'Economie et de Statistique*, Part IV "Economie politique", juillet-décembre, 75-76.
- [ACLN 14] **CLEMENT David et Sylvie MENDES-CLEMENT (2005)**, (en collaboration avec L. Bonnal), "L'accès au premier emploi au cours des années 90 : le cas des apprentis et des lycéens", *Economie et Statistique*, 378-379, juillet, 35-53.
- [ACLN 15] **DAOUD BARKAT Daoud (2003)**, "Quelle réglementation du capital bancaire pour les pays en développement ?", *Revue d'Economie Financière*, 73, 311-321.
- [ACLN 16] **DESQUILBET Jean-Baptiste et Nikolay NENOVSKY (2005)**, "Confiance et ajustement dans les régimes d'étalon-or et de caisse d'émission", *Mondes en Développement*, 130(2), 77-93.
- [ACLN 17] **ERTUR Cem (2006)** (en collaboration avec C. Baumont et J. Le Gallo), "Clubs de convergence et effets de débordements géographiques : une analyse spatiale sur données régionales européennes, 1980-1995", *Economie et Prévision*, 173, 111-134.
- [ACLN 18] **FALL Mouhamadou (2004)**, "Le marché d'assurance est-il si menacé par les tests génétiques ?", *Revue Risques*, 59, 147-153.
- [ACLN 19] **GALIEGUE Xavier (2006)**, (en collaboration avec N. Madjimbaye), "Le management africain, entre contraintes économiques et contingences culturelles : Résultats d'une enquête à N'Djaména, Tchad", *Gestion 2000*, à paraître ; [DR LEO 2006-26].
- [ACLN 20] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2003)**, "Valeurs extrêmes et changement d'appréciation du risque à la Bourse de Paris sur deux siècles, 1802-2000", *Problèmes économiques*, 2813, juin.
- [ACLN 21] **GALLAIS-HAMONNO Georges et Nicolas ZAMFIRESCU (2006)**, (en collaboration avec L. Monsigny), "Le risque de montant des primes de rentes viagères : l'exemple de la loterie-tontine de 1743", *Revue Economique*, 57(3), 615-622.
- [ACLN 22] **GRANIER Thierry (2004)**, "La Directive concernant les offres publiques d'acquisition", *Europe*, 6, novembre.
- [ACLN 23] **GRANIER Thierry (2004)**, "Le rôle des commissaires aux comptes (après l'ordonnance du 24 juin 2004)", *Revue des Sociétés*, 557.
- [ACLN 24] **GRANIER Thierry (2004)**, "Mise en garde de l'Autorité des marchés financiers contre des démarchages irréguliers et l'activité de certaines sociétés", *Bull. Joly bourse*, 4, juillet-août, 551.
- [ACLN 25] **HURLIN Christophe (2005)**, "Un test simple de l'hypothèse de non causalité dans un modèle de panel hétérogène", *Revue Economique*, 56(3), 799-809.
- [ACLN 26] **HURLIN Christophe (2005)**, (en collaboration avec V. Mignon), "Une synthèse des tests de Racine Unitaire sur données de panel", *Economie et Prévision*, n°169-171 (3-4-5), 251-294 ; [DR LEO 2006-12].
- [ACLN 27] **JOVANOVIC Franck (2004)**, "Eléments biographiques inédits sur Jules Regnault (1834-1894), inventeur du modèle de marche aléatoire pour représenter les variations boursières", *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 11, 215-229.

- [ACLN 28] **LAVIGNE Anne (2003)**, (en collaboration avec P.-H. Cassou), "Avant-propos", Introduction au numéro « Bâle 2 : genèse et enjeux », *Revue d'Economie Financière*, 73, 1-4.
- [ACLN 29] **LAVIGNE Anne (2003)**, "Compte rendu de lecture sur « Les retraites » par J.-L. Guérin et F. Legros", *Risques*, 56, octobre-décembre, 142-143.
- [ACLN 30] **LAVIGNE Anne (2006)**, "Retraite, épargne et fiscalité", *Retraite et société*, 47, 9-33 ; [DR LEO 2004-15].
- [ACLN 31] **LAVIGNE Anne (2006)**, (en collaboration avec Ch. Berger), "Le fonds de réserve pour les retraites en France : peut-il faire face au déséquilibre financier anticipé du régime général ?", *Retraite et société*, 48, 174-201 ; [DR LEO 2004-08].
- [ACLN 32] **LAVIGNE Anne (2006)**, "La fiscalité des fonds de pension aux Etats-Unis", *Revue Française de Finances Publiques*, 96 ; Contribution pour le rapport « L'évolution de l'épargne complémentaire pour la retraite sous forme de plans d'épargne d'entreprise gérés par les fonds de pension », DREES, mai ; [DR LEO 2006-16].
- [ACLN 33] **LEE Kang-Soek et Philippe SAUCIER (2005)**, "La coopération monétaire régionale est-elle un préalable à l'intégration commerciale de l'Asie ?", *Mondes en Développement*, 130(2), 95-110.
- [ACLN 34] **LELART Michel (2003)**, "A propos du Traité de l'OHADA" (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires), *Mondes en Développement*, 123, décembre, 133-139.
- [ACLN 35] **LELART Michel (2004)**, "Les systèmes de changes fixes – Avant-propos", *Revue d'Economie Financière*, 75, 9-15.
- [ACLN 36] **LELART Michel (2006)**, "Le thaler de Marie-Thérèse d'Autriche : une monnaie internationale de 1750 à nos jours", *Economie et Société*, série P, décembre.
- [ACLN 37] **LESPAGNOL Charlotte (2004)**, (en collaboration avec J. Teïletche), "La réaction des taux européens aux nouvelles économiques", *Revue Française d'Economie*, 19(2), 121-161.
- [ACLN 38] **LESPAGNOL Charlotte (2005)**, (en collaboration avec J. Teïletche), "La dynamique de la volatilité à très haute fréquence des taux longs euro", *Revue Finance*, 26(2) ; [DR, CDC IXIS Capital Markets, 21, 5 octobre 2004].
- [ACLN 39] **LEVIEUGE Grégory (2003)**, "Politique monétaire avec information de marché : application au spread de taux", *Revue d'Economie Politique*, 113(2), 233-254.
- [ACLN 40] **LEVIEUGE Grégory (2004)**, "La neutralisation des mouvements et de l'impact des prix d'actifs doit-elle être du ressort de la politique monétaire ?", *Revue d'Economie Financière*, 74, 253-284.
- [ACLN 41] **LEVIEUGE Grégory (2005)**, "Politique monétaire et prix d'actifs : quelles issues ?", *Revue de l'OFCE*, 93, 1-39 ; [DR LEO 2005-23].
- [ACLN 42] **LEVIEUGE Grégory (2005)**, "Les banques comme vecteurs et amplificateurs des chocs financiers : le canal du capital bancaire", *Revue Economie Internationale*, 104, 3^{ème} trimestre, 65-95 ; [DR LEO 2003-23].
- [ACLN 43] **LEVIEUGE Grégory (2006)**, "Règle de Taylor vs Règle-ICM : Application à la zone euro", *Revue Economique*, 57(1), 85-121 ; [DR LEO 2003-09].
- [ACLN 44] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "L'Europe sociale après l'élargissement", *Revue Jurisprudence Sociale*, 11/04 chron., p. 771.

- [ACLN 45] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Le temps de travail en quête de nouveaux repères", *Revue Jurisprudence Sociale*, 12/04 chron., p. 871.
- [ACLN 46] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "L'égalité entre les sexes dans les régimes privés de pension", *Droit social*, p. 1000.
- [ACLN 47] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Le périmètre de la famille en droit social communautaire", *Droit de la famille*, décembre, étude 26, pp. 11-15.
- [ACLN 48] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Le plombier polonais est-il mort ? La loi du 2 août et le détachement transnational de travailleurs", *Droit Social*, p. 1191 ; DR-LEO 2007-27.
- [ACLN 49] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Retraite et égalité entre les sexes : des difficultés d'application du droit européen par le juge national", *Revue Jurisprudence Sociale*, 5/05, p. 331.
- [ACLN 50] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Le régime des heures d'équivalence plie devant la CJCE, mais ne rompt pas", *Revue Jurisprudence Sociale*, 2/06, chron. p. 89.
- [ACLN 51] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Le principe de non-discrimination en matière de sécurité sociale à l'égard des frontaliers : un principe aux multiples facettes", *Revue Jurisprudence Sociale*, 7/06, p. 551 et ERA-Forum (Académie de Droit Européen de Trèves), 3/06, p. 381.
- [ACLN 52] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "L'accès aux prestations sociales des inactifs depuis le règlement 883/2004", *Revue Droit Sanitaire et Social*, 4, p. 653.
- [ACLN 53] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Accès des prestataires médicaux établis dans l'Union européenne aux patients français : des difficultés d'adaptation du droit national à de nouvelles formes de concurrence", *Revue Droit Sanitaire et Social*, p. 819.
- [ACLN 54] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Décristallisation des pensions des anciens combattants : victoire du droit ou du Show Business ?", *JurisClasseur Protection Sociale Traité*, 43, actualités 397.
- [ACLN 55] **MENDES-CLEMENT Sylvie (2003)** (en collaboration avec L. Bonnal et C. Sofer), "Comparaison de l'accès au premier emploi des apprentis et des lycéens", *Annales d'Economie et de Statistique*, 70, 31-52 ; [DR LEO 2003-20].
- [ACLN 56] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2006)**, "Un modèle simple de croissance endogène avec effet de seuil des politiques monétaire et fiscale", *Revue Economique*, 58(3), mai 2007, 649-659.
- [ACLN 57] **MONTALIEU Thierry (2004)**, (en collaboration avec C. Haguenu-Moizard), "L'évolution du partenariat UE-ACP de Lomé à Cotonou : de l'exception à la normalisation", *Mondes en Développement*, 128(4), 65-88 ; [DR LEO 2004-19].
- [ACLN 58] **MONTALIEU Thierry (2005)**, "Quelle stratégie de change dans les économies en développement ?", introduction au numéro spécial « Régimes de change et développement » (sous la direction de M. Lelart et Th. Montalieu), *Mondes en Développement*, 130(2), 7-14.
- [ACLN 59] **MUSARD-GIES Marie (2006)**, "Apprentissage des préférences des Banques centrales ; quel est le degré optimal de la transparence ?", *Revue Economique*, 58(3), mai 2007, 671-682.
- [ACLN 60] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, (en collaboration avec K. Dimitrova), "Assurance des dépôts bancaires durant l'accession à l'UE", *Revue d'Economie Financière*, 72, 123-140.

- [ACLN 61] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, (en collaboration avec E. Peev and T. Yalamov), "Banks-Firms Nexus under the Currency Board: Empirical Evidence from Bulgaria", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 34(2), 53-81. [W. Davidson, *Institute Working Paper*, 555 ; University of Michigan, 28 p. ; Bulgarian National Bank, *Discussions Papers*, 32].
- [ACLN 62] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, (en collaboration avec Y. Rizopoulos), "Peut-on mesurer le changement institutionnel du régime monétaire ?", *Revue d'Économie Financière*, 75, 17-36.
- [ACLN 63] **NGUYEN-THI-THANH Huyen (2005)**, "Existe-t-il un effet PER réalisé et prévisionnel ? Evidence empirique sur la Bourse de Paris de 1991 à 2001", *Banque et Marchés*, 76, mai-juin, 62-72.
- [ACLN 64] **POLLIN Jean-Paul (2003)**, "Une macroéconomie sans LM : quelques propositions complémentaires", *Revue d'Economie Politique*, 3, 273-293 ; [DR LEO 2003-24].
- [ACLN 65] **POLLIN Jean-Paul (2004)**, "À propos de quelques ouvrages sur la gouvernance des entreprises", « *Essais sur la gouvernance* » ; *Revue Economique*, 55(2), 333-346 ; [DR LEO 2003-25].
- [ACLN 66] **POLLIN Jean-Paul (2004)**, "Finance comportementale et volatilité", *Revue d'Economie Financière*, 74, 139-156 ; [DR LEO 2004-11].
- [ACLN 67] **POLLIN Jean-Paul (2005)**, "Théorie de la politique monétaire : esquisses d'une refondation", *Revue Economique*, 56(3), 507-539 ; [DR LEO 2005-09].
- [ACLN 68] **POLLIN Jean-Paul et Anne-Gaël VAUBOURG (2006)**, "Environnement juridique et systèmes de gouvernance : quelles conséquences pour l'intégration financière européenne", *Revue Economique*, 57(4), 919-940.
- [ACLN 69] **POP Adrian (2003)**, "Discipline de marché, dette subordonnée et réforme réglementaire", *Revue d'Economie Financière*, 71, 261-276.
- [ACLN 70] **POP Adrian (2006)**, "Au-delà du 3^e Pilier de Bâle 2 : l'intégration des signaux de marché dans la supervision bancaire", *Banque et Marchés*, à paraître.
- [ACLN 71] **RABAUD Isabelle (2003)**, (en collaboration avec B. Cœuré), "Attractivité de la France : analyse, perception et mesure", *Économie et Statistique*, numéro spécial 363-364-365, « *Les entreprises et la mondialisation* », 97-102 ; [DR LEO 2003-16].
- [ACLN 72] **RIETSCH Christian (2005)**, (en collaboration avec B. Haudeville), "Peut-on travailler sur les données « approximées » en histoire financière ?", *Economie et sociétés - Cahiers de l'ISMEA*, Série Histoire économique quantitative, AF, 33, 1341-1371 ; [DR LEO 2004-07].
- [ACLN 73] **VILLIEU Patrick (2003)**, "Pacte de stabilité, crédibilité du Policy Mix et coordination des politiques budgétaires en union monétaire", *Revue Economique*, 54(1), 25-46.
- [ACLN 74] **VILLIEU Patrick (2004)**, "Un modèle de synthèse pour l'étude des politiques conjoncturelles", *Revue d'Economie Politique*, 114(3), 289-322 ; [DR LEO 2004-04].
- [ACLN 75] **VILLIEU Patrick (2006)**, (en collaboration avec A. d'Autume), "Introduction", *Revue d'Economie Politique*, 116(1), janvier-février, 1-3.
- [ACLN 76] **VO THI Phuong Nga (2005)**, "Conséquences de Bâle II sur la tarification et la distribution du crédit bancaire", *Banque et Marchés*, 78, sept-oct., 46-52.
- [ACLN 77] **WALKOWIAK Emmanuelle (2005)**, (en collaboration avec N. Greenan), "Informatique, organisation du travail et interactions sociales", *Economie et Statistique*, 387, 35-63.

- [ACLN 78] **WALKOWIAK Emmanuelle (2005)**, "La nature collective et sociale des compétences", *Réseaux*, 23(134), 157-192.
- [ACLN 79] **WALKOWIAK Emmanuelle (2006)**, "Renouvellement de la main-d'œuvre et modernisation des entreprises", *Revue Economique*, à paraître.
- [ACLN 80] **WALKOWIAK Emmanuelle (2006)**, "Coordination, communication et modernisation des entreprises", *Revue Hermes du CNRS*, à paraître.
- [ACLN 81] **WITTWER Jérôme (2004)**, (en collaboration avec Ph. Bernard), "Soutenabilité des tarifications non linéaires", *Annales d'Économie et de Statistique*, 73, janvier-mars, 157-180.
- [ACLN 82] **WITTWER Jérôme (2005)**, (en collaboration avec L. Lacan, F. Weber, A. Gramain), "Economie domestique et décisions familiales dans la prise en charge des personnes âgées dépendantes : de l'ethnographie à la formalisation microéconomique", *Revue Economique*, 56(2), 465-484.
- [ACLN 83] **ZAMFIRESCU Nicolas (2006)**, (en collaboration avec L. Urèche-Rangau), "Jumps and Volatility of French Consols and Sovereign Bonds during the Interwar Period", *Banque et Marchés « Cahiers de Recherche Financière Appliquée »*, 81, 60-73.

2. Articles dans des revues sans comité de lecture (SCL)

- [SCL 1] **GAZE Pierre (2003)**, "Nouveaux moyens de paiement : nouveaux risques ?", *Les Cahiers du Numérique*, 4(1), juin, 93-113.
- [SCL 2] **HURLIN Christophe (2003)**, (en collaboration avec R. Kierzenkowski), "Credit Market Disequilibrium in Poland: Can we find what we expect? Non-Stationarity and the Min Condition", *William Davidson Institute*, WP. 581, June.
- [SCL 3] **HURLIN Christophe (2006)**, "Networks Effects in the Productivity of Infrastructures in Developing Countries", *World Bank Policy Research*, WP. 3808.
- [SCL 4] **HURLIN Christophe (2006)**, (en collaboration avec F. Arestoff), "Estimates of Government Net Capital Stock for 26 Developing Countries", *World Bank Policy Research*, Working Paper 3402.
- [SCL 5] **LAVIGNE Anne (2004)**, "La tarification des services bancaires : une exception française ?", *Revue Banque*, Hors Série.
- [SCL 6] **LAVIGNE Anne (2006)**, "Faut-il modifier le mode d'alimentation du FRR ?", *Liaisons sociales*, 73, juin.
- [SCL 7] **LELART Michel (2005)**, "Le micro-crédit, un contrat social ?", *Journal du CNRS*, 180, janvier, p. 16.
- [SCL 8] **LELART Michel (2006)**, "Situation et enjeux de la microfinance", *Revue Congolaise de Gestion*, Ecole Supérieure d'Administration et de Gestion des entreprises, Brazzaville, à paraître.
- [SCL 9] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "La suppression du titre de séjour en France : chronique d'une mort annoncée", *Liaisons sociales Europe*, 19 février, 98, p. 2.
- [SCL 10] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Simplification des conditions d'accès aux prestations en nature transfrontalières (règlement 631/2004 du 31 mars et circulaire DSS/DACI 2004/200 du 12 mai)", *Liaisons sociales Europe*, 10 juin, 106, p. 2.

- [SCL 11] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "L'impact du droit communautaire sur l'accès aux droits", *Informations sociales* (CNAF), 120, p. 126.
- [SCL 12] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Soins transfrontaliers : tour d'horizon de la jurisprudence française", *Liaisons sociales Europe*, 6 janvier, 119, p. 4.
- [SCL 13] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Un décret réaménage la prise en charge des soins à l'étranger", (décret n° 2005-386 du 19 avril relatif à la prise en charge des soins reçus hors de France), *Liaisons sociales Europe*, 26 mai, 129, p. 4.
- [SCL 14] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "De nouvelles règles d'accès au RMI pour les ressortissants européens", *Liaisons sociales Europe*, 13 avril, 150, p. 5.
- [SCL 15] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "L'Europe sociale s'invite à la table de la Cour de cassation", *Liaisons sociales Europe*, 13 avril, 150, p. 2.
- [SCL 16] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "La loi Sarkozy clarifie le droit de séjour des ressortissants européens", *Liaisons Sociales Europe*, 158, p. 2.
- [SCL 17] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Vers un décret sur le détachement des travailleurs en France", *Liaisons Sociales Europe*, 160, p. 5.
- [SCL 18] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Le décret n° 2006-1425 du 21 novembre tente d'organiser la lutte contre les risques de dumping social des compagnies aériennes", *Liaisons Sociales Europe*, 165, p. 2.
- [SCL 19] **MONTALIEU Thierry (2005)**, "Le LMD à l'Université d'Orléans : l'entrée dans l'espace européen de formation. Le cas des formations en économie-gestion", *Idées, la Revue des sciences économiques et sociales*, 141, 35-39.
- [SCL 20] **POLLIN Jean-Paul (2003)**, "Quel système de gouvernement d'entreprise pour l'Europe ?", « *Essais sur la gouvernance* » ; *Rapport moral sur l'argent dans le monde en 2002*, AEF (ed.), 219-231 ; [DR LEO 2003-25].
- [SCL 21] **RAPELLI Stéphane (2005)**, "Le compagnonnage : une voie d'avenir", *La Lettre de l'Observatoire ALPTIS*, 20, février, 16 p.
- [SCL 22] **RAPELLI Stéphane (2006)**, "Les indépendants aux limites de l'indépendance", *La Lettre de l'Observatoire ALPTIS*, 21, 1^{er} semestre, 16 p.

3. Communications à colloques

3.1. Communications à colloques avec actes (ACT)

- [ACT 1] **COLLETAZ Gilbert et Christophe HURLIN (2006)**, "Threshold Effects in the Public Capital Productivity : An International Panel Smooth Transition Approach", 13th International Conference on Panel Data, 7-9 juillet, Cambridge (Grande-Bretagne) ; ESEM, 24-28 août, Vienne (Autriche).
- [ACT 2] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2003)**, "Les villes et la Bourse : l'exemple de Paris au 19^{ème} siècle", in « *Histoire des finances locales* », M. Pertué coordinateur, Presses Universitaires d'Orléans.

- [ACT 3] **LAVIALLE Christophe (2005)**, "Y-a-t-il des lois naturelles en économie ? Histoire et portée du concept de « *Taux de chômage naturel* »", actes du XI^{ème} Colloque de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, « *Y-a-t-il des lois en économie ?* », 22-24 septembre 2005, Lille, à paraître ; [DR LEO 2005-19].
- [ACT 4] **LEE Kang-Soek et Philippe SAUCIER (2003-2004)**, "Monetary Union in Asia – When, Where and How – A contribution of OCA Theories", The 4th INHA Le Havre International Conference « *Regional Cooperation and Economic Integration – European and East-Asian Experiences* », 8-9 octobre 2003, INHA University, Incheon (Corée) ; Journées Internationales de Recherche « *Les Crises Financières Internationales* », GdR Economie Monétaire et Financière, 6-7 mai 2004, Université d'Orléans.
- [ACT 5] **LELART Michel (2005)**, "La Zone Euro et la monnaie unique face à l'élargissement de l'Union Européenne", in « *Les Communautés et l'Union européenne face aux défis de l'élargissement* », J. Andriantsimbazovina et C. Geslot (éds), CEDECE, Documentation Française, 173-192.
- [ACT 6] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, (en collaboration avec N. Moizard), "Actualité du droit de l'harmonisation sociale en matière de rapport d'emploi", Colloque AFDT, 10 décembre, Paris, *Droit Social* 2005, 509-525.
- [ACT 7] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Présentation de l'agenda social 2005-2010", séminaire sur « *L'actualité du droit européen du travail* », Académie de Droit Européen, 6-7 juin, Trèves (Allemagne) ; *Liaisons Sociales Europe*, chron. 21, p. 40.
- [ACT 8] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Les travailleurs frontaliers dans l'Union européenne, l'EEE et la Suisse : des différentes facettes de l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale", séminaire « *Le statut fiscal et social des frontaliers* », Académie de Droit Européen, 16-17 mars, Trèves (Allemagne).
- [ACT 9] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Access to Social Benefits by Non-active Persons under Regulation 883/2004", Conférence Ministère suédois des Affaires Sociales et Commission européenne, 15-16 juin, Stockholm, (Suède).
- [ACT 10] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "A Legal Framelwork ofr Patient Mobility", European Research Programme « *Europe for Patients – Benefits and Challenges of enhanced Patient Mobility in Europe* », 26-27 octobre, Gand (Belgique).
- [ACT 11] **MENDES-CLEMENT Sylvie (2004)**, (en collaboration avec L. Bonnal et P. Favard), "La qualification des emplois dans les trajectoires d'insertion des jeunes de niveau V", 11^{èmes} Journées du Longitudinal, 27-28 mai, Dijon ; *Relief*, 4, Céreq.
- [ACT 12] **PATILEA Valentin (2004)**, "Single-index Poisson Regression Model with unobserved Heterogeneity", Econometric Society European Meeting, 20-24 août, Madrid (Espagne).
- [ACT 13] **PATILEA Valentin (2006)**, "Breaking the Curse of Dimensionality in Nonparametric Testing", ESEM, 24-28 août, Vienne (Autriche).
- [ACT 14] **RABAUD Isabelle (2003)**, (en collaboration avec B. Cœuré), "Les facteurs économiques de différenciation de l'attractivité du territoire", IV^{èmes} Journées Pôle européen J. Monnet « *Développement économique et développement local: nouveaux enjeux juridiques et économiques* », novembre, Annales de la Faculté de Droit, Economie et Administration, 4, 77-98, Université de Metz.

- [ACT 15] **SOSSOU Gilles (2004)**, "Réglementation pharmaceutique et marché parallèle des médicaments : enseignements d'un modèle théorique d'évaluation", XX^{èmes} Journées Association Tiers-Monde, 25-27 mai, Nancy, Cahiers ATM, 20-2005, 195-206.
- [ACT 16] **SOSSOU Gilles (2005)**, "Ethique et normes de production, de diffusion, de transmission et de conservation des connaissances pharmaceutiques africaines", XXI^{èmes} Journées Association Tiers-monde, 22-23 avril, Marrakech (Maroc), Cahiers ATM, 21-2006, 183-192.
- [ACT 17] **WITTEWER Jérôme (2004)**, (en collaboration avec A. Gramain), "Le financement familial de la prise en charge d'une personne âgée dépendante : règles de calcul et critères d'équité dans l'application de l'obligation alimentaire à la française", 24^{èmes} Journées de l'Association d'économie sociale « *Travail, famille, solidarités* », 9-10 septembre, Nantes.

3.2. Communications à colloques sans actes (COM)

- [COM 1] **ABID Mahassen (2003)**, "Localisation industrielle dans le cadre d'accords régionaux de type moyeu-rayon", Journées Doctorants du GdR international EMMA, 20-21 mars, Faculté Jean Monnet, Université Paris Sud, Sceaux.
- [COM 2] **ABID Mahassen (2006)**, "Intégration régionale Nord-Sud et IDE : rôle de la taille du marché du Sud", 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris.
- [COM 3] **BANGAKE Chrysost (2006)**, "Exchange Rate Volatility and Optimum Currency Area Index: Evidence from Africa", 6th Doctoral Meetings in International Finance, 5-6 janvier, Genève (Suisse).
- [COM 4] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2003-2004)**, "Assurance et discipline budgétaire dans l'UE : les enseignements d'un modèle théorique", 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin 2003, Birmingham (Grande-Bretagne) ; 52^{ème} Congrès de l'AFSE, 18-19 septembre 2003, Paris ; 8^{ème} colloque T2M, 8-9 janvier 2004, Orléans.
- [COM 5] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2004)**, "Fiscal Federalism, Discipline and Adverse Selection : Lessons from a Theoretical Model", 9th Spring Meeting of Young Economists, 23-25 avril, Varsovie (Pologne) ; 8th International Conference on Macroeconomic Analysis and International Finance, 27-29 mai, Rethymnon (Crète).
- [COM 6] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2004)**, "Les propositions de règles budgétaires dans l'UE : Les enseignements d'une étude comparative", 8^{ème} colloque T2M, 8-9 janvier, Orléans.
- [COM 7] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2004)**, "Stabilisation et coordination budgétaire dans une union monétaire hétérogène", 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris ; 21^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 10-11 juin, Nice.
- [COM 8] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2004)**, "Stabilization and Fiscal Policy Coordination in a Heterogeneous Monetary Union", 1st Euroframe Conference on Economic Policy Issues in the European Union, 4 juin, Paris.
- [COM 9] **BAUDASSE Thierry et Thierry MONTALIEU (2003)**, (en collaboration avec C. Calderon), "Trade Integration of the Agricultural Sector and Income Distribution in the Developing Economies : the Case of Mexico", Annual Meeting of the Agriculture, Food and Human Values (AFHVS) and the Association for the Study of Food and Society (ASFS), 12-15 Juin, Austin, Texas (USA).

- [COM 10] **BAUDASSE Thierry et Thierry MONTALIEU (2005)**, "Le capital social : un concept utile pour la finance et le développement", Journées de l'AFSE « *Economie du développement et de la transition* », CERDI, 19-20 mai, Clermont-Ferrand ; Journées scientifiques du réseau Entrepreneuriat A.U.F., 1-4 juin, Cluj-Napoca (Roumanie).
- [COM 11] **BELKHIR Mohamed (2003)**, "L'Assurance-Dépôts, la Réglementation et la Corporate Governance Bancaire : une Revue de la littérature", International Finance Conference, 13-15 mars, Tunis (Tunisie).
- [COM 12] **BELKHIR Mohamed (2006)**, "Additional Evidence on Insider Ownership and Bank Risk-Taking", Journées de l'AFSE « *Développement récents en économie financière* », 11-12 mai, Strasbourg.
- [COM 13] **BLOT Christophe, Gilbert COLLETAZ et Patrick VILLIEU (2003)**, (en collaboration avec A. Asensio, et F. Serranito), "Convergence budgétaire et volatilité des conditions monétaires dans la zone Euro : pistes théoriques et éléments d'appréciation empiriques", Journées l'AFSE « *Croissance, convergence et intégration européenne* », 26-27 mai, Lille.
- [COM 14] **BOITOUT Nicolas et Cyrille PIATECKI (2003)**, "Speculative Attacks Under Asymmetric information", 8th Workshop on Economic Heterogeneous Interacting Agents, WEHIA, 29-31 mai 2003, Kiel (Allemagne).
- [COM 15] **BOUJEDRA Faouzi (2004)**, "Risque pays, IDE et crise financière – Evaluation et approche empirique", Journées Internationales de recherche « *Les crises financières internationales* », GdR Economie Monétaire et Financière, 6-7 mai, Orléans.
- [COM 16] **BRETON Régis (2004)**, "Intermédiation, diversification et dissimulation d'information", 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris.
- [COM 17] **BRETON Régis (2004)**, (en collaboration avec V. Bignon), "Accounting Transparency and the Cost of Capital", 19^{ème} Congrès de l'European Economic Association (EEA), 19-24 août, Madrid (Espagne) ; 21^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 10-11 juin, Nice.
- [COM 18] **BRETON Régis (2005)**, "Monnaie bancaire dans une économie schumpétérienne", Journée d'étude « *Le traité de la monnaie de Schumpeter* », Université de Picardie, 25 mai, Amiens ; 22^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie monétaire et financière, 16-17 juin, Strasbourg.
- [COM 19] **BRETON Régis (2006)**, (en collaboration avec B. Gobillard), "Robustness of Equilibrium Price Dispersion in Finite Market Games", 17th International Conference on Game Theory, Stony Brook University, juillet, New-York (USA) ; 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris.
- [COM 20] **BRETON Régis (2006)**, "A Smoke Screen Theory of Financial Intermediation", 2nd European Workshop on Monetary Theory, University "Tor Vergata", 27-28 octobre, Rome (Italie).
- [COM 21] **BUNDA Irina et Jean-Baptiste DESQUILBET (2003)**, "The Bank Liquidity Smile Across Exchange Rate Regimes", Atelier du GdR Economie Monétaire et Financière « *Caisse d'Emission et Dollarization* », 7 mars, Clermont-Ferrand ; 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 Juin, Birmingham (Grande-Bretagne) ; 82^{ème} Colloque International de l'Association d'Econométrie Appliquée (AEA) « *Econometrics of Emerging Markets* », 6-7 novembre, Tolède (Espagne) ; Third International Scientific Conference, « *Current Challenges, New European Perspectives* », 22 mai, University of National and World Economy, Sofia (Bulgarie).

- [COM 22] **BUNDA Irina (2003)**, "Origins of Maturity and Currency Mismatches in the Balance Sheets of Emerging Countries : a Theoretical Approach", 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 Juin, Birmingham (Grande-Bretagne) ; 52^{ème} Congrès de l'AFSE, 18-19 septembre, Paris.
- [COM 23] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003)**, (en collaboration avec V. Kalckreuth, Hernando, Generale, Vermeulen), "New Findings on Firm Investment and Monetary Transmission in the Euro Area", CEPR/ZEI conference « *Empirical Macro Models of the Euro Economy : Sectoral Performance* », 7-8 mars, Bonn (Allemagne) ; AEA, Annual Meeting of the American Economic Association, 3-5 janvier, Washington, DC (USA).
- [COM 24] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003-2004)**, (en collaboration avec B. Amable and K. Ralf), "Deep Pockets", Research and Development Persistence and Economic Growth, 9-11 décembre 2003, Conference Money and Banking, Université Tor Vergata (Italie) ; MMF Money, Macro and Finance Research Group, Conférence annuelle, 6-8 septembre 2004, Londres (Grande-Bretagne) ; Conference Economic Growth and Distribution, 16-18 juin 2004, Lucca (Italie) ; 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre 2004, Paris.
- [COM 25] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003-2004)**, (en collaboration avec J.-C. Teurlai), "The Impact of the Cost of Capital and of the Decision to Invest or to Divest on Investment Behavior : an Empirical Investigation Using a Panel of French Services Firms", 52^{ème} Congrès de l'AFSE, 18-19 septembre 2003, Paris ; MMF, Money, Macro and Finance Group Annual Conference, 10-12 septembre 2003, Cambridge (Grande-Bretagne) ; 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin 2003, Birmingham (Grande-Bretagne) ; Conférence EC2 (Econometrics), 17-18 décembre 2004, Université d'Aix-Marseille ; EARIE European Association of Industrial Economics, 2-3 septembre 2004, Berlin (Allemagne).
- [COM 26] **CHATELAIN Jean-Bernard (2004)**, (en collaboration avec K. Ralf), "Tax Evasion, Investors Protection and Corporate Governance", Conférence Money and Banking, 1-3 décembre, Université Tor Vergata (Italie) ; 21^{èmes} Journées Internationales de l'AFFI, 24-25 juin, Cergy-Pontoise ; 21st Symposium on Banking and Monetary Economics, CNRS Research Group on Money and Finance, 10-11 juin, Nice.
- [COM 27] **CHATELAIN Jean-Bernard (2006)**, (en collaboration avec K. Ralf), "How Public Governance may Foster Private Corporate Governance", 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris.
- [COM 28] **CLEMENT David et Sylvie MENDES-CLEMENT (2004)**, (en collaboration avec L. Bonnal), "D'une génération à l'autre : l'accès au premier emploi des sortants d'apprentissage et de lycée professionnel en 1992 et 1998", 10^{èmes} Journées du Longitudinal, 21-23 mai, Caen ; 21^{èmes} Journées de Microéconomie Appliquée, 27-28 mai, Lille
- [COM 29] **CLEMENT David, Xavier GALIEGUE et Paola TISSEUR (2004)**, "L'évolution des relations inter-entreprise dans une industrie en restructuration : une application aux entreprises liées à la défense à partir d'un modèle LOGIT", séminaire OED (Observatoire Economique à la Défense), 20 janvier, Ministère de la Défense, Paris.
- [COM 30] **COLLETAZ Gilbert (2003)**, "Proposition et propriétés d'un test joint de rapports de variances fondés sur les rangs", 35^{èmes} Journées de Statistique, 2-6 juin, Lyon.
- [COM 31] **COLLETAZ Gilbert (2005)**, "A Simple Multiple Variance-Ratio Test based on Ranks", 4^{èmes} Journées d'économétrie « *Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance* », 15 décembre, Paris X-Nanterre.

- [COM 32] **DAOUD BARKAT Daoud (2003)**, "Bâle II : Amplificateur du Cycle Financier ?", 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin, Birmingham (Grande-Bretagne).
- [COM 33] **DESQUILBET Jean-Baptiste (2004)**, "La tarification des instruments de paiement : conséquences de la tarification des chèques sur le prix et les modes de commercialisation des cartes bancaires", Conférence « *Services bancaires : valeur réelle, valeur perçue* », Fédération Bancaire française et le Réseau des IUP banque-finance, 15 janvier, Paris.
- [COM 34] **DESQUILBET Jean-Baptiste et Nikolay NENOVSKY (2003-2004)**, "Exploring the Currency Board Mechanics. A Basic Formal Model", 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin 2003, Birmingham (Grande-Bretagne) ; Atelier « *Caisse d'émission et dollarisation* », CERDI, 7 mars 2003, Clermont-Ferrand ; Journée d'étude d'économie politique d'Amiens, « *Etudes sur les institutions monétaires et financières* », 17-18 mars 2004, Amiens.
- [COM 35] **DESQUILBET Jean-Baptiste et Nikolay NENOVSKY (2004)**, "Credibility and Adjustment : Gold Standards Versus Currency Boards", Journées de Recherche du GdR Economie Monétaire et Financière sur « *Les crises financières internationales* », 6-7 mai, Orléans ; Journée d'étude d'économie politique d'Amiens, « *Etudes sur les institutions monétaires et financières* », 17-18 mars, Amiens.
- [COM 36] **DUBOIS-DUNILAC Nicolas (2006)**, "Parcours et insertion des docteurs : une approche quantitative et qualitative : le cas des docteurs issus de l'Ecole Doctorale des Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université d'Orléans – promotions 2002-2005", 16 juin, Université d'Orléans.
- [COM 37] **DUBOIS-DUNILAC Nicolas et Simon MACAIRE (2006)**, "Les déterminants de la réorientation des bacheliers lorsque le projet d'études n'est pas satisfait : l'exemple de la région Centre", RESUP, 8-9 juin, Bordeaux.
- [COM 38] **DUBOIS-DUNILAC Nicolas et Simon MACAIRE (2006)**, "La poursuite d'études des Bacheliers de la région Centre – promotion 2004", enquête « *Devenir des bacheliers de l'académie d'Orléans-Tours* », Conseil Régional – Région Centre, 21 septembre, Orléans.
- [COM 39] **ERTUR Cem (2006)**, (en collaboration avec K. Behrens et W. Koch), "Dual Gravity: Using Spatial Econometrics to Control for Multilateral Resistance", 53th Regional Science Association International (RSAI), North American Meeting, 16-18 novembre, Toronto (Canada).
- [COM 40] **ERTUR Cem (2006)**, (en collaboration avec W. Koch), "The Role of Human Capital and Technological Interdependence in Growth and Convergence Processes: International Evidence", 53th Regional Science Association International (RSAI), North American Meeting, 16-18 novembre, Toronto (Canada).
- [COM 41] **ERTUR Cem (2006)**, (en collaboration avec A. Musolesi), "R&D International Spillovers and Spatial Autocorrelation: A Preliminary Investigation", 53th Regional Science Association International (RSAI), North American Meeting, 16-18 novembre, Toronto (Canada).
- [COM 42] **ERTUR Cem (2006)**, (en collaboration avec W. Koch), "Convergence Human Capital and International Spillovers", 55^{ème} Congrès de l'Association Française de Sciences Economiques (AFSE), 14-15 septembre, Paris.
- [COM 43] **FALL Mouhamadou (2005)**, "Assurance et tests génétiques : les campagnes de dépistage sont-elles compatibles aux lois bioéthiques ?", 6^{èmes} Journées de l'Ecole Doctorale SHS, 8 juin, Université d'Orléans.

- [COM 44] **FALL Mouhamadou et Anne LAVIGNE (2006)**, "Contrats d'assurance multipériodiques et déformation des croyances", 23^{èmes} Journées de Microéconomie Appliquée, 1-2 juin, Nantes.
- [COM 45] **FALL Mouhamadou et Anne LAVIGNE (2006)**, "Multi-period Health Insurance Contracts and Bayesian Updating of Beliefs", 33rd Seminar of the European Group of Risk and Insurance Economists, September 18-20, Barcelona (Espagne).
- [COM 46] **GALLAIS-HAMONNO Georges et Nicolas ZAMFIRESCU (2005)**, (en collaboration avec L. Monsigny), "Le risque de montant des primes de rentes viagères : l'exemple de la loterie-tontine de 1743", 54^{ème} Congrès de l'AFSE, 15-17 septembre, Paris, Solvay Business School, Centre Bernheim, 24 novembre, Bruxelles, Belgique.
- [COM 47] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2006)**, "L'extraordinaire modernité technique de l'emprunt. Le Grand Parti de Lyon de 1555", Journées de l'AFSE « *Développement récents en économie financière* », 11-12 mai, Strasbourg ; Congrès International de l'AFFI « *Finance d'entreprise et finance de marché : quelles complémentarités* », 26-27 juin, Poitiers.
- [COM 48] **GALLAIS-HAMONNO Georges et Huyen NGUYEN-THI-THANH (2006)**, (en collaboration avec T.H-V. Hoang), "Faut-il corriger les rentabilités des Hedge Funds ?", 5^{èmes} Journées d'économétrie « *Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance* », 23 novembre, Université Paris X Nanterre.
- [COM 49] **GRANIER Thierry (2004)**, "Le droit de l'Union européenne en matière de surveillance des marchés", Colloque de la société de législation comparée « *La sécurité financière et les sociétés cotées* », 3 décembre, Université de Paris IX.
- [COM 50] **GREGORIADIS Nelly, Florina SEMENESCU et Patrick VILLIEU (2006)**, "Monetary Policy and Inflation Divergences in a Heterogenous Monetary Union", 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris ; 23^{èmes} Journées d'économie monétaire et bancaire, 22-23 juin, Lille.
- [COM 51] **HURLIN Christophe (2003)**, (en collaboration avec R. Kierzenkowski), "Credit Market Disequilibrium in Poland: Can we find what we expect? Non Stationarity and the Min Condition", 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin, Birmingham (Grande-Bretagne).
- [COM 52] **HURLIN Christophe (2004)**, "Testing Granger Causality in Heterogeneous Panel Data Models with Fixed Coefficients", 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris ; séminaire Laboratoire Organisation et efficacité de la production (OEP), juin, Marne La Vallée.
- [COM 53] **HURLIN Christophe (2004)**, (en collaboration avec V. Mignon), "Une Synthèse des Tests de Racine Unitaire sur Données de Panel", 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris.
- [COM 54] **HURLIN Christophe (2005)**, "Networks Effects in the Productivity of Infrastructures in Developing Countries", World Bank Policy Research Group, 28 mai, Washington (USA).
- [COM 55] **HURLIN Christophe (2005)**, (en collaboration avec F. Arestoff), "Estimates of Government Net Capital Stocks for 26 Developing Countries", World Bank Policy Research Group, 28 mai, Washington (USA).
- [COM 56] **HURLIN Christophe et Sessi TOKPAVI (2006)**, "Backtesting Value at Risk Accuracy : A new Simple Test", 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris ; Colloque de l'Association d'Econométrie Appliquée sur « *Taux de change et économétrie du risque* », 19-20 octobre, Athènes (Grèce) ; 5^{èmes} Journées d'économétrie « *Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance* », 23 novembre, Université Paris X Nanterre.

- [COM 57] **JEDLANE Nabil (2006)**, "Des caisses d'émission au Maghreb ?", 2^{èmes} Journées du Développement du GRES « *Quel financement pour quel développement ?* », à présenter les 23-24 novembre, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- [COM 58] **JENNEQUIN Hugues (2006)**, (en collaboration avec D. Flacher) "A Model of Investments and Regulation in the Telecommunications Sector: Towards Recommendations", International Telecommunications Society, Biennial Conference, School of Economics and Management at BUPT, 12-16 juin, Pékin (Chine).
- [COM 59] **JENNEQUIN Hugues (2006)**, (en collaboration avec D. Flacher) "Unbundling or not Unbundling the Local Loop in the Telecommunications Sector: the Case of FTTH Infrastructures", 7th International Conference of the Association for Public Economic Theory (APET), National University of Vietnam, 31 juillet-2 août, Hanoi (Vietnam).
- [COM 60] **JENNEQUIN Hugues (2006)**, (en collaboration avec D. Flacher) "Long Term Versus Short Term Regulation: a Model of Investment Behaviors in the Telecommunications Sector", 14th European Regional ITS Conference, University of Amsterdam, 22-24 août, Amsterdam (Pays-Bas).
- [COM 61] **JENNEQUIN Hugues (2006)**, "L'évolution de la concentration des activités de services en Europe", XVIth International Conference of RESER « *Services Governance : Regulation and Public Policies* », ISCTE (Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa, 28-30 septembre, Lisbonne (Portugal).
- [COM 62] **JENNEQUIN Hugues (2006)**, (en collaboration avec D. Flacher), "New Infrastructures in the Telecommunications Sector: the Need for a Dynamic Regulation of Investment", XVIth International Conference of RESER « *Services Governance: Regulation and Public Policies* », ISCTE (Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa, 28-30 septembre, Lisbonne (Portugal).
- [COM 63] **JENNEQUIN Hugues et Isabelle RABAUD (2006)**, "Location of Industries in MENA Countries, in EU and NMS: a Comparative Analysis ?", Warsaw Workshop, Go-EuroMed FP6 Project, 22-24 June, Varsovie (Pologne)
- [COM 64] **JOVANOVIC Franck (2003)**, "Le modèle de marche aléatoire dans la théorie financière quantitative de 1863 à 1976", 52^{ème} Congrès de l'AFSE, 18-10 septembre, Paris."
- [COM 65] **JOVANOVIC Franck (2003)**, "Fama's Work during the 1960's on the History of Financial Theory: A Critical Analysis", History of Economics Society Congress, juillet, Duke University (USA).
- [COM 66] **JOVANOVIC Franck (2003)**, "Why does the History of Financial Theory have no Credibility: Fama's « History » as Memory", Constance Conference on Social Studies of Finance: Inside Financial Markets, Université de Constance (Allemagne), mai.
- [COM 67] **JOVANOVIC Franck (2004)**, "Why does the History of Financial Theory has to be rebuilt? On Missing Historical Causality in most of Existing Works", Séminaire H2S, janvier, ENS Cachan.
- [COM 68] **JOVANOVIC Franck (2004)**, "The Construction of the Canonical History of Financial Economics", History of Economics Society Congress, Victoria University, juin, Toronto (Canada).
- [COM 69] **JOVANOVIC Franck (2005)**, "The 19th Century Science of « Financial Investments »", History of Economics Society Congress, University of Puget Sound, Tacoma (USA), juin.
- [COM 70] **JOVANOVIC Franck (2006)**, "The Role of the CAPM, Modigliani-Miller's Article and Efficient Market Theory in the Rise of a Scientific Discipline", 40^{ème} Congrès Canadian Economics Association, Concordia University, 26-28 mai, Montréal (Canada).

- [COM 71] **LAARADH Kamel (2005)**, "Performance des investisseurs institutionnels britanniques : fonds de pension vs Unit Trusts", 4^{èmes} Journées d'économétrie « *Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance* », 15 décembre, Université Paris X Nanterre.
- [COM 72] **LAARADH Kamel (2006)**, "Les marchés des investisseurs institutionnels sont-ils efficients : cas des fonds de pension et des Unit Trusts britanniques", Journées de l'AFSE « *Développement récents en économie financière* », 11-12 mai, Strasbourg.
- [COM 73] **LAARADH Kamel (2006)**, "Analyse financière des investisseurs institutionnels : performance et persistance de la performance des fonds de pension et des Unit Trusts britanniques" 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris.
- [COM 74] **LAARADH Kamel (2006)**, "Performance Persistence of UK Institutional Investors : Pension Funds vs Unit Trusts", 23^{èmes} Journées internationales d'économie monétaire et bancaire, 22-23 juin, Université de Lille III ; Congrès international de l'AFFI « *Finance d'entreprise et finance de marché : quelles complémentarités ?* », 26-27 juin, Université de Poitiers.
- [COM 75] **LAARADH Kamel (2006)**, "Les investisseurs institutionnels font-ils bon usage de l'épargne de leurs cotisants : fonds de pension vs fonds mutuels", 6^{èmes} Journées de l'Ecole Doctorale Sciences de l'Homme et de la Société, 8 juin, Orléans.
- [COM 76] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "Du gouvernement à la gouvernance : la déconstruction du politique par l'économique", 74^{ème} Colloque de l'ACFAS, la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (Ecole des sciences de gestion de l'Université du Québec à Montréal) et le Centre de Recherches Interuniversitaire sur la mondialisation et le travail, 16 mai, Université Mac Gill, Montréal (Canada).
- [COM 77] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "Institutional Varieties and Governance of Labour Markets in Europe", 2nd Workshop Go-EuroMed, 7-9 septembre, Orléans.
- [COM 78] **LAVIGNE Anne (2003)**, (en collaboration avec P. Bernard, N. El Mekkaoui et R. Mahieu), "Increase in Life-Expectancy and Saving Behaviour", 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin, Birmingham (Grande Bretagne).
- [COM 79] **LAVIGNE Anne (2003)**, (en collaboration avec N. El Mekkaoui et R. Mahieu), "Ageing and the Demand for Life Insurance : An Empirical Investigation using French Panel Data", 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin, Birmingham (Grande-Bretagne).
- [COM 80] **LAVIGNE Anne (2004)**, (en collaboration avec Ch. Berger), "Le fonds de réserve des retraites français à l'horizon 2050 : quelques simulations", séminaire du LABORES, avril ; 21^{èmes} Journées de Microéconomie Appliquée, 27-28 mai, Université Catholique de Lille ; séminaire Retraite de la Caisse des dépôts et consignations, 7 octobre, Bordeaux.
- [COM 81] **LAVIGNE Anne (2005)**, (en collaboration avec Ch. Berger), « Le fonds de réserve pour les retraites en France : peut-il faire face au déséquilibre financier anticipé du régime général ? », Séminaire Retraite de la Caisse des dépôts et consignations, 24 mars, Bordeaux ; 22^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie monétaire et financière, 16-17 juin, Strasbourg ; Colloque de l'AES, 8-9 septembre, Paris.
- [COM 82] **LAVIGNE Anne (2005)**, (en collaboration avec Ch. Berger), "The French Pension Trust Fund : Can it Cope with the Expected Financial Unsustainability of the PAYG Pension System ?", 37th annual Conference of the Money, Macro and Finance Research Group, 1-3 September, Rethymno (Grèce).

- [COM 83] **LAVIGNE Anne (2006)**, (en collaboration avec F. Legros), "Pension Funds and Behavioral Finance", Séminaire Scientifique Caisse des Dépôts et Consignations, 31 mars, Bordeaux.
- [COM 84] **LEE Kang-Soek et Philippe SAUCIER (2005)**, "Is Regional Monetary Cooperation a Prerequisite to Commercial Integration in Asia ?", 22^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 16-17 juin, Strasbourg.
- [COM 85] **LEE Kang-Soek et Philippe SAUCIER (2005)**, "Exchange Rate Instability and Trade Integration – The Case of Casia", 5th INHA & Le Havre International Conference on « *International Trade, Corporate Strategies and the Global Economy* », 28-29 septembre, Université du Havre.
- [COM 86] **LELART Michel (2004)**, "La gouvernance financière mondiale : où en est le Fonds Monétaire International ?", Colloque sur « *La gouvernance d'entreprise* », Université Saint-Clément d'Ohrd, 2-5 décembre, Sofia (Bulgarie).
- [COM 87] **LELART Michel (2005)**, "Intérêt et apport du micro-crédit, le cas du Vietnam", 5^{ème} Forum économique et financier franco-vietnamien sur le financement du développement, 19-20 janvier, Hanoï (Vietnam).
- [COM 88] **LELART Michel (2006)**, "La concurrence euro-dollar dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne", 5^{ème} session de l'Académie de la Paix, 13-15 mars, Monaco.
- [COM 89] **LESPAGNOL Charlotte (2003-2004)**, "Structure par terme et règle de politique monétaire", 52^{ème} Congrès de l'AFSE, 18-19 septembre 2003, Paris ; 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin 2003, Birmingham (Grande-Bretagne) ; IXth Spring Meeting of Young Economists, avril 2004, Varsovie (Pologne).
- [COM 90] **LESPAGNOL Charlotte (2004)**, "La réaction des prix et volumes aux news macroéconomiques : le cas des obligations européennes", 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris ; 21^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 10-11 juin, Nice.
- [COM 91] **LEVIEUGE Grégory (2003)**, "Les banques comme vecteurs et amplificateurs des chocs financiers", Journée du GdR Economie Monétaire et Financière « *Prix d'actifs, information et intervention des banques centrales* », CEPII, 26 mars, Paris.
- [COM 92] **LEVIEUGE Grégory (2004)** (en collaboration avec Ch. Blot), "Les ICM sont-ils de bons indicateurs d'activité ? Vérification sur plusieurs pays et extensions" ; 21^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 10-11 juin, Nice ; 36^{ème} Conférence du Money Macro and Finance Research Group, 6-8 septembre, Londres (Grande-Bretagne) ; 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris.
- [COM 93] **LEVIEUGE Grégory (2004)**, "Combattre l'impact des mouvements financiers : cible de prix d'actifs vs politique prudentielle contra-cyclique", 8^{ème} Colloque T2M, 8-9 janvier, Orléans ; Journées Internationales de Recherche « *Crises financières Internationales* » GdR Economie Monétaire et Financière, 6-7 mai, Orléans.
- [COM 94] **MICLEA-POP Diana (2003)**, "Le partage de responsabilité : une nouvelle dimension des acquisitions – Un Modèle de financement par numéraire", Séminaire du CERAG, 11 décembre, Grenoble.
- [COM 95] **MICLEA-POP Diana (2003)**, "Sharing Liability: A New Dimension of Acquisitions – A Cash Financing Model", Conférence internationale « *Gouvernance et Nouvelle Economie* », 19-20 mai, Mons (Belgique) ; 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin, Birmingham (Grande-Bretagne) ; 20^{èmes} Journées Internationales de l'AFFI, 23-25 juin, Lyon.

- [COM 96] **MICLEA-POP Diana (2004)**, "Is the Romanian Market for Corporate Control Atypical? Empirical Evidence on Takeover Bids: 1998-2002", 21^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 10-11 juin, Nice ; 21^{èmes} Journées Internationales de l'AFFI, 24-25 juin, Cergy-Pontoise.
- [COM 97] **MICLEA-POP Diana (2005)**, (en collaboration avec J. Le Maux), "The Ownership Competition in the European Transition Arena: Towards a Viable Restructuring?", Conférence on European Economic Integration, 14-15 novembre, Vienne (Autriche) ; 22^{èmes} Journées Internationales de l'AFFI, 26-27 juin, Paris ; 12^{ème} Global Finance Conference, 27-29 juin, Dublin (Irlande) ; 22^{èmes} Journées Internationales du GDR Economie monétaire et financière, 16-17 juin, Strasbourg.
- [COM 98] **MICLEA-POP Diana (2006)**, "Corporate Governance Solutions for Transition Economics: Representations and Warranties in Takeover Agreements", EFMA « *Behavioral Finance* » Symposium, 20-22 avril, Durham (Royaume-Uni) ; 7^{ème} Workshop on Corporate Governance and Investments, 6-11 avril, Jönköping (Suède) ; 4^{ème} INFINITI Conference on International Finance, 11-14 juin, Dublin (Irlande).
- [COM 99] **MICLEA-POP Diana (2006)**, "M&A Market in Transition Economics: Evidence from Romania", EFMA Annual Meeting, 27 juin-2 juillet, Madrid (Espagne).
- [COM 100] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2005)**, "Persistent Deficit, Growth and Indeterminacy: The Golden Rule of Public Finance revisited", Journées de l'AFSE « *L'économie du développement et de la transition* », 19-20 mai, Clermont-Ferrand ; 20th Annual Congress of the European Economic Association, 24-27 août, Amsterdam (Pays-Bas) ; International Conference on « *The Impact of European Integration on the National Economy* », University of Babes-Bolyai, 28-29 octobre, Cluj-Napoca (Roumanie).
- [COM 101] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2005)**, "Borrowing to Finance Public Investment? Sense and No-Sense of the Golden Rule of Public Finance", 54^{ème} Congrès de l'AFSE, 15-17 septembre, Paris.
- [COM 102] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2006)**, "Long-Run Monetary and Fiscal Policy Trade-Off in an Endogenous Growth Model with Transaction Costs", Journées de l'AFSE « *Développements récents en économie financière* », 11-12 mai, Strasbourg ; 62nd Congress of the International Institute of Public Finance, 28-31 août, Paphos (Chypre) ; Economics and Globalisation International Scientific Conference, 24-25 novembre, Targu-Jiu (Roumanie).
- [COM 103] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2006)**, "Threshold Effects in Monetary and Fiscal Policies in a Simple Cash-In-Advance Endogenous Growth Model", 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris.
- [COM 104] **MONTALIEU Thierry (2004)**, (en collaboration avec C. Haguenu-Moizard), "L'évolution du partenariat UE-ACP de Lomé à Cotonou : de l'exception à la normalisation", Colloque de l'Association Tiers-Monde « *Droits et Développement* », 25-27 mai, Nancy.
- [COM 105] **MONTALIEU Thierry et Isabelle RABAUD (2006)**, "Trade in Services: How does it Work for MENA Countries?", Warsaw Workshop, Go-EuroMed FP6 Project, 22-24 June, Varsovie (Pologne).
- [COM 106] **MUSARD-GIES Marie (2006)**, "Apprentissage des préférences des banques centrales ; le rôle de la transparence opérationnelle", 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris.
- [COM 107] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, (en collaboration avec Y. Rizopoulos), "Institutional Change and Organizational Strategies in the Transition Economies. Evidence from Currency Board Introduction in Bulgaria", International Meeting of Economists, 10-14 February, La Havane (Cuba).

- [COM 108] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, "Peut-on mesurer le changement institutionnel du régime monétaire ?", Congrès de l'Association des économistes de langue française « *Monnaie, convergence et croissance* », 26-28 mai, Athènes (Grèce).
- [COM 109] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, "Currency Substitution and Effectiveness of Monetary Policy at the Balkans", International Conference, Bulgarian National Bank, 4-6 June, Sofia (Bulgarie).
- [COM 110] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, (en collaboration avec M. Tomova et T. Nenova), "The Efficiency of Banking Systems in CEE, Inequality and Convergence to the EU", 24th Colloque SUERF « Stability and Efficiency of Financial Markets in Central and Eastern Europe », 12-14 June, Tallinn (Estonie).
- [COM 111] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, "Competition: the Unknown Solution", Lecturer, XXVI Summer University of the New Economics, August 31–September 3, Aix-en-Provence.
- [COM 112] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, "The State of Convergence of Bulgarian Economy", Conference Bulgaria 2010 « *The Economic Challenges* », Report for the President of the Republic of Bulgaria, 23 January, Sofia (Bulgarie).
- [COM 113] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, "Liberty, Institutions, and Property Rights", Liberty Fund Colloquium, 1-3 April, Hamburg (Allemagne).
- [COM 114] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, "Le Currency Board – L'expérience Bulgare", 11^{ème} réunion des Gouverneurs des Banques centrales des pays francophones, Banque de France, 10-12 juin, Paris.
- [COM 115] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, "Measuring the Institutional Change of the Monetary Regime in a Political Economy Perspective", EACES 8th Conference, « *EU Enlargement – What comes after 2004?* », October 23-25, Belgrade (Serbie Monténégro).
- [COM 116] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, "Theoretical Learning from Transition", First European Resource Bank, 29-30 October, Borovetz (Bulgarie).
- [COM 117] **NENOVSKY Nikolay (2005)**, "The Role Mathematics for Economic Sciences – New Insights", Annual Meeting of the Bulgarian Macroeconomic Association, 28 February, Sofia (Bulgarie).
- [COM 118] **NENOVSKY Nikolay (2005)**, "La Banque centrale et les PME", 12^{ème} réunion des gouverneurs des Banques centrales des pays francophones, Bank of Morocco, 10-12 mai, Marrakech (Maroc).
- [COM 119] **NENOVSKY Nikolay (2005)**, "Bulgaria and Romania – the State of Convergence", Countries in Transition. Experiences and Challenges of EU Membership, 17-19 November, Sofia (Bulgarie).
- [COM 120] **NENOVSKY Nikolay (2005)**, "Monetary Convergence as Institutional Convergence", The Wider Europe: Institutions and Transformation, 24-26 November, University of Kyoto (Japon).
- [COM 121] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, "Exchange Rate and Inflation: France and Bulgaria in the Interwar Period", South-East Europe Monetary History Network, First General Meeting, 13-14 April, Sofia (Bulgarie).
- [COM 122] **NGO Duc De (2006)**, "Coopetition Contest Game", 2nd Workshop on Coopetition Strategy, The European Institute for Advanced Studies in Management, Bocconi, 14-15 septembre, Milan (Italie).
- [COM 123] **NGUYEN-THI-THANH Huyen (2004)**, "Hedge Fund Behavior – An Ex-Post Analysis"; European FMA (Financial Management Association) Conference, 2 juin, Zurich (Suisse); 21^{èmes} Journées Internationales de l'AFFI, 24-26 juin, Cergy-Pontoise; 21^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 10-11 juin, Nice.

- [COM 124] **NGUYEN-THI-THANH Huyen (2006)**, "On the Use of Data Envelopment Analysis in Hedge Fund Selection", Congrès International de l'AFFI, 26-27 juin, Poitiers ; 38th Money Macro and Financial Research Group 2006, 13-15 septembre, York, (Grande-Bretagne).
- [COM 125] **PATILEA Valentin (2003)**, "Intervalle de confiance Bootstrap pour les mélanges de lois discrètes", 35^{èmes} Journées de Statistiques SFDS, 2-6 juin, Laboratoire ERIC Lyon II.
- [COM 126] **PATILEA Valentin (2004)**, "Estimation de la fonction de survie dans une étude en coupe", 36^{èmes} Journées de Statistiques SFDS, 24-28 mai, Montpellier.
- [COM 127] **PATILEA Valentin (2004)**, "Régression poissonnienne semi-paramétrique avec hétérogénéité non observée", 36^{èmes} Journées de Statistiques SFDS, 24-28 mai, Montpellier.
- [COM 128] **PATILEA Valentin (2004-2005)**, "A Product-limit Estimator of the Survival Function with Left and Right censored Data from Cross-sectional Studies", Institute of Mathematical Statistics/Bernoulli Society Meeting, 26-31 juillet 2004, Barcelona (Espagne) ; Congrès 55th Session of the International Statistical Institute (ISI), 5-12 avril 2005, Sydney (Australie).
- [COM 129] **PATILEA Valentin (2005)**, "Tests non-paramétriques d'adéquation pour un modèle de régression multivariée non-linéaire", 2^{èmes} Journées de la Statistique Rennaise, 17-18 novembre, Rennes.
- [COM 130] **PATILEA Valentin (2006)**, "Vaincre le fléau de la dimension dans un test d'adéquation non paramétrique", 38^{èmes} Journées de Statistiques SFDS, 29 mai-2 juin, Clamart.
- [COM 131] **PATILEA Valentin (2006)**, "Breaking the Curse of Dimensionality in Nonparametric Testing", European Meeting of Statisticians, 24-28 juillet, Torun (Pologne).
- [COM 132] **PIATECKI Cyrille (2004)**, "En quête du capital social : les interactions en réseaux", Journée thématique de l'Institut de sciences de la complexité de Paris (ISCP) « Réseaux sociaux de l'Internet », 2 juin, Paris.
- [COM 133] **POLLIN Jean-Paul et Anne-Gaël VAUBOURG (2005)**, "Corporate Governance Systems and Institutional Complementarities: What Consequences for European Financial Integration?", Colloque « *Nouvelles frontières de l'Europe* », 16-17 mars, Marrakech (Maroc).
- [COM 134] **POP Adrian (2003)**, "Mandatory Sub-Debt Policy as an Alternative to the Third Pillar of Basel II: is it Feasible?", 20^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin, Birmingham (Grande-Bretagne).
- [COM 135] **POP Adrian (2004)**, "The Indirect Channel of Market Discipline: Evidence from European Bank Debt Markets (1995-2002). Testing the « *sine qua non* » Hypothesis", 21^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 10-11 juin, Nice ; Conférence International Bond and Debt Market Integration, 31 mai-1^{er} juin, Dublin (Irlande) ; Journées Internationales de Recherche « *Les Crises Financières Internationales* », GdR Economie Monétaire et Financière, 6-7 mai, Orléans.
- [COM 136] **POP Adrian (2004)**, "Au-delà du 3^e Pilier de Bâle 2 : l'intégration des signaux de marché dans la supervision bancaire", 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris ; 4^{èmes} Journées de l'Ecole Doctorale des Sciences de l'Homme et de la Société, 4-5 mai, Orléans.
- [COM 137] **POP Adrian (2006)**, "Argument en faveur d'une politique de dette subordonnée obligatoire", Journées de l'AFSE « *Développements récents en économie financière* », 11-12 mai, Strasbourg.
- [COM 138] **POP Adrian (2006)**, "Quantity Effects in the Market Discipline Transmission Mechanism", 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris.

- [COM 139] **RABAUD Isabelle (2004)**, "Methodology of Cepii's Database on Trade in Services", 4th Meeting on Trade in Services Statistics, OCDE, 29 avril, Paris.
- [COM 140] **REZAAE Amir (2005)**, "The Analysis of the Performance of French Index Funds", 22^{èmes} Journées Internationales de l'AFFI, 26-27 juin, Paris.
- [COM 141] **RIETSCH Christian (2003)**, "Libéralisation du secteur des télécommunications et changements techniques à Nouakchott (Mauritanie)", Journées Scientifiques du Réseau Entrepreneuriat de l'AUF, 21-24 mai, Rouen ; 4^{èmes} rencontres de Saint-Laurent de Neste, 15-20 juillet, Saint-Laurent de Neste.
- [COM 142] **RIETSCH Christian (2006)**, "L'erreur dans la Caisse Lafarge", Colloque International de l'AFFI « *Finance d'entreprise et finance de marché : quelles complémentarités* », 26-27 juin, Poitiers.
- [COM 143] **RIVA Angelo (2003)**, "Le sedi delle Borse di Milano e Genova : operatività e simbolismo", Colloque CISFI (Centre interuniversitaire pour l'histoire financière italienne), octobre, Monte Cassino (Italie).
- [COM 144] **RIVA Angelo (2003-2004)**, "Les bourses de Milan et Gênes, 1890-1913 : la concurrence entre deux entreprises de marché vue par leurs bilans", Colloque franco-italien d'Aucourt « *L'encadrement des marchés financiers par l'Etat* », 9-11 octobre 2003, Aucourt ; Colloque Paris Europlace, mars 2004, Paris IX Dauphine ; 10^{èmes} Journées d'Histoire de la Comptabilité et du Management, « *Contrôler l'entreprise, contrôler dans l'entreprise* », 25-26 mars 2004, Besançon.
- [COM 145] **RIVA Angelo (2004)**, "The Competition between Genoa and Milan Stock Exchanges before 1914: a View from Industrial Economics", 5th World Cliometrics Congress, Cliometrics Society, 8-11 juillet, Venise (Italie) ; 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris.
- [COM 146] **RIVA Angelo (2004)**, "Politique et marchés financiers en Italie au 19^{ème} siècle", Colloque franco-italien di Lucca « *Le crédit et la nation en France et en Italie, 1860-1980* », 30 septembre-2 octobre, Lucca (Italie).
- [COM 147] **SARR Felwine (2005)**, "La soutenabilité de la politique budgétaire dans l'UEMOA", 22^{èmes} Journées internationales du GdR Economie Monétaire et Bancaire, 16-17 juin, Strasbourg.
- [COM 148] **SAUCIER Philippe (2003)**, (en collaboration avec M.-J. Bou-Said), "Liquidity, Solvency, and Efficiency? An Empirical Analysis of the Japanese Banks' Distress", 20^{èmes} Journées internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 5-6 juin, Birmingham (Grande-Bretagne).
- [COM 149] **SERBU Simona (2005)**, "La compétitivité en terme d'attraction des IDE : une analyse sur la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie et la Hongrie", 8th International Conference « *Countries in Transition : Experiences and Challenges of European Union Membership* », 18-19 novembre, Sofia (Bulgarie).
- [COM 150] **SERBU Simona (2005)**, "Liberalization of the FDI Flows Towards CEECs", 10th International Conference on Finance and Banking, Silesian University Opava, School of Business Administration, 19-20 octobre, Karvina (République Tchèque).
- [COM 151] **SOSSOU Gilles (2006)**, "La demande d'assurance-vie dans un environnement de libération financière : cas du Bénin", XXII^{èmes} Journées Association Tiers-Monde, 22-24 mai, Arras.
- [COM 152] **SOSSOU Gilles (2006)**, "La valorisation des connaissances pharmaceutiques indigènes : un instrument de développement durable au Bénin", 2^{èmes} Journées scientifiques sur l'économie de l'environnement, 4-6 septembre, Paris.

- [COM 153] **TOKPAVI Sessi (2005)**, "Sélection dynamique de portefeuille dans un cadre Moyenne-Var : une approche GARCH multivariée", 4^{èmes} Journées d'économétrie « *Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance* », 15 décembre, Université Paris X Nanterre.
- [COM 154] **TRABELSI EL GHARBI Myriam (2006)**, "La réaction du marché boursier français à l'annonce de l'émission de différents types de dettes", 55^{ème} Congrès de l'AFSE, 14-15 septembre, Paris.
- [COM 155] **VAUBOURG Anne-Gaël (2005)**, "Labour Relationships and Financial Contracts: is there an Alternative to the Shareholder Value Maximization ?", 22^{èmes} Journées internationales du GdR Economie Monétaire et Bancaire, 16-17 juin, Strasbourg.
- [COM 156] **VILLIEU Patrick (2004)**, "Quel avenir pour le modèle IS-LM ?", 8^{ème} Colloque T2M, 8-9 janvier, Orléans.
- [COM 157] **VO THI Phuong Nga (2004)**, "Conséquence de Bâle II sur la tarification et la distribution du crédit bancaire", 21^{èmes} Journées Internationales du GdR Economie Monétaire et Financière, 10-11 juin, Nice.
- [COM 158] **VO THI Phuong Nga (2006)**, "Tarification du crédit bancaire : de Bâle II au quotidien", 23^{èmes} Journées d'économie monétaire et bancaire, 22-23 juin, Université de Lille III ; Congrès international de l'AFFI « *Finance d'entreprise et finance de marché : quelles complémentarités* », 26-27 juin, Poitiers.
- [COM 159] **WALKOWIAK Emmanuelle (2005)**, "La nature collective et sociale des compétences", 54^{ème} Congrès de l'AFSE, 15-17 septembre, Paris.
- [COM 160] **WALKOWIAK Emmanuelle (2005)**, "Renouvellement de la main-d'œuvre et modernisation des entreprises", 54^{ème} Congrès de l'AFSE, 15-17 septembre, Paris.

3.3. Conférences invitées (INV)

- [INV 1] **HURLIN Christophe (2006)**, "La prévision en économie", Muséum des Sciences naturelles, 13 juin, Orléans.
- [INV 2] **JOVANOVIC Franck (2004)**, "The Construction of the Canonical History of Financial Economics", Faculty of Business Administration, Simon Fraser University, Vancouver (Canada), juin.
- [INV 3] **LAVIALLE Christophe (2003)**, "L'avenir des métiers face aux mutations économiques contemporaines", ANPE-Centre « *Le Printemps de l'Emploi* », 5-6 juin, Université d'Orléans.
- [INV 4] **LAVIALLE Christophe (2004)**, "La précarité : une fatalité ?", ANPE-Centre « *Printemps de l'Emploi* », 10-11 juin, Université d'Orléans.
- [INV 5] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "La flexibilité : enjeux sociétaux", ANPE-Centre « *Le printemps de l'emploi* », 12 juin, Université d'Orléans.
- [INV 6] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "L'économie sociale et solidaire : oxymore ou troisième voie ?", 10^{ème} anniversaire de l'Association « *Réciproque Services* », juin, Orléans ; [DR LEO 2006-34].
- [INV 7] **LAVIGNE Anne (2003)**, "Comments on « Conflicts of Interest, Information Provision and Competition in Banking », by P. Bolton, X. Freixas, and J. Shapiro », 3^{èmes} Journées Fondation Banque de France, 14 novembre, Paris.

- [INV 8] **LAVIGNE Anne (2003)**, "Vieillesse, épargne et fiscalité", Forum Retraite, Caisse des dépôts et consignations, 7 novembre, Bordeaux.
- [INV 9] **LAVIGNE Anne (2004)**, "La tarification des services bancaires : une exception française ?", Fédération Bancaire Française, 15 janvier, Paris.
- [INV 10] **LAVIGNE Anne (2006)** (en collaboration avec Ch. Berger), "Pension Reserve Funds as Solutions to Expected Financial Unsustainability of PAYG Pension Systems : an Application on French Data and Projections", 26^{ème} Conférence du SUERF, 12-14 octobre, Lisbonne (Portugal) ; Colloque de la Fondation Jacques Cartier, 4-5 décembre, Lyon.
- [INV 11] **LELART Michel (2005)**, "Intérêt et apport du micro-crédit", Forum économique et financier franco-vietnamien sur le financement du développement, ADETEF, 15-22 janvier, Hanoï (Vietnam).
- [INV 12] **LELART Michel (2005)**, "Micro-crédit et lutte contre la pauvreté : analyse des contrats", Organisation internationale de Droit du Développement, 11-12 juillet, Rome (Italie).
- [INV 13] **LELART Michel (2005)**, "La microfinance dans l'espace francophone", Journées francophones de la microfinance, Agence intergouvernementale de la Francophonie, 26-30 octobre, Tunis (Tunisie).
- [INV 14] **LELART Michel (2004-2006)**, "Le rôle international de l'euro", Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, 29 mars 2004, Nice ; 6-7 mars 2006, Nice.
- [INV 15] **LELART Michel (2004-2006)**, "L'euro et l'élargissement de l'Union européenne", Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, 29 mars 2004, Nice ; 6-7 mars 2006, Nice.
- [INV 16] **LELART Michel (2006)**, "La situation actuelle du secteur de la microfinance", Séminaire « *Les pratiques en microfinance* », Université Senghor, 11-15 mars, Alexandrie (Egypte).
- [INV 17] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Introduction to European Law", Séminaire MBA Union University Memphis, juillet, Tennessee, USA).
- [INV 18] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Evaluation des réformes et perspectives dans le domaine de la couverture santé : les initiatives européennes", Séminaire Institut de la Protection Sociale Européenne, 4-5 juillet, Londres (Grande-Bretagne).
- [INV 19] **MACAIRE Simon et Joaquim TIMOTEO (2005)**, "La situation des jeunes en région Centre, quatre ans après leur sortie de formation professionnelle", Assises régionales de la formation professionnelle, 20-21 septembre, Tours.
- [INV 20] **MATIERE Jean-Pierre (2004)**, "Les dépenses militaires dans l'histoire de la pensée économique des Mercantilistes à nos jours", Conférence d'ouverture de la session 2004/2005 Loiret-Centre, Préfecture de Région d'Orléans, IHEDN, 17 septembre, Orléans.
- [INV 21] **PATILEA Valentin (2004)**, "M-estimation dans les modèles à direction révélatrice unique", 5^{èmes} Rencontres d'Econométrie et Statistique Lille 3 – Littoral, septembre, Calais.
- [INV 22] **PATILEA Valentin (2005)**, "Bootstrap Confidence Intervals in Mixtures of Discrete Distributions", Journées de Statistique « *Modèles à données manquantes* », 13-14 janvier, Marne la Vallée.
- [INV 23] **PATILEA Valentin (2005)**, Discussion des présentations de la section invitée IPM 25 : Congrès 55th Session of the International Statistical Institute (ISI), 5-12 avril, Sydney (Australie).
- [INV 24] **POLLIN Jean-Paul (2004)**, "Théorie de la politique monétaire : esquisse d'une refondation", Conférence présidentielle, 53^{ème} Congrès de l'AFSE, 16-17 septembre, Paris.

- [INV 25] **POLLIN Jean-Paul (2005)**, "Les formes des règles monétaires appliquées aux pays émergents", Conférence à l'ESSEC, 19-20 mai, Tunis (Tunisie).
- [INV 26] **POLLIN Jean-Paul (2005-2006)**, "La régulation bancaire face au dilemme du « *Too Big to Fail* » : mécanismes et solutions", 3^{ème} Colloque BCEAO, Université Centres de Recherche, 22-23 août 2005, Dakar (Sénégal) ; Colloque « *Les interactions entre le Droit et l'Economie* », Université Paris X Nanterre, 30 septembre 2005, Paris ; Journées de l'AFSE « *Développements récents en économie financière* », 11-12 mai 2006, Strasbourg.
- [INV 27] **SAUCIER Philippe (2004)**, "Japan Financial Distress and Restructuration of the Banking System", Conférence Banque Nationale de Bulgarie, *BNB Bulletin*, 19 avril, Sofia (Bulgarie).
- [INV 28] **SAUCIER Philippe (2004)**, (en collaboration avec M.-J. Bou-Said), "An Empirical Analysis of the Japanese Banks' Efficiency", Seminar University of New-York, 16 juillet, Buffalo (USA).
- [INV 29] **SAUCIER Philippe (2005)**, "European Experiences in Regionalization", Séminaire Université de Waseda, 30 novembre, Tokyo (Japon).
- [INV 30] **VILLIEU Patrick (2004)**, "Table ronde : quel avenir pour le modèle IS-LM ?", 8^{ème} Colloque du T2M, 8-9 janvier, Orléans.
- [INV 31] **WALKOWIAK Emmanuelle (2005)**, (en coordination avec N. Greenan), "Informatique, organisation du travail et interactions sociales", séminaire de Télécom, novembre, Paris.

4. Ouvrages scientifiques (ou chapitres) (OS)

4.1. Ouvrages scientifiques

- [OS 1] **DE SOUSA Manuela (2005)**, *La terre de France est-elle rentable ? Analyse financière des actifs agricoles face à l'immobilier et à la Bourse*, thèse publiée INNOVAL-L'Harmattan (éd.), série Economie et Innovation, collection « *L'esprit économique* », 298 p., Paris.
- [OS 2] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2006)**, *Le marché financier français au XIX^{ème} siècle : aspects quantitatifs des acteurs et des instruments à la Bourse de Paris*, (co-ordinateur du vol. II), Les Publications de la Sorbonne, 640 pages, à paraître fin 2006.
- [OS 3] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2006)**, *Trois siècles d'histoire financière française*, (co-ordinateur du vol. III « *le XX^{ème} siècle* », Les Publications de la Sorbonne, à paraître.
- [OS 4] **GRANIER Thierry (2004)**, (en collaboration avec C. Jaffaux) *La titrisation : aspects juridique et financier*, Economica, 256 p.
- [OS 5] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004-2006)**, (en collaboration avec F. Kessler) *Code annoté européen de la protection sociale*, éd. Groupe Revue Fiduciaire, (2^{ème} éd. 2004, 3^{ème} éd. 2006).
- [OS 6] **MAUGERI Salvatore (2003)** (en collaboration avec V. Boussard), *Du politique dans les organisations*, Collections « *Logiques Sociales* », série « *Sociologie de la gestion* », L'Harmattan.
- [OS 7] **MAUGERI Salvatore (2006)**, *Au nom du client. Management néo-libéral et dispositifs de gestion*, Collections « *Logiques Sociales* », série « *Sociologie de la gestion* », L'Harmattan.
- [OS 8] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, *Professor Simeon Demostenov (1886-1968) – The Bulgarian Austrian*, Textes sélectionnés, MaK éditions, (*in Bulgarian*).

- [OS 9] **VIAENE Alex (2005)**, *L'efficiencia de la Bourse de Paris au XIX^{ème} siècle*, thèse publiée, Connaissance et Savoirs (ed.), Paris.

4.2. Contributions à ouvrages scientifiques

- [OS 10] **BRETON Régis (2003)**, (en collaboration avec M. Aglietta), "Financial System and Modes of Corporate Control", chapitre in *Corporate Governance « An Institutional Approach »*, R. Cobbaut & J. Lenoble (éds), Kluwer Law International, 117-138.
- [OS 11] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003)**, (en collaboration avec A. Tiomo), "Monetary Policy and Corporate Investment in France", in *Monetary Policy Transmission in the Euro Area*, Angeloni, Kashyap et Mojon (éds), Cambridge University Press, [DR LEO 2003-29].
- [OS 12] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003)**, (en collaboration avec V. Kalcreuth, Hernando, A. Generale, Ph. Vermeulen), "Firm Investment and Monetary Policy Transmission in the Euro Area", in *Monetary Policy Transmission in the Euro Area*, Angeloni, Kashyap et Mojon (éds), Cambridge University Press, [DR LEO 2003-31].
- [OS 13] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003)**, "Structural Modelling of Financial Constraints on Investment: Where Do We Stand?", in *Firms Investment and Finance Decision*, Smets, Butzen et Fuss (éds), National Bank of Belgium, Edward Elgar.
- [OS 14] **FOUQUAU Julien et Christophe HURLIN (2006)**, (en collaboration avec G. Destais), "Economic Development an Energy Intensity: a Panel Data Analysis", in *The Econometrics of Energy Systems*, R. Bourbonnais, J.-M. Chevalier et J.-H. Keppler, (éds), Palgrave.
- [OS 15] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2003)**, "Harry Markowitz ou la fondation de la finance moderne", in *Les grands auteurs en finance*, M. Albouy (éd), édition EMS, 10-30, Paris.
- [OS 16] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2003)**, "Aux sources de Deparcieux : les deux premiers emprunts tontiniers de 1689 et 1696", in *Antoine Deparcieux, Essai sur les probabilités de la durée de la vie humaine (1746)*, Addition à l'Essai (1760) édition critique, INED, Paris.
- [OS 17] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2003)**, (en collaboration avec J. Berthon), "La structure de la Table de mortalité de Deparcieux", in *Antoine Deparcieux, Essai sur les probabilités de la durée de la vie humaine (1746)*, Addition à l'Essai (1760) édition critique, INED, Paris.
- [OS 18] **GALLAIS-HAMONNO Georges et Christian RIETSCH (2003)**, "La Table de mortalité de Deparcieux et ses suites", in *Antoine Deparcieux, Essai sur les probabilités de la durée de la vie humaine (1746)*, Addition à l'Essai (1760) édition critique, INED, Paris.
- [OS 19] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2003)**, (en collaboration avec O. Dubuisson), "Le Crédit Lyonnais sur le marché financier : évolution du capital et de l'action, 1863-1945", in *Le Crédit Lyonnais, 1863-1986*, B. Desjardin & Alii (éds), éditions Droz, 765-803, Genève.
- [OS 20] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2005)**, Préface à l'ouvrage de A. Szafarz et K. Oosterlinck, *Obligations souveraines*, Larquier (éd.), Bruxelles.
- [OS 21] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2006)**, "La création d'un marché obligataire moderne : les emprunts de la Ville de Paris au 19^{ème} siècle", in *Le marché financier français au XIX^{ème} siècle : aspects quantitatifs des acteurs et des instruments à la Bourse de Paris*, vol. II, Les Publications de la Sorbonne, 640 pages, à paraître fin 2006.

- [OS 22] **GAZE Pierre (2006)**, (en collaboration avec D. Bounie), "Payment and the Internet : Issues and Research Perspectives in Economics of Banking", in *Internet Economics*, E. Brousseau, and N. Curien (éds), Cambridge University Press, à paraître.
- [OS 23] **JOVANOVIĆ Franck (2006)**, "Henri Lefèvre's Graphical Representation of Financial Operations", in *Pioneers of Financial Economics : Twentieth Century Contribution*, F. Jovanovic et G. Poitras (éd), Cheltenham, Edward Elgar, vol. 2, à paraître.
- [OS 24] **JOVANOVIĆ Franck (2006)**, "Jules Regnault's Random Walk Model", in *Pioneers of Financial Economics*, G. Poitras (éd), Edward Elgar, à paraître.
- [OS 25] **JOVANOVIĆ Franck (2006)**, "A 19th Century Random Walk: Jules Regnault and the Origins of Scientific Financial Economics", in *Pioneers of Financial Economics*, G. Poitras (éd), Cheltenham, Edward Elgar, 191-222.
- [OS 26] **JOVANOVIĆ Franck (2006)**, "The Construction of Financial Quantitative Theory: a Sociological and Historical Analysis", in *The Machines inside the Machine: Knowledge, Technology, and Financial Globalization*, K. K. Cetina et A. Preda (éds), à paraître.
- [OS 27] **JOVANOVIĆ Franck (2006)**, "Economic Instruments and Theory in the Construction of Henri Lefevre's « Science of the Stock Market »", in *Pioneers of Financial Economics*, G. Poitras (éd), Cheltenham, Edward Elgar, 169-190.
- [OS 28] **JOVANOVIĆ Franck (2006)**, "The CAPM, the Modigliani-Miller Theorems and the Rise of Modern Finance", in *Pioneers of Financial Economics: Twentieth Century Contribution*, F. Jovanovic et G. Poitras (éd), Cheltenham, Edward Elgar, vol. 2, à paraître.
- [OS 29] **LAVIGNE Anne (2006)**, "Introduction", in *Variation(s) sur la norme*, sous la direction de Y. Ganem, Editions de La Sorbonne, 451 p, à paraître.
- [OS 30] **LAVIGNE Anne (2006)**, "Qu'est-ce que l'équité intergénérationnelle ?", in *Variation(s) sur la norme*, sous la direction de Y. Ganem, Editions de La Sorbonne, à paraître.
- [OS 31] **LAVIGNE Anne (2006)**, "Tarification, relation de clientèle et opacité", in *Les banques entre droit et économie*, direction de M.-A. Frison Roche, (éd.), collection Droit et économie, LGDJ, 73-84.
- [OS 32] **LAVIGNE Anne (2006)**, (en collaboration avec F. Legros), "Finance comportementale et fonds de pension", in *Mélanges en l'honneur de Gilbert Abraham-Frois*, à paraître ; [DR LEO 2005-31].
- [OS 33] **LEE Kang-Soek et Philippe SAUCIER (2006)**, "Exchange Rate Instability and Trade Integration – The Case of Casia", in *Corporate Strategies in the Age of Regional Integration*, J.-K. Kim et P.-B. Ruffini (éds), Edward Elgar, à paraître.
- [OS 34] **LELART Michel (2004)**, "The Euro Zone and the Simple Currency in an Enlarging European Union", in N. Neuwahl (éd.), *European Union Enlargement – Law and Socio-Economic Changes*, Les Editions Thémis, Montréal, 133-162.
- [OS 35] **LELART Michel (2006)**, "Pourquoi la France a-t-elle rejeté la Constitution européenne", in N. Neuwahl et S. Haack (éds.) *Unresolved Issues of the European Constitution – Rethinking the Crisis*, Editions Thémis, Montréal (Canada), à paraître.
- [OS 36] **LELART Michel (2006)**, "Situation et problèmes de la microfinance", sous l'égide de l'Université Senghor d'Alexandrie (Egypte), à paraître.

- [OS 37] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Droit communautaire et protection sociale", *JurisClasseur Protection Sociale Traité*, fasc. 212, mise à jour février.
- [OS 38] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Prestations familiales – Règles communes", *JurisClasseur Protection Sociale Traité*, Fasc. 520, mise à jour février.
- [OS 39] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Coordination des systèmes nationaux de sécurité sociale (généralités)", *JurisClasseur Protection sociale Traité*, fasc. 212-10 ; *JurisClasseur Europe Traité*, fasc. 630 ; *JurisClasseur Droit international*, fasc.164-250, mise à jour mars.
- [OS 40] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Application du droit communautaire en France", *JurisClasseur Protection Sociale Traité*, fasc. 210-15, mise à jour mai.
- [OS 41] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Could Fear of the « Polish Plumber » extend to Tunisian Workers? A Legal Approach to Movement of Services between France and Mediterranean Countries", in « *Labor and Migration in the Euromediterranean Region – Issues and Perspectives*, (Th. Baudassé et A. Driouchi, coordinateurs), GO-EuroMed Project, WP 3, à paraître.
- [OS 42] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "The Impact of Social Security International Labour Organization Conventions: France", in *Between Soft and Hard Law – the Impact of International Social Security Standards on National Social Security Law*, [dir. F. Pennings, Université d'Utrecht, (Pays-Bas)], éd. Kluwer Law.
- [OS 43] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Protection sociale et Conseil de l'Europe", *JurisClasseur Protection Sociale Traité*, fasc. 212-50 ; *JurisClasseur Europe Traité*, 6300, refonte 1^{er} avril.
- [OS 44] **MENDES-CLEMENT Sylvie (2004)**, (en collaboration avec C. Sofer), "Apprenticeship Versus Vocational School : a Comparison of Performances", in *Human Capital over the Life Cycle – a European Perspective*, C. Sofer (ed), 118-134.
- [OS 45] **MENDES-CLEMENT Sylvie (2005)**, (en collaboration avec L. Bonnal, R. Boumahdi et P. Favard), "Quelle relation formation-emploi pour les jeunes de niveau V : une comparaison entre les sortants d'apprentissage et de lycée professionnel", in « *Des formations pour quels emplois ?* », Giret Lopez Rose (éds), octobre, Editions La Découverte, [DR-LEO 2004-28].
- [OS 46] **MICLEA-POP Diana (2006)**, (en collaboration avec J. Le Maux), "The Ownership Competition in the European Transition Arena: Towards a Viable Restructuring?", « *Financial Development, Integration and Stability in Central, Eastern and South-Eastern Europe* », K. Liebscher and J. Christl (eds.) E. Elgar Publishing, chap. 19, novembre, 338-360.
- [OS 47] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, "Reflection on the New Serfdoms, Introduction to Bulgarian", translation on F. Hayek, *The Road to Serfdom (1944-1945)*, MaK Edition, 9-18 (*in Bulgarian*).
- [OS 48] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, "A Non-Pessimistic Theory of Bulgarian Transition", Introduction to D. Nedeltchev, *Social Capital and Economic Development*, Sofia, Edition of Bulgarian Academy of Sciences, Academic Publishing House « *Marin Drinov* », (*in Bulgarian*).
- [OS 49] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, (en collaboration avec M. Berlemann), "Currency Boards and Financial Stability: Experiences from Argentina and Bulgaria", in *Sovereign Risk and Financial Crisis*, M. Frenkel, A. Karmann, B. Scholtens, (éds), Springer – Verlag, 237-257.
- [OS 50] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, (en collaboration avec M. Tomova and T. Naneva), "The Efficiency of Banking System in CEE: Inequality and Convergence to the EU", in *Financial markets in CEE, Stability and Efficiency Perspectives*, M. Balling, F. Lierman, and A. Mullineux, (éds), Routledge, London, 225-251.

- [OS 51] **NENOVSKY Nikolay (2005)**, (en collaboration avec M. Berlemann and K. Dimitrova), "Assessing Market Expectations on Exchange Rates and Inflation: A Pilot Forecasting System for Bulgaria", in *Politics and Economics of Eastern and Central Europe*, F. Columbus (éd.), Hauppauge.
- [OS 52] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, "Exchange Rate Inflation: France and Bulgaria in the Interwar Period. The Contribution of Albert Aftalion (1874-1956)", Bulgarian National Bank, 70 p.
- [OS 53] **POLLIN Jean-Paul (2005)**, "Des particularités de la gouvernance bancaire", « *Essais sur la gouvernance* » ; in *La nouvelle économie bancaire*, O. Pastré (ed), Economica ; [DR LEO 2003-25].
- [OS 54] **POLLIN Jean-Paul (2006)**, "Le contrat de dette : pourquoi le secteur bancaire a-t-il un régime spécifique ?", in « *Les banques entre droit et économie* », direction de M.-A. Frison-Roche, (éd.), collection Droit et économie, LGDJ, 53-69.
- [OS 55] **RIETSCH Christian (2006)**, "Le « Milliard des émigrés » et la création de la rente 3 %", in *Le marché financier français au XIX^{ème} siècle, aspects quantitatifs des acteurs et des instruments à la Bourse de Paris*, vol. II, Les Publications de la Sorbonne, 640 p., à paraître fin 2006.
- [OS 56] **RIETSCH Christian (2006)**, (en collaboration avec F. Duneau), "Les compagnies d'assurance sur le marché financier français jusqu'en 1870", in *Le marché financier français au XIX^{ème} siècle : aspects quantitatifs des acteurs et des instruments à la Bourse de Paris*, vol. II, Les Publications de la Sorbonne, 640 p., à paraître fin 2006 ; [DR LEO 2005-03].
- [OS 57] **RIVA Angelo (2003)**, "I rischio di esclusione in una società che cambia", L. Anderloni (éd), in *Il Social Banking in Italia. Un fenomeno da esplorare*, Giuffré, Milano, 427 p.
- [OS 58] **RIVA Angelo (2003)**, "Un tentativo di bilancio delle esperienze francese e britannica in materia di servizi bancari di base", L. Anderloni (éd), in *Il Social Banking in Italia. Un fenomeno da esplorare*, Giuffré, Milano, 427 p.
- [OS 59] **SAUCIER Philippe (2004)**, (en collaboration avec J.-P. Filipe et M.-P. Fontoura), "Economic Integration and Multinational Investment Behaviour", in *US Intrafirm Trade: Sectoral, Country and Location Determinants in the 1990's*, P.J. Buckley & P.B. Ruffini (éds), Edward Elgar.
- [OS 60] **VIAENE Alex (2003)**, "Les marchés à terme et conditionnels à la Bourse de Paris au XIX^{ème} siècle", in *Le marché financier français au XIX^{ème} siècle, aspects quantitatifs des acteurs et des instruments à la Bourse de Paris*, vol. II, Les Publications de la Sorbonne, 640 p., à paraître fin 2006.

5. Ouvrages de vulgarisation (ou chapitres) (OV)

- [OV 1] **LAVIALLE Christophe (2003)**, "Macroéconomie Approfondie", Éditions Bréal, Collection « *Amphi Economie* ».
- [OV 2] **LAVIALLE Christophe (2004)**, "Crise", in *Le Notionnaire*, Encyclopaedia Universalis (éd.).
- [OV 3] **LAVIALLE Christophe (2004)**, "Inflation/Déflation", in *Le Notionnaire* Encyclopaedia Universalis (éd.).
- [OV 4] **LAVIALLE Christophe (2004)**, "Éducation et Croissance", note de lecture de Ph. Aghion et É. Cohen, « *Éducation et Croissance* », rapport n° 46 du Conseil d'Analyse Économique, in *Universalia*, Encyclopaedia Universalis (éd.).

- [OV 5] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "Le modèle classique et la critique keynésienne", in « *Macroéconomie* », Marc Montoussé (éd.), Collection Grand Amphi : économie, éditions Bréal, (2^{ème} édition) 11-55.
- [OV 6] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "Le dilemme inflation chômage", in « *Macroéconomie* », Marc Montoussé (éd.), Collection Grand Amphi : économie », éditions Bréal, (2^{ème} édition) 299-340.
- [OV 7] **LAVIGNE Anne (2003)**, "Bancassurance", in *Encyclopaedia Universalis*.
- [OV 8] **LELART Michel (2006)**, « De la finance informelle à la microfinance », AUF et Editions des Archives Contemporaines, Paris, février.
- [OV 9] **MAUGERI Salvatore (2004)**, *Théories de la motivation au travail*, Collection « *Les Topos* », Dunod (éd.) ; (traduction en italien en cours aux éditions B&C Bonanno Edizioni).
- [OV 10] **NENOVSKY Nikolay (2005)**, Traduction et adaptation de l'ouvrage *Les théories de la monnaie* d'A. Lavigne et J.-P. Pollin, La Découverte, édition Bulgare Kama.
- [OV 11] **POLLIN Jean-Paul (2005)**, "Systèmes financiers", in *Encyclopedia Universalis* (éd.).
- [OV 12] **POLLIN Jean-Paul (2006)**, "Un scénario pour l'industrie bancaire du futur", Le Cercle des Economistes, Cahier « La guerre mondiale des banques », (direction O. Pastré), PUF et Descartes & Cie éditeurs.
- [OV 13] **RABAUD Isabelle (2003)**, "Current Account Imbalances: Short-Term or Long-Term Financing", *The CEPII Newsletter*, 19, Summer.
- [OV 14] **VILLIEU Patrick (2004)**, "La théorie économique de la monnaie", in *Encyclopedia Universalis* ; [DR LEO 2003-07].
- [OV 15] **VILLIEU Patrick (2004)**, "Monnaie", "Consommation et épargne", "Investissement", in *Notionnaire*, *Encyclopedia Universalis*.
- [OV 16] **VILLIEU Patrick (2006)**, "Investissement", *Dictionnaire Encyclopédique de l'Economie*, *Encyclopedia Universalis*.

6. Autres publications (AP)

6.1. Rapports (RAP)

- [RAP 1] **BELLANDO Raphaëlle, Françoise LE QUERE, Franceline MERCURELLI, Jean-Paul POLLIN, Sébastien RINGUEDÉ, Linh TRANH DIEU et Anne-Gaël VAUBOURG (2006)**, "La gestion déléguée d'actifs financiers : théorie, observations, enjeux", rapport final pour l'Observatoire de l'épargne européenne, à paraître 2007.
- [RAP 2] **CHALLINE Jean-Philippe (2005)**, "Etude quantitative de la médiation pénale dans le ressort de la Cour d'Appel d'Orléans", rapport pour la Cour d'Appel d'Orléans.
- [RAP 3] **CLEMENT David (2003)**, (en collaboration avec P. Rodrigues, et C. Sofer), "Travail à temps partiel et pauvreté : le cas des ménages Français en 1994", rapport technique « *Réduction du temps de travail, durée légale et temps partiel* » pour le Centre d'Etudes de l'Emploi et le Ministère du Travail.

- [RAP 4] **CLEMENT David, Xavier GALIEGUE, Jean-Pierre MATIERE et Paola TISSEUR (2004)**, "Les mutations des relations industrielles dans l'armement terrestre : une étude de cas sur la région Centre", rapport final pour l'Observatoire économique de la Défense, novembre.
- [RAP 5] **COLLETAZ Gilbert et Patrick VILLIEU (2003)**, (en collaboration avec A. Asencio, Ch. Blot et F. Serranito), "La réduction des déficits publics en Europe : incidences sur les marchés financiers internationaux et sur la crédibilité de la monnaie unique", rapport pour la Fondation de la Banque de France.
- [RAP 6] **DAOUD BARKAT Daoud (2006)**, "La réglementation des fonds de pension privés aux Etats-Unis", Contribution pour le rapport « *L'évolution de l'épargne complémentaire pour la retraite sous forme de plans d'épargne d'entreprise gérés par les fonds de pension* », DREES, janvier.
- [RAP 7] **DESQUILBET Jean-Baptiste, Pierre GAZE, Anne LAVIGNE, et Anne-Gaël VAUBOURG (2003)**, (en collaboration avec C. LeRoy), "Les conventions de services bancaires : quels enjeux pour les banquiers et leurs clients ?", rapport pour le Conseil National du Crédit et du Titre, juillet, 121 p.
- [RAP 8] **DUBOIS-DUNILAC Nicolas et Simon MACAIRE (2006)**, "Devenir des bacheliers de l'académie d'Orléans-Tours, promotion 2004 », Rectorat d'Orléans-Tours et LEO Centre associé Céreq, 73 p.
- [RAP 9] **DUBOIS-DUNILAC Nicolas (2006)**, "Parcours et insertion des docteurs : une approche quantitative et qualitative : le cas des docteurs issus de l'Ecole Doctorale des Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université d'Orléans – promotions 2002-2005", rapport pour l'Ecole Doctorale SHS378, Université d'Orléans.
- [RAP 10] **DUBOIS-DUNILAC Nicolas, Simon MACAIRE et Joaquim TIMOTEO (2006)**, "Etude complémentaire sur l'entrée de la vie active des sortants du système éducatif : quelles explications à la situation plus difficile des jeunes filles et à la faible emprise des mesures pour l'emploi sur leur situation ?", rapport pour le Conseil Régional Centre, à paraître.
- [RAP 11] **LAVIGNE Anne (2003)**, "Le marché français de l'assurance en 2001", Conseil National des Assurances, Rapport pour le Président de la République, avril.
- [RAP 12] **LAVIGNE Anne (2006)**, "Gouvernance et investissement des fonds de pension privés aux Etats-Unis", Contribution pour le rapport « *L'évolution de l'épargne complémentaire pour la retraite sous forme de plans d'épargne d'entreprise gérés par les fonds de pension* », DREES, janvier ; [DR LEO 2006-20].
- [RAP 13] **MACAIRE Simon et Joaquim TIMOTEO (2005)**, "Tableau économique de la formation professionnelle en région Centre : une démarche exploratoire", rapport pour le Conseil Régional Centre, 95 p.
- [RAP 14] **MACAIRE Simon et Joaquim TIMOTEO (2005)**, "Quatre ans après leur sortie de formation professionnelle, quelle est la situation des jeunes en région Centre ?", rapport pour le Conseil Régional Centre, 67 p.
- [RAP 15] **NENOVSKY Nikolay (2005)**, "Convergence of Bulgarian Economy to the European Economy", The First Economic Report for President of the Republic of Bulgarian, (I. Kalfin, P. Oresharsky and D. Ivanoc, N. Nenovsky, eds.), Chapter 1, 9-28.
- [RAP 16] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, "Convergence of Bulgarian Economy", The Second Economic Report for President of the Republic of Bulgarian, (N. Nenovsky, S. Statev, eds.), Chapter 1, part 1, 9-58.

- [RAP 17] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, "Macroeconomic Performance as a Result of Utilizing European Funds", The Second Economic Report for President of the Republic of Bulgarian, (N. Nenovsky, S. Statev, éd.), Chapter 1, part 2, 59-79.
- [RAP 18] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, "Introduction", The Second Economic Report for President of the Republic of Bulgarian, (N. Nenovsky, S. Statev, éd.), Chapter 1, part 2, 5-8.
- [RAP 19] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, "Conclusion", The Second Economic Report for President of the Republic of Bulgarian, (N. Nenovsky, S. Statev, éd.), Chapter 1, part 2, 145-149.
- [RAP 20] **RABAUD Isabelle (2004)**, (en collaboration avec D. Nivat), "Investissements directs et activité des entreprises étrangères : un point méthodologique", groupe de travail « *Compétitivité* » du CAE et cité dans le rapport « *Mondialisation et recomposition du capital des entreprises européennes* », Commissariat Général au Plan, janvier.
- [RAP 21] **RABAUD Isabelle (2006)**, (en collaboration avec B. Guillochon, X. Niel et C. Peyroux), "La mesure des échanges internationaux de services", Rapport CNIS (Centre National de l'Informatique Statistique), février.

6.2. Articles en révision (REV)

6.2.1. Revues internationales (REVI)

- [REVI 1] **BUNDA Irina et Jean-Baptiste DESQUILBET (2006)**, "The Bank Liquidity Smile Across Exchange Rate Regimes", Cahiers de Recherche de l'Université de Sofia in « *Current Challenges, New European Perspectives* » ; en révision pour l'*International Economic Journal* ; [DR LEO 2003-06].
- [REVI 2] **DESQUILBET Jean-Baptiste et Nikolay NENOVSKY (2006)**, "Credibility and Adjustment : Gold Standards Versus Currency Boards Compared", en revision pour *Journal of International Relations and Development* ; *William Davidson Institute W.P. 692*, University of Michigan ; Bulgarian National Bank, [D.P. 39] ; [DR LEO 2004-22].
- [REVI 3] **FOUQUAU Julien, Christophe HURLIN et Isabelle RABAUD (2006)**, "The Feldstein-Horioka Puzzle: a Panel Smooth Transition Regression Approach", en révision pour *Economic Modelling*; [DR LEO 2006-23].
- [REVI 4] **JOVANOVIC Franck (2006)**, "Le modèle de marche aléatoire dans la théorie financière quantitative de 1863 à 1976", en révision pour *Recherches Economiques de Louvain*.
- [REVI 5] **LAVIGNE Anne (2006)** (en collaboration avec Ch. Berger), "The French Pension Trust Fund: can it Cope with the expected Financial Unsustainability of the PAYG Pension System ?", en revision pour *Journal of Pension Economics and Finance* ; [DR LEO 2005-26].
- [REVI 6] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, (en collaboration avec J.-M. Figuet), "Convergence and Shocks in the Road to EU : Empirical Investigators for Bulgaria and Romania", en revision pour *Comparative Economic Studies*; [*W.P. William Davidson Institute, Working paper, n°810*, University of Michigan].
- [REVI 7] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, "Lenin and Currency Competition. Reflexions on the NEP Period (1922-1924)", en revision pour *CATO Journal*.
- [REVI 8] **NENOVSKY Nikolay (2006)**, "Monetary Convergence on Road to the EMU: Conceptual Problems for Eastern Europe, New Perspectives on Political Economy", Forthcoming as a Chapter in « *The Wider Europe: Institutions and Transformation* », Kyoto University Press, en révision.

- [REVI 9] **PATILEA Valentin (2003-2004)**, (en collaboration avec J. Foncel et M. Hristache), "Semiparametric Single-Index Poisson Regression Model with Unobserved Heterogeneity", en révision ; [DR CREST-INSEE 2004-04 ; DR LEO 2003-33].
- [REVI 10] **PATILEA Valentin (2006)**, (en collaboration avec D. Böhning), "A Capture-Recapture Approach for Screening Using Two Diagnostic Tests with Availability of Disease Status of the Test-Positives Only", en seconde revision pour *Journal of the American Statistical Association*.
- [REVI 11] **PATILEA Valentin (2006)**, (en collaboration avec D. Karlis), "Bootstrap Confidence Intervals in Mixtures of Discrete Distributions", en seconde revision pour *Journal of Statistical Planning and Inference*; [DR CREST-INSEE 2004-06].

6.2.2. Revues nationales (REVN)

- [REVN 1] **BOUJEDRA Faouzi (2006)**, "L'analyse du risque d'investissement dans les pays en développement : étude empirique", en révision pour *Banque et Marchés* ; [DR LEO 2004-21].
- [REVN 2] **LAARADH Kamel (2006)**, "Performance des investisseurs institutionnels britanniques : Fonds de pension vs Unit Trusts", en révision pour *Banque et Marchés* ; [DR LEO 2005-28].

6.3. Documents de recherche (DOC)

MIMEO :

- [DOC 1] **BANGAKE Chrysost (2005)**, "Similarity of Supply and Demands Shocks between African Countries", mimeo.
- [DOC 2] **BANGAKE Chrysost, Jean-Baptiste DESQUILBET et Nabil JEDLANE (2006)**, "Régime de change pour les petits pays", miméo.
- [DOC 3] **BRETON Régis (2005)**, "Monnaie bancaire dans une économie schumpétérienne", miméo, mai.
- [DOC 4] **BRETON Régis (2006)**, "Monitoring and the Acceptability of Bank Money", mimeo, juin.
- [DOC 5] **CALAVREZO Oana et Emmanuelle WALKOWIAK (2006)**, (en collaboration avec R. Duhautois) "Le chômage partiel : quelles tendances ?", Centre d'études de l'emploi, DR n° 68, septembre.
- [DOC 6] **DESQUILBET Jean-Baptiste et Nikolay NENOVSKY (2003)**, "Exploring the Currency Board Mechanics: A Basic Formal Model", [Bulgarian National Bank discussion paper n°35/2003].
- [DOC 7] **DESQUILBET Jean-Baptiste et Nikolay NENOVSKY (2006)**, "The Bulgarian National Bank, the Fiscal Reserve and the Money Multiplier", [Bulgarian National Bank DP].
- [DOC 8] **DIALLO Boubacar (2006)**, "Un modèle de « Credit Scoring » pour une institution de micro-finance africaine : le cas de Nyesigiso au Mali", miméo.
- [DOC 9] **FALL Mouhamadou (2003)**, "Tests génétiques et dynamique d'ajustement des contrats", miméo.
- [DOC 10] **FALL Mouhamadou (2003)**, "Assurance et tests génétiques : les campagnes de dépistage sont-elles compatibles aux lois bioéthiques ?", miméo.

- [DOC 11] **FALL Mouhamadou (2005)**, "Single Crossing Property and Spence Mirrlees Condition in a Moral Hazard and Adverse Selection Model: an Application to Genetic Testing", mimeo.
- [DOC 12] **GREGORIADIS Nelly, Florina SEMENESCU et Patrick VILLIEU (2006)**, "Monetary Policy and Inflation Divergences in a Heterogeneous Monetary Union", mimeo, avril.
- [DOC 13] **HURLIN Christophe (2004)**, (en collaboration avec S. Lechevalier), "The Heterogeneity of Employment Adjustment Across Japanese Firms. A Study Using Panel Data", [*Couverture Orange CEPREMAP*].
- [DOC 14] **JOVANOVIC Franck, (2003)**, "Why does the History of Financial Economics have to be Rebuilt; On missing Historical Causality in Most of Existing Works?", mimeo.
- [DOC 15] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "La sécurisation des trajectoires professionnelles : cadre d'analyse général et enjeux théoriques et sociétaux", miméo.
- [DOC 16] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2005)**, "La règle d'or des finances publiques : y a-t-il un « Free Lunch ? »", miméo, novembre.
- [DOC 17] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2006)**, "Long-Run Monetary and Fiscal Policy Trade-Off in an Endogenous Growth Model with Transactions Costs", mimeo, avril.
- [DOC 18] **NENOVSKY Nikolay (2003)**, (en collaboration avec P. Garelo), "Reflections on the Evolution of Institutions in Post-Communist Countries", UNWE, mimeo.
- [DOC 19] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, (en collaboration avec P. Chobanov), "Money Market Liquidity under Currency Board – Empirical Investigations for Bulgaria", (*William Davidson Institute*, W.P. n°617, University of Michigan).
- [DOC 20] **NENOVSKY Nikolay (2004)**, (en collaboration avec Y. Rizopoulos), "Measuring the Institutional Change of the Monetary Regime in a Political Economy Perspective", [*William Davidson Institute*, W.P. n°732, University of Michigan].
- [DOC 21] **RABAUD Isabelle (2003)**, "La méthodologie de la base CHELEM du CEPII : un point sur la base balance des paiements", miméo CEPII, 8 décembre.
- [DOC 22] **RABAUD Isabelle (2004)**, "Balance of Payments Database : a User-guide", miméo CEPII, 6 septembre.
- [DOC 23] **RINGUEDE Sébastien (2003)**, "Working Force Management Modes in the Establishments of the REPONSE Survey – Highlighting and Implications in Terms of Wages, Economic Profitability and Social Climate", mimeo.

Articles en soumission :

- [DOC 24] **ACCLASSATO Denis H. (2006)**, "Taux d'intérêt effectif, viabilité financière et financement des petits opérateurs économiques par les institutions de microfinance au Bénin", soumis aux *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, CIRIEC, Liège (Belgique).
- [DOC 25] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2005)**, "Concurrence fiscale et redistribution dans l'UEM : l'intérêt d'une intervention supra-nationale", [DR LEO 2005-32], soumis à *Fiscal Studies*.

- [DOC 26] **BELLANDO Raphaëlle (2006)**, "Le problème d'agence dans la délégation de gestion de portefeuille : une revue de la littérature", [DR LEO 2006-03] ; soumis à la *Revue Economie Politique*.
- [DOC 27] **COLLETAZ Gilbert (2005)**, "A Multiple Variance-ratio Test based on Ranks", pour proposition de publication.
- [DOC 28] **COLLETAZ Gilbert et Christophe HURLIN (2006)**, "Threshold Effects in the Public Capital Productivity: An International Panel Smooth Transition Approach", [DR LEO 2006-01] ; pour proposition de publication.
- [DOC 29] **FALL Mouhamadou et Anne LAVIGNE (2006)**, "Multi-period Health Insurance Contracts and Bayesian Updating of Beliefs", [DR LEO 2006-37] ; soumis à *Journal of Health Economics*.
- [DOC 30] **FOUQUAU Julien (2006)**, "Effets de Seuil dans la Loi d'Okun : Une évaluation sur Données de Panel", [DR LEO 2006-09] ; soumis à la *Revue Economique*.
- [DOC 31] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2006)**, (en collaboration avec K. Courant), "Les emprunts de la Ville de Paris durant l'Entre-deux-guerres", in *Trois siècles d'histoire financière française*, vol. III « le XX^{ème} siècle », soumis aux Publications de la Sorbonne.
- [DOC 32] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2006)**, "Le triomphe de la gestion collective de l'épargne", in *Trois siècles d'histoire financière française*, vol. III « le XX^{ème} siècle », soumis aux Publications de la Sorbonne.
- [DOC 33] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2006)**, (en collaboration avec J. Berthon), « *Les emprunts tontiniers de l'Ancien régime : un exemple d'ingénierie financière* », [DR LEO 2005-22] ; soumis aux Publications de la Sorbonne.
- [DOC 34] **JOVANOVIC Franck (2004)**, "Informative Prices, Rational Investors: The Emergence of the Random Walk Hypothesis and the 19th Century Science of Financial Investments. A Comment", soumis à *History of Political Economy*.
- [DOC 35] **JOVANOVIC Franck (2004)**, "The Construction of the Canonical History of Financial Economics", soumis à *History of Political Economy*.
- [DOC 36] **LAARADH Kamel (2006)**, "Performance Persistence of UK Institutional Investors : Pension Funds vs Unit Trusts", soumis à la *Revue Française de Gestion*.
- [DOC 37] **LAVIGNE Anne (2006)**, "L'histoire de la Bourse depuis 1960", in *Trois siècles d'histoire financière française*, vol. III « le 20^{ème} siècle », soumis aux publications de la Sorbonne.
- [DOC 38] **LELART Michel (2006)**, "Le thaler de Marie-Thérèse d'Autriche : une monnaie internationale de 1750 à nos jours ?", soumis à « *Economie et société* », ISMEA.
- [DOC 39] **LE QUERE Françoise (2005)**, "L'intégration des marchés financiers en Europe", *Trois siècles d'histoire financière française*, vol. III « le XX^{ème} siècle », soumis aux Publications de la Sorbonne.
- [DOC 40] **LEVIEUGE Grégory (2005)**, (en collaboration avec Ch. Blot), "Are MCIs Good Indicators of Economic Activity ? Evidence from the G7 Countries", soumis à *Open Economics Review*.
- [DOC 41] **LEVIEUGE Grégory (2005)**, "Is there a Textbook Monetary Policy Transmission Channel in the Euro Area ?", soumis à *European Review of Economics and Finance*.
- [DOC 42] **LEVIEUGE Grégory (2005)**, "Canal du capital bancaire et politique prudentielle contra-cyclique dans un modèle d'équilibre général dynamique", soumis à *Annales d'Economie et de Statistique*.

- [DOC 43] **PATILEA Valentin (2006)**, (en collaboration avec P. Lavergne), "Breaking the Curse of Dimensionality in Nonparametric Testing", soumis *Journal of Econometrics*.
- [DOC 44] **PATILEA Valentin (2006)**, (en collaboration avec O. Lopez et M. Delecroix), "Nonlinear Censored Regression Using Synthetic Data", [DR CREST-INSEE 2006-10] ; soumis à *Scandinavian Journal of Statistics*.
- [DOC 45] **URECHE-RANGAU Loredana (2003)**, "Les emprunts de l'État français durant l'Entre-deux-guerres", in *Trois siècles d'histoire financière française*, vol. III « le XX^{ème} siècle », soumis aux éditions Les Publications de la Sorbonne.
- [DOC 46] **WALKOWIAK Emmanuelle (2005)**, (en collaboration avec J.-F. Jacques), "Low Wage and High Unemployment: the Role of Social Interactions in Hiring Discriminations", [Working Paper de l'Eurisco n°2005-7] ; soumis au *Journal of Socio-Economics*.
- [DOC 47] **WITWTER Jérôme (2003)**, "Fair Exchanges: a Normative Characterization of the Walrasian Allocation Rule", soumis au *Journal of Public Economic Theory*.
- DR LEO :**
- [DOC 48] **ACCLASSATO Denis H. (2006)**, "Taux d'intérêt effectif, viabilité financière et réduction de la pauvreté par les institutions de microfinance au Bénin", [DR LEO 2006-15].
- [DOC 49] **ARY TANIMOUNE Nasser (2003)**, "Recomposition des systèmes financiers africains et impacts des politiques financières : essai de modélisation", [DR LEO 2003-04].
- [DOC 50] **ARY TANIMOUNE Nasser (2003)**, "Marges et profitabilité des banques dans l'union économique et monétaire ouest africaine", [DR LEO 2003-05].
- [DOC 51] **ARY TANIMOUNE Nasser (2003)**, "Évaluation du seigneurage dans une union monétaire : application à l'UEMOA", [DR LEO 2003-12].
- [DOC 52] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2003)**, "Assurance et discipline budgétaire dans l'UE : les enseignements d'un modèle théorique", [DR LEO 2003-22].
- [DOC 53] **BARBIER-GAUCHARD Amélie et Christophe BLOT (2003)**, "Les propositions de règles budgétaires dans l'UE : les enseignements d'une étude comparative", [DR LEO 2003-27].
- [DOC 54] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2004)**, (en collaboration avec Ch. Blot), "Stabilization and Fiscal Policy Coordination in an Heterogeneous Monetary Union", [DR LEO 2004-26].
- [DOC 55] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2005)**, "Les questions budgétaires dans l'Union européenne : enjeux et perspectives du fédéralisme budgétaire", [DR LEO 2005-07].
- [DOC 56] **BARBIER-GAUCHARD Amélie (2006)**, "De la concurrence fiscale à la concurrence sociale : les politiques budgétaires européennes confrontées à la mobilité", [DR LEO 2006-21].
- [DOC 57] **BAUDASSE Thierry et Thierry MONTALIEU (2004)**, "Le capital social : un concept utile pour la finance et le développement", [DR LEO 2004-25].
- [DOC 58] **BAUDASSE Thierry (2006)**, "Governance and Migration in a South-North Partnership: the Teaching of Economic Analysis", [DR LEO 2006-10].

- [DOC 59] **BAUDASSÉ Thierry (2006)**, (en collaboration avec P. Argerey et I. Hurtado Ocana), "The Labour Side Agreement in NAFTA: an Example to Follow?", [DR LEO 2006-27].
- [DOC 60] **BELKHIR Mohamed (2005)**, "Board of Directors' Size and Performance in Banking", [DR LEO 2005-13].
- [DOC 61] **BELKHIR Mohamed (2005)**, "Additional Evidence on Insider Ownership and Bank Risk-Taking", [DR LEO 2005-24].
- [DOC 62] **BELKHIR Mohamed (2006)**, "Board Structure, Ownership Structure, and Firm Performance: Evidence from Banking", [DR LEO 2006-02].
- [DOC 63] **BELLANDO Raphaëlle (2005)**, "Les travaux empiriques utilisant des données de composition du portefeuille des fonds mutuels de placement : une revue de la littérature", [DR LEO 2005-21].
- [DOC 64] **BLOT Christophe (2003)**, (en collaboration avec F. Serranito), "Convergence of Fiscal Policies in EMU: a Unit-Root Tests Analysis with Structural Break", [DR LEO 2003-26].
- [DOC 65] **BOITOUT Nicolas et Cyrille PIATECKI (2004)**, "Intraday Speculative Attacks in a Microsimulation of the Interbank FX Market", [DR LEO 2004-20].
- [DOC 66] **BOUJEDRA Faouzi (2004)**, "La prise en compte du risque pays dans le choix d'implantation des IDE dans les pays en développement", [DR LEO 2004-02].
- [DOC 67] **BOUJEDRA Faouzi (2004)**, "Risque pays, IDE et crise financière internationale : évaluation et étude empirique", [DR LEO 2004-12].
- [DOC 68] **BRETON Régis (2004)**, (en collaboration avec V. Bignon), "Accounting Transparency and the Cost of Capital", [DR LEO 2004-06].
- [DOC 69] **BRETON Régis (2006)**, (en collaboration avec B. Gobillard), "Robustness of Equilibrium Price Dispersion in Finite Market Games", [DR LEO 2006-32].
- [DOC 70] **CALDERON VILLARREAL Cuauhtémoc (2006)**, (en collaboration avec N. Aminian), "Japanese Direct Investment Determinants and the Prospects for Economic Cooperation in Northeast Asia", [DR LEO 2006-17].
- [DOC 71] **CALDERON VILLARREAL Cuauhtémoc (2006)**, (en collaboration avec L. Hernandez Bielman), "L'offre monétaire au Mexique", [DR LEO 2006-18].
- [DOC 72] **CALDERON VILLARREAL Cuauhtémoc (2006)**, "Los rendimientos crecientes y la Industria Manufacturera Regional en Mexico", [DR LEO 2006-19].
- [DOC 73] **CHATELAIN Jean-Bernard (2003)**, "Structural Modelling of Financial Constraints on Investment: Where do we Stand?", [DR LEO 2003-28].
- [DOC 74] **CLEMENT David et Christophe HURLIN (2003)**, (en collaboration avec F. Serres), "Les facteurs du déclassement au premier emploi : définitions statistiques et subjectives", [DR LEO 2003-14].
- [DOC 75] **CLEMENT David et Sylvie MENDES-CLEMENT (2003)**, (en collaboration avec L. Bonnal), "D'une génération à l'autre : la primo insertion des hommes sortants de niveau V en 1992 et 1998", [DR LEO 2003-18].
- [DOC 76] **CLEMENT David, Xavier GALIEGUE et Paola TISSEUR (2005)**, "Les relations inter-entreprises dans les industries liées à la défense : une étude à partir d'un modèle LOGIT", [DR LEO 2005-20].

- [DOC 77] **DJELASSI Mouldi (2004)**, "Les conséquences des réformes financières sur l'intermédiation bancaire en Tunisie", [DR LEO 2004-03].
- [DOC 78] **DJELASSI Mouldi (2005)**, (en collaboration avec Z. Mourad), "La libéralisation financière peut-elle augmenter ou réduire l'épargne ? Une analyse de l'expérience tunisienne", [DR LEO 2005-11].
- [DOC 79] **DRAGOS Cristian (2005)**, "Spécification de la structure arborescente du modèle Nested Logit par une méthode d'analyse des données – application au marché roumain de l'automobile", [DR LEO 2005-10].
- [DOC 80] **ELMSIYAH Cherif (2005)**, "La surveillance complémentaire des conglomérats financiers", [DR LEO 2005-14].
- [DOC 81] **FALL Mouhamadou et Anne LAVIGNE (2006)**, "Contrats d'assurance multipériodiques et déformation des croyances", [DR LEO 2006-05].
- [DOC 82] **FOUQUAU Julien, Christophe HURLIN et Isabelle RABAUD (2006)**, "The Feldstein-Horioka Puzzle: a Panel Smooth Transition Regression Approach", [DR LEO 2006-23].
- [DOC 83] **GALLAIS-HAMONNO Georges (2006)**, "L'extraordinaire modernité technique du « Grand Parti de Lyon » de 1555", [DR LEO 2006-06].
- [DOC 84] **GAZE Pierre (2005)**, (en collaboration avec D. Bounie), "Paiement et Internet : analyse, enjeux et perspectives de recherche en économie bancaire", [DR LEO 2005-06].
- [DOC 85] **HAVET Nathalie (2003)**, (en collaboration avec C. Sofer), "Male and Female Careers: a Dynamic Model of Statistical Discrimination", [DR LEO 2003-10].
- [DOC 86] **HAVET Nathalie (2003)**, "Écarts salariaux et disparités professionnelles entre sexes : développements théoriques et validité empirique", [DR LEO 2003-11].
- [DOC 87] **HAVET Nathalie (2003)**, "L'insertion professionnelle des jeunes et mesures publiques : des trajectoires différenciées entre hommes et femmes", [DR LEO 2003-17].
- [DOC 88] **HAVET Nathalie (2004)**, "Le rôle de la formation en entreprise dans l'évolution différenciée des carrières hommes/femmes : l'exemple canadien", [DR LEO 2004-01].
- [DOC 89] **HURLIN Christophe (2003)**, "How Estimate the Productivity of Public Capital?", [DR LEO 2003-13].
- [DOC 90] **HURLIN Christophe (2004)**, "Testing Granger Causality in Heterogeneous Panel Data Models with fixed Coefficients", [DR LEO 2004-05].
- [DOC 91] **HURLIN Christophe (2004)**, "A Note on Causality Tests in Panel Data Models with Random Coefficients", [DR LEO 2004-09].
- [DOC 92] **HURLIN Christophe (2004)**, (en collaboration avec V. Mignon), "Guide Pratique des Séries Non Stationnaires en Panel. Partie I : Tests de Racine Unitaire", [DR LEO 2004-10].
- [DOC 93] **HURLIN Christophe (2004)**, (en collaboration avec B. Venet), "Financial Development and Growth : a Re-Examination Using a Panel Granger Causality Test", [DR LEO 2004-18].
- [DOC 94] **HURLIN Christophe (2004)**, "Nelson and Plosser revisited: a Re-Examination Using OECD Panel Data", [DR LEO 2004-23].

- [DOC 95] **HURLIN Christophe (2006)**, (en collaboration avec V. Mignon), "Une synthèse des tests de cointégration sur données de panel", [DR LEO 2006-12].
- [DOC 96] **JEDLANE Nabil (2005)**, "Des caisses d'émission au Maghreb ?", [DR LEO 2005-18].
- [DOC 97] **JENNEQUIN Hugues et Isabelle RABAUD (2006)**, "Location of Industries in MENA Countries, in EU and NMS: a Comparative Analysis ?", [DR LEO 2006-29].
- [DOC 98] **LAARADH Kamel (2006)**, "Les marchés des investisseurs institutionnels sont-ils efficaces : cas des fonds de pension et des Unit Trusts britanniques", [DR LEO 2006-04].
- [DOC 99] **LAVIALLE Christophe (2004)**, "La précarité : une fatalité ? Réflexions sur l'articulation entre protection sociale et marchés du travail", [DR LEO 2004-29].
- [DOC 100] **LAVIALLE Christophe (2004)** (en collaboration avec G. Deleplace), "L'actualité théorique du chapitre 17 de la « Théorie Générale »", [DR-LEO 2004-30].
- [DOC 101] **LAVIALLE Christophe (2004)**, "Pragmatisme de Keynes, pragmatisme keynésien et généralité de la « Théorie Générale »", [DR-LEO 2004-31].
- [DOC 102] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "Du gouvernement à la gouvernance ; la déconstruction du politique par l'économique", [DR LEO 2006-35].
- [DOC 103] **LAVIALLE Christophe (2006)**, "Institutional Varieties and Governance of Labour Markets in Europe", W.P. Go-EuroMed, [DR LEO 2006-36].
- [DOC 104] **LAVIGNE Anne (2004)**, (en collaboration avec Ph. Bernard, N. El Mekkaoui de Freitas et R. Mahieu), "Increase in Life-Expectancy and Saving Behaviour", [DR LEO 2004-13].
- [DOC 105] **LAVIGNE Anne (2004)**, "Partage des informations entre les prêteurs sur le marché du crédit : quelques éléments d'analyse théorique et empirique", note pour le Comité consultatif de la Banque de France, juin, 13 p. ; [DR LEO 2005-25].
- [DOC 106] **LESPAGNOL Charlotte (2006)**, "Structure par terme et règle de politique monétaire", [DR LEO 2006-08].
- [DOC 107] **LEVIEUGE Grégory (2003)**, "Cycle financier des années 1990 : qu'avons-nous appris sur les effets de richesse ?", [DR LEO 2003-08].
- [DOC 108] **MENDES-CLEMENT Sylvie (2003)**, (en collaboration avec L. Bonnal), "L'accès au premier emploi des apprentis et des lycéens : peut-on parler de différences ?", [DR LEO 2003-21].
- [DOC 109] **MENDES-CLEMENT Sylvie (2004)**, (en collaboration avec L. Bonnal et P. Favard), "Peut-on encore occuper des emplois qualifiés après un CAP ou un BEP ?", [DR-LEO 2004-27].
- [DOC 110] **MICLEA-POP Diana (2004)**, "Is the Romanian Market for Corporate Control Atypical? Empirical Evidence on Takeover Bids: 1998-2002", [DR LEO 2004-24].
- [DOC 111] **MICLEA-POP Diana (2006)**, (en collaboration avec J. Le Maux), "Ownership and Performance Patterns in South Eastern Europe: Evidence from Croatia and Romania", [DR LEO 2006-14].
- [DOC 112] **MICLEA-POP Diana (2006)**, "Corporate Governance Solutions for Transition Economies: Representations and Warranties in Takeover Agreements", [DR LEO 2006-25].

- [DOC 113] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2005)**, "Persistent Deficit, Growth and Indeterminacy: The « Golden Rule » of Public Finance Revisited", [DR LEO 2005-04].
- [DOC 114] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2005)**, "Borrowing to Finance Public Investment? Sense and Nonsense of the « Golden Rule of Public Finance »", [DR LEO 2005-05].
- [DOC 115] **MINEA Alexandru et Patrick VILLIEU (2006)**, "Threshold Effects in Monetary and Fiscal Policies in a Simple Cash-In-Advance Endogenous Growth Model", [DR LEO 2006-39].
- [DOC 116] **MONTALIEU Thierry et Isabelle RABAUD (2006)**, "Trade in Services: How does it Work for MENA Countries ?", [DR LEO 2006-30].
- [DOC 117] **MOUGANI Gabriel (2004)**, (en collaboration avec A. Moulemvo), "Evaluation économétrique de la soutenabilité de la dette extérieure des pays de la CEMAC", [DR LEO 2004-17].
- [DOC 118] **MOUGANI Gabriel (2006)**, "Intégration financière internationale, incidences macroéconomiques et volatilité des flux de capitaux extérieurs : une analyse empirique dans le cas des pays de la CEMAC", [DR LEO 2006-07].
- [DOC 119] **MOUGANI Gabriel (2006)**, (en collaboration avec Ch. Massamba), "Modélisation et prévision des indices des prix à la consommation au Congo", [DR LEO 2006-22].
- [DOC 120] **PIATECKI Cyrille (2006)**, "Pourquoi conduit-on à droite ? une investigation historique dans la genèse d'un conflit de normes", [DR LEO 2006-33].
- [DOC 121] **POLLIN Jean-Paul et Anne Gaël VAUBOURG (2005)**, "Corporate Governance Systems and Institutional Complementarities: What Consequences for European Financial Integration ?", [DR LEO 2005-12].
- [DOC 122] **POP Adrian (2004)**, "The Indirect Channel of Market Discipline: Evidence from European Bank Debt Markets (1995-2002) – Testing the « *sine qua non* » Hypothesis", [DR LEO 2004-14].
- [DOC 123] **POP Adrian (2005)**, "Argument en faveur d'une Politique de Dette Subordonnée obligatoire", [DR LEO 2005-29].
- [DOC 124] **REZAEI Amir (2005)**, "La mesure de performance de la gestion indiciaire française", [DR LEO 2005-27].
- [DOC 125] **RIETSCH Christian (2003)**, "Libéralisation du secteur des télécommunications et changements techniques à Nouakchott (Mauritanie)", [DR LEO 2003-03].
- [DOC 126] **RIETSCH Christian (2006)**, "L'erreur dans la caisse Lafarge", [DR LEO 2006-24].
- [DOC 127] **SARR Felwine (2005)**, "La soutenabilité de la politique budgétaire dans la zone UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) : essai d'évaluation théorique et empirique", [DR LEO 2005-16].
- [DOC 128] **SOSSOU Gilles Armand (2005)**, "Les savoirs pharmaceutiques africains et leur valorisation : apprentissage et adaptation des compétences", [DR LEO 2005-15].
- [DOC 129] **STRIMBU-LEE Svetlana (2006)**, "Modèle d'équilibre général calculable appliqué à la Roumanie", [DR LEO 2006-11].
- [DOC 130] **TRABELSI EL GHARBI Myriam (2006)**, "La réaction du marché boursier français à l'annonce de l'émission de différents types de dettes", [DR LEO 2006-31].

[DOC 131] **VO THI Phuong Nga (2006)**, "Tarification du crédit bancaire : de Bâle II au quotidien", [DR LEO 2006-28].

6.4. Notes de jurisprudence

- [JURIS 1] **GRANIER Thierry (2004)**, "Chronique de droit financier n° 4", Centre de droit financier de l'université de Paris I, *Petites Affiches*, n° 84, 27 avril, 3 et s.
- [JURIS 2] **GRANIER Thierry (2004)**, "Détermination de la responsabilité civile du commissaire aux comptes", note de jurisprudence sous Cass. com 23 septembre 2003, *Revue des Sociétés*, 379.
- [JURIS 3] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Transsexualisme, concubinage homosexuel et hétérosexuel et prestations sociales", CJCE 7 janvier, aff. C-117/01, K.B. et NHS Pensions Agency, Secretary of State for Health, *Revue Jurisprudence Sociale*, 4/04, 263.
- [JURIS 4] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Suspension de la pension de retraite et violation de la convention EDH", CE 7 janvier, n°225451, Greselle, *Revue Jurisprudence Sociale*, 4/04, n° 467.
- [JURIS 5] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Transfert d'entreprise, reprise par une personne de droit public et juge compétent", T. Confl. 19 janvier, Devun c/ Commune de Saint-Chamond, *Revue Jurisprudence Sociale*, 5/04, n° 506.
- [JURIS 6] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Exercice d'une activité professionnelle libérale en France et dispense d'affiliation à la sécurité sociale française", Civ. 2^{ème} 20 janvier, CARCD c/ Mme Schonfelder, *Droit Social*, 571.
- [JURIS 7] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Les laboratoires français d'analyse médicale doivent s'ouvrir à la concurrence européenne", CJCE 11 mars, aff. C-496/01, Commission c./ République française, *Revue Jurisprudence Sociale*, 6/04, 445.
- [JURIS 8] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "La fixation du taux de remboursement des médicaments est-elle contraire aux règles du droit de la concurrence ?", CJCE 16 mars, aff.C-264/01, AOK Bundesverband et autres c./ Ichthyol-gesellschaft Cordes, Hermani & co. et autres, *Revue Jurisprudence Sociale*, 6/04, 440.
- [JURIS 9] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Droit aux congés annuels payés à une période distincte du congé de maternité", CJCE 18 mars, aff.C-342/01, Merino Gomez et Continental Industrias, *Revue Jurisprudence Sociale*, 6/04, 439.
- [JURIS 10] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Cures thermales à l'étranger : des précisions qui intéresseront l'assurance maladie française", CJCE 18 mars, aff. C-8/02, Leichtle et Bundesanstalt für Arbeit, *Revue Jurisprudence Sociale*, 6/04, 446.
- [JURIS 11] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Citoyenneté de l'Union, résidence non habituelle et droit aux prestations de chômage", CJCE 23 mars, aff.C-138/02, Collins, *Liaisons Sociales Europe*, 15 avril, n° 102, 2.
- [JURIS 12] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Précisions sur le calcul des indemnités journalières pendant le congé de maternité", CJCE 30 mars, aff.C-147/02, Alabaster c./ Woolwich plc et Secretary of State for Social, Security, *Liaisons Sociales Europe*, 13 mai, n° 104, 3.
- [JURIS 13] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Organisations représentant les travailleurs et accès aux procédures communautaires", CJCE 1^{er} avril, aff.263/02 P, Commission c./ Jégo-Quéré et Cie SA, *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/04, 597.

- [JURIS 14] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Droit des étrangers à l'AAH, Convention EDH", Civ. 2^{ème} 6 avril, Alic c./ CAF Paris, *Revue Jurisprudence Sociale*, 7/04, n° 850.
- [JURIS 15] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Droit aux allocations familiales des enfants étrangers mineurs", Cass. ass. Plén. 16 avril, DRASS Pays de Loire c/ Lingouala et al., *Revue Jurisprudence Sociale*, 7/04, n° 849.
- [JURIS 16] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Statut des ressortissants turcs en matière de sécurité sociale", CJCE 28 avril, aff. 373/02, Sakir Öztürk et Pensionsversicherungsanstalt der Arbeiter, *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/04, 600.
- [JURIS 17] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Exportation des minima sociaux dans l'Union Européenne : blocage de la Cour de justice", CJCE 29 avril, aff.160/02, Skalka et Sozialversicherungsanstalt der gewerblichen Wirtschaft, *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/04, 598.
- [JURIS 18] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Prise en charge des soins hospitaliers dispensés dans un établissement privé britannique", Civ. 2^{ème} 25 mai, CPAM Montpellier-Lodève c/ Gérona et al., *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/04, n° 961.
- [JURIS 19] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Preuve d'heures supplémentaires accomplies par un chauffeur routier", Cass. soc. 2 juin, Rémy X. c/ Groupe Cayon, *Revue Jurisprudence Sociale*, 10/04, n° 1117.
- [JURIS 20] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Congés payés – combinaison avec un congé de maternité", Cass. soc. 2 juin, Société Meubles Wieder SA c/ Mme Duret, FS-PBRI, *Droit Social*, 1028.
- [JURIS 21] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Discrimination entre les sexes : retour sur la problématique de la comparabilité des situations", CJCE 8 juin, aff.C-220/02, Österreichischer Gewerkschaftsbund, Gewerkschaft der Privatgestellten, *Revue Jurisprudence Sociale*, 1/05, 9.
- [JURIS 22] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Officiers de la marine marchande, inopposabilité de la condition de nationalité française", Cass. crim. 23 juin, Elian Castaing, FS-PB, *JurisClasseur Protection Sociale*, éd.G, II, 10154.
- [JURIS 23] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Précisions sur l'accès aux prestations d'assistance sociale des inactifs", CJCE 7 septembre, aff.C-456/02, Michel Trojani et Centre public d'aide sociale de Bruxelles, *Liaisons Sociales Europe*, 30 septembre, n° 112, 8-9.
- [JURIS 24] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Accès des étrangers aux organes de représentation des intérêts des travailleurs dans l'entreprise", CJCE 16 septembre, aff.C-465/01, Commission c/ République d'Autriche, *Revue Jurisprudence Sociale*, 1/05, 11.
- [JURIS 25] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Quelles règles nationales un Etat membre est-il autorisé à appliquer à un travailleur détaché sur son territoire dans le cadre d'une prestation de services ?", CJCE 12 octobre, aff.C-60/03, Wolff et Müller et Co. KG c/ José Filipe Pereira Félix et CJCE 21 octobre, aff.C-445/03, Commission c/ Luxembourg, *Revue Jurisprudence Sociale*, 3/05, 189.
- [JURIS 26] **LHERNOULD Jean-Philippe (2004)**, "Le statut des salariés repris par l'Etat dans le cadre d'un transfert d'entreprise", CJCE 11 novembre, aff.C-425/02, Delahaye, *Revue Jurisprudence Sociale*, 3/05, 184.
- [JURIS 27] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "L'accès des étrangers aux bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux", CE 2 février, David X et CJCE 15 mars, aff.C-209/03, Bidar, *Droit Social*, 1018.

- [JURIS 28] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Refus de remboursement de soins hospitaliers prodigués hors de France", Civ. 2^{ème} 15 février, CPAM Gironde c/ M. Marty et Civ. 2^{ème} 15 février, Matheys c/ CPAM de l'Eure et DRASS Rouen, *Droit Social*, 592.
- [JURIS 29] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Les tribunaux clarifient l'assujettissement des transfrontaliers à la CSG - CRDS", Civ. 2^e, 8 mars, Sté Dalle c/ Urssaf Lille, *Liaisons Sociales Europe*, 14 avril, n° 126, 2.
- [JURIS 30] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "De la compétence du Conseil de prud'hommes pour les travailleurs de l'Union européenne", Cass. ch. Mixte 11 mars, Société Codéviandes c/ Caruel, *Liaisons Sociales Europe*, 28 avril, n° 127, 4.
- [JURIS 31] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Egalité entre les sexes et fonction publique : la saga continue", CE 23 mars, n°266873, *Liaisons Sociales Europe*, 7 juillet, n° 132, 5.
- [JURIS 32] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Retour sur les clauses de nationalité opposable aux sportifs professionnels étrangers", CJCE 12 avril, aff.265/03, Igor Simutenkov c/ Ministerio de Educacion y Cultura et Real Federacion Espanola de Futbol, *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/05, 584.
- [JURIS 33] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Prise en charge des frais de soins prodigués dans un Etat tiers à l'Union européenne", CJCE 12 avril, aff.C-145/03, Keller c/ Instituto Nacional de la Seguridad Social, Instituto Nacional de Gestion Sanitaria, *Revue Jurisprudence Sociale*, 7/05, 513.
- [JURIS 34] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Application de la rémunération minimale de l'Etat d'accueil au salarié détaché dans le cadre d'une prestation de services", CJCE 14 avril, aff.C-341/02, Commission c/ Allemagne, *Revue Jurisprudence Sociale*, 7/05, 506.
- [JURIS 35] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Les forfaits annuels en jours, les astreintes et la Charte sociale européenne", Résolution (2005) 7 du 4 mai du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, *Revue Jurisprudence Sociale*, 7/05, 511.
- [JURIS 36] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Mise à la retraite d'un salarié ayant accompli une carrière européenne", Cass. soc. 17 mai, Van der Sande c/ Sté emballages Keyes, *Liaisons Sociales Europe*, 15 septembre, n° 135, 3.
- [JURIS 37] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "La Cour de justice précise à quel moment s'opère le transfert d'entreprise", CJCE 26 mai, aff.C-478/03, Celtec c/ John Astley, *Liaisons Sociales Europe*, 23 juin, n° 131, 2.
- [JURIS 38] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "La Cour de Justice ferme la porte aux transferts progressifs d'entreprise", CJCE 26 mai, aff.C-478/03, Celtec Ltd c/ John Astley e.a., *Revue Jurisprudence Sociale*, 12/05, 831.
- [JURIS 39] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Calcul des cotisations sociales en présence de situations transfrontalières", CJCE 26 mai, aff.C-249/04, José Allard c/ Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/05, 586.
- [JURIS 40] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Prohibition des discriminations et accès aux prestations sociales : de la participation très active de la Cour EDH", Cour EDH 6 juillet, décision sur la recevabilité des requêtes n° 65731/01 et 65900/01, STEC c/Royaume-Uni, *Revue Jurisprudence Sociale*, 4/06, 265.

- [JURIS 41] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Législation nationale de sécurité sociale applicable aux migrants n'exerçant plus d'activité professionnelle", CJCE 7 juillet, aff.C-227/03, A.J. van Pommeren-Bourgoniën c/ Raad van bestuur de Sociale verzekeringsbank, *Revue Jurisprudence Sociale*, 12/05, 839.
- [JURIS 42] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Les prestations de dépendance peuvent-elles être soumises à une condition de résidence sur le territoire national ?", CJCE 8 juillet, aff.C-502/01 et C-31/02, Silke Gaumain-Cerri et Maria Barth, *Revue de Droit Sanitaire et social*, 61.
- [JURIS 43] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "La Cour de cassation interroge la Cour de justice sur le versement à l'étranger de l'allocation du Fonds de solidarité vieillesse", Civ. 2^{ème} 21 juin, José Perez Naranjo c/ CRAM Nord-Picardie, *Revue Droit Sanitaire et Social*, 937.
- [JURIS 44] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Les mesures d'urgence pour l'emploi face au droit européen", CE 19 octobre, n°283741 et 283892, *Liaisons Sociales Europe*, 24 novembre, n° 140, 2.
- [JURIS 45] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Suppression de l'allocation supplémentaire en cas de séjour hors de France", Civ. 2^e, 2 novembre, M. A. Chakkouf c/ CRAMIF, *Droit Social*, 236.
- [JURIS 46] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Peut-on réserver une prime aux salariés étrangers ?", Cass. soc. 9 novembre, Société European Synchrotron Radiation Facility c/ M. Diot, *Semaine Sociale Lamy*, 7 janvier 2006, n° 1243, 12.
- [JURIS 47] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "La non-discrimination en raison de l'âge érigée en principe général du droit communautaire", CJCE 22 novembre, aff.C-144/04, Mangold, *Liaisons Sociales Europe*, 8 décembre, n° 141, 2.
- [JURIS 48] **LHERNOULD Jean-Philippe (2005)**, "Changement d'adjudicataire, mise à disposition d'éléments d'actifs et notion de transfert d'entreprise", CJCE 15 décembre, aff.C-232/04 et aff.C-233/04, Nurten Güney-Görres, Gul Demir c/ Securicor Aviation (Germany) Ltd, Kötter Aviation Security GmbH & Co. KG *Revue Jurisprudence Sociale*, 4/06, 261.
- [JURIS 49] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Remboursement des soins prodigués en France par une sage femme établie en Allemagne", Civ 2^{ème} 18 janvier 2006, Eliane X c/CPAM Selestat, *Droit Social*, p. 473.
- [JURIS 50] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Détachement transfrontalier de ressortissants d'Etats tiers : nouvelle condamnation pour entrave à la libre prestation des services", CJCE 19 janvier, aff.C-244/04, Commission c/ Allemagne, *Revue Jurisprudence Sociale*, 5/06, 361.
- [JURIS 51] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Protection sociale : législation applicable aux travailleurs détachés, du difficile apprentissage de la confiance entre administrations nationales", CJCE 26 janvier, aff.C-2/05, Rijksdienst voor Sociale Zekerheid c/ Herbosch Kiere NV, *Revue Jurisprudence Sociale*, 5/06, 366.
- [JURIS 52] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Calcul de l'ancienneté d'une collaboratrice enceinte lors de son recrutement", CJCE 16 février, aff.C-294/04, Carmen Sarkatzis c/ Instituto Madrileno de la Salud, *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/06, 662.
- [JURIS 53] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Exportation des prestations de dépendance : ter repetita !", CJCE 21 février, aff.C-286/03, Hosse c/ land Salzburg, *Liaisons Sociales Europe*, 16 mars, n° 148, 5.

- [JURIS 54] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "L'obligation de verser des cotisations sociales dans deux Etats membres peut être conforme au droit communautaire", CJCE 9 mars, aff.493/04, L.-H. Piatkowski c/ Inspecteur van de Belastingdienst/Grote ondernemingen Eindhoven, *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/06, 665.
- [JURIS 55] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Egalité entre les sexes et protection sociale : la Cour européenne des droits de l'Homme sous influence communautaire", Cour EDH 12 avril, Stec et autres / Royaume-Uni, req. n° 65731/01 et n° 65900/01, *Revue Jurisprudence Sociale*, 8-9/06, 668.
- [JURIS 56] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Pension de retraite et transsexualisme", CJCE 27 avril, aff. C-423/04, S. M. Richards c/Secretary of State for Work and Pensions, *Revue Droit Sanitaire et Social*, 757.
- [JURIS 57] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Soumission du NHS au dispositif des soins transfrontaliers", CJCE 16 mai, Watts C/ Bedford Primary Care Trust, *Droit Social*, 944.
- [JURIS 58] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Cotisations sociales prélevées sur les artistes de passage en France : une condamnation en trompe-l'œil du droit français", CJCE 15 juin, aff. C-255/04, Commission c/ France, chron. *Revue Jurisprudence Sociale*, 10/06, 762.
- [JURIS 59] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Les chômeurs âgés dispensés de recherche d'emploi ne peuvent pas circuler librement dans l'Union européenne", CJCE 18 juillet, aff. C-406/04, de Cuyper C/Office national de l'emploi, chron. *Revue Jurisprudence Sociale*, 10/06, 764.
- [JURIS 60] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Le droit au repos des salariés au cœur des préoccupations sociales communautaires", CJCE 7 septembre, aff. C-484/04, Commission des communautés européennes c./Royaume-Uni et Irlande du Nord, chron. *Revue Jurisprudence Sociale*, 1/07, 13.
- [JURIS 61] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Conflit de juridiction. Centre effectif des activités professionnelles. Dernier lieu de travail. Règlement communautaire 44/2001", Cass. Soc 20 septembre, Société Asstec et société Gesellschaft Sanierungstechnik GmbH c/ A. Marziale, *Droit Social*, 1200.
- [JURIS 62] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Détachement intra-communautaire de travailleurs ressortissants d'Etats tiers à l'Union européenne : un régime encore en pointillés", CJCE 21 septembre, aff. C-168/04, commission des Communautés européenne c/République d'Autriche, chron. *Revue Jurisprudence Sociale*, 1/07, 22.
- [JURIS 63] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Conditions de prise en charge de soins hospitaliers programmés hors de France", TASS Hauts-de Seine, 2 octobre, P. Inizan c/CPAM, *JurisClasseur Protection Sociale Traité*, éd., 1086.
- [JURIS 64] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Le juge communautaire tente une ouverture vers un contrôle des motifs du licenciement", Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne, 26 octobre, aff. F-1/05, Pia Landgren c./Fondation européenne pour la formation, chron. *Revue Jurisprudence Sociale*, 2/07, 124.
- [JURIS 65] **LHERNOULD Jean-Philippe (2006)**, "Conflit de juridiction. Pluralité de défendeurs. Unicité du tribunal saisi. Règlement 44/2001", Cass. Soc. 7 novembre, GlaxosmithKline c/ J.-P. Rouard, *Droit Social* 2007, 123.

7. Thèses soutenues (par ordre chronologique de soutenance)

- [THESE 1] **Nasser ARY TANIMOUNE**, *Les politiques de libéralisation financière dans les pays en voie de développement : essai d'évaluation empirique dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine*, sous la direction de J.-P. POLLIN, soutenue le 17/01/2003.
- [THESE 2] **Jean-Tarcisius MBIMI-DE-NGAMOUI**, *Industrialisation et développement : analyse comparative des différences de trajectoires entre les dragons d'Asie et les autres régions en développement*, sous la direction de B. HAUDEVILLE, soutenue le 27/01/2003.
- [THESE 3] **Nanadjim MADJIMBAYE**, *Entreprise et entrepreneurs africains : culture et dynamique entrepreneuriale, le cas du Tchad*, sous la direction de X. GALIEGUE, soutenue le 28/04/2003.
- [THESE 4] **Agada DAN BAKY**, *Essai d'analyse théorique des problèmes d'asymétrie d'information sur le marché d'assurance emprunteurs*, sous la direction de A. LAVIGNE, soutenue le 30/06/2003.
- [THESE 5] **Adriana BUNEA**, *Essai sur le développement et l'architecture des systèmes financiers dans les pays en transition : le rôle des facteurs institutionnels*, sous la direction de J.-P. POLLIN, soutenue le 22/09/2003.
- [THESE 6] **Grégory LEVIEUGE**, *Les banques centrales doivent-elles réagir aux mouvements des prix d'actifs ?*, sous la direction de J.-P. POLLIN, soutenue le 18/12/2003. Thèse primée par un accessit de la Fondation Banque de France.
- [THESE 7] **Sylvie MENDES-CLEMENT**, *Les processus de transition vers le marché du travail : une comparaison de l'insertion des apprentis et des lycéens*, sous la direction de C. SOFER, soutenue le 18/12/2003.
- [THESE 8] **Manuela DE SOUSA**, *La rentabilité de long terme des terres agricoles 1950-2000 : une analyse économique et financière*, sous la direction de G. GALLAIS-HAMONNO, soutenue le 02/02/2004. Thèse publiée.
- [THESE 9] **Dessislava TOCHEVA**, *La caisse d'émission – application à la Bulgarie – fonctionnement et perspectives*, sous la direction de M. LELART, soutenue le 22/03/2004.
- [THESE 10] **Vladimir BULATOVIC**, *Les enjeux économiques de l'interconnexion des réseaux de télécommunications*, sous la direction de X. GALIEGUE, soutenue le 12/05/2004.
- [THESE 11] **Nicolas BOITOUT**, *Modélisation de la dynamique des taux de change avec application aux marchés émergents*, sous la direction de C. PIATECKI, soutenue le 29/11/2004.
- [THESE 12] **Daoud DAOUD BARKAT**, *Réglementation du capital bancaire et risque du crédit : évaluation du nouvel accord de Bâle*, sous la co-direction de P.-C. HAUTCOEUR et A. LAVIGNE, soutenue le 08/12/004.
- [THESE 13] **Ibrahim HAROUNA-ZAKARI**, *Réflexion sur l'encadrement juridique de l'activité bancaire au Niger*, sous la direction de Th. Granier, soutenue le 26/09/2005.
- [THESE 14] **Issac DANADJI**, *Le pétrole dans le développement économique du Tchad*, sous la direction de Ch. RIETSCH, soutenue le 18/11/2005.
- [THESE 15] **Amélie BARBIER-GAUCHARD**, *Essais sur le fédéralisme budgétaire dans l'UEM : externalités et interactions stratégiques entre gouvernements*, sous la co-direction de P. VILLIEU et J. WITTWER, soutenue le 01/12/2005.

- [THESE 16] **Adrian POP**, *La discipline de marché dans la régulation bancaire : le rôle de la dette subordonnée*, sous la direction de J.-P. POLLIN, soutenue le 07/12/2005. Thèse primée par la Fondation Banque de France.
- [THESE 17] **Angelo RIVA**, *Compétition entre places financières : les Bourses de Milan et de Gênes à l'époque giolittienne, 1894-1913*, sous la direction de P.-C. HAUTCOEUR, soutenue le 12/12/2005.
- [THESE 18] **Charlotte LESPAGNOL**, *Essais sur la détermination des taux d'intérêt de long terme*, sous la direction de J.-P. POLLIN, soutenue le 15/12/2005.
- [THESE 19] **Magloire LANHA**, *Dynamiques de l'architecture financière : vers l'approfondissement financier microéconomique dans l'UEMOA*, sous la direction de J.-P. POLLIN, soutenue le 22/05/2006.
- [THESE 20] **Gabriel MOUGANI**, *Globalisation financière et intégration financière internationale : handicaps et opportunités pour les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)*, sous la direction de M. LELART, soutenue le 11/07/2006.
- [THESE 21] **Kang-Soek LEE**, *L'intégration monétaire régionale : une application au cas asiatique*, sous la direction de Ph. SAUCIER, soutenue le 15/11/2006.
- [THESE 22] **Felwine SARR**, *La coordination des politiques budgétaires en union monétaire*, sous la direction de P. VILLIEU, thèse soutenue le 17/11/2006.
- [THESE 23] **Mouhamadou FALL**, *Assurance et tests génétiques*, sous la direction de A. LAVIGNE, soutenue le 28/11/2006.
- [THESE 24] **Faouzi BOUJEDRA**, *La prise en compte du risque pays dans le choix d'implantation des investissements directs étrangers : application ou investissement en direction des pays du Sud et Est méditerranéen*, sous la co-direction de J.-B. CHATELAIN et Ph. SAUCIER, soutenue le 04/12/2006.
- [THESE 25] **Irina BUNDA**, *Analyses et régulations de l'instabilité financière internationale*, sous la co-direction de J.-B. DESQUILBET et J.-P. POLLIN, soutenue le 07/12/2006.
- [THESE 26] **Diana MICLEA-POP**, *Le financement des fusions et acquisitions d'entreprises*, sous la direction de X. GALIEGUE, soutenue le 08/12/2006.
- [HDR] **Raphaëlle BELLANDO**, soutenue le 30/06/2006.

8. Information et culture scientifique et technique (articles publiés dans des journaux)

Date	Nom de l'auteur	Titre de l'article	Journal
Année 2003			
14/01/03	Ch. LAVIALLE	<i>Relations de travail : quelle « refondation » ?</i>	République du Centre
21/01/03	Ch. LAVIALLE	<i>Comment concilier réduction des déficits publics et croissance ?</i>	République du Centre
28/01/03	A. BUNEA	<i>L'économie expérimentale et la psychologie cognitive à l'honneur dans le choix du Comité Nobel 2002</i>	République du Centre
04/02/03	Ch. LAVIALLE	<i>Les classes sociales existent-elles ? (1) Comment la science économique a-t-elle écarté la notion de classe sociale de son discours ?</i>	République du Centre
11/02/03	Ch. LAVIALLE	<i>Les classes sociales existent-elles ? (2) Les classes sociales sont-elles de retour ?</i>	République du Centre
18/02/03	A. LAVIGNE	<i>Retraites : quelles sont les grandes lignes de la réforme Raffarin ?</i>	République du Centre

25/02/03	A. LAVIGNE	<i>Retraites : quelles sont les grandes lignes de la réforme Raffarin ? (2)</i>	République du Centre
04/03/03	A. LAVIGNE	<i>Retraites : quelles sont les grandes lignes de la réforme Raffarin ? (3)</i>	République du Centre
11/03/03	Ch. BLOT G. LEVIEUGE	<i>Quelle réforme pour le Pacte de stabilité et de croissance ?</i>	République du Centre
18/03/03	Ch. LAVIALLE	<i>Croissance économique : quel impact aurait un choc pétrolier ?</i>	République du Centre
25/03/03	Ch. LAVIALLE	<i>Transitions et trajectoires sur le marché du travail : quels sont les enjeux ?</i>	République du Centre
01/04/03	Ch. LAVIALLE	<i>35 heures : moins de travail pour plus de bonheur ?</i>	République du Centre
08/04/03	Ch. LAVIALLE	<i>La crise, quelles crises ?</i>	République du Centre
15/04/03	Ch. LAVIALLE	<i>États-Unis : Comment prévenir la déflation ?</i>	République du Centre
23/04/03	Ch. LAVIALLE	<i>Pays d'Europe Centrale et Orientale : où en est la convergence ? (1) Quelle convergence</i>	République du Centre
29/04/03	Ch. LAVIALLE	<i>PECO : quelle convergence ? (2) L'ampleur de la convergence réelle</i>	République du Centre
06/05/03	Ch. LAVIALLE	<i>PECO : quelle convergence ? (3) Les contradictions des exigences de convergence nominale</i>	République du Centre
20/05/03	A. LAVIGNE	<i>Pourquoi existe-t-il des monopoles ?</i>	République du Centre
27/05/03	A. LAVIGNE	<i>Pourquoi existe-t-il des monopoles publics ?</i>	République du Centre
03/06/03	A. LAVIGNE	<i>Faut-il libéraliser le secteur de l'électricité ?</i>	République du Centre
10/06/03	I. RABAUD	<i>La France est-elle compétitive ?</i>	République du Centre
17/06/03	Ch. LAVIALLE	<i>Finance et emploi : quelle logique ?</i>	République du Centre
24/06/03	Ch. LAVIALLE	<i>Politique européenne de l'emploi : quelle logique ?</i>	République du Centre
01/07/03	Ch. LAVIALLE	<i>Politique européenne de l'emploi : quelle logique ? (2) La vision keynésienne : de la microéconomie du marché du travail à la macroéconomie du chômage</i>	République du Centre
01/07/03	Ch. LAVIALLE	<i>Politique européenne de l'emploi : quelle logique ? (3) Le retour de la dichotomie</i>	République du Centre
Année 2004			
2004	J.-P. POLLIN	A propos de la hausse des cours des hydrocarbures « <i>Pourquoi les prix du pétrole flambent-ils ?</i> »	République du Centre
24/09/04	J.-P. POLLIN	A propos du projet de budget de l'Etat et des comptes sociaux en 2005 « <i>La hausse des prélèvements peut-elle nuire à la reprise ?</i> »	République du Centre
07/09/04	J.-P. POLLIN	<i>A quoi travaillent les économistes ?</i>	Le Monde
18/10/04	J.-P. POLLIN	<i>La volatilité financière : explications et enjeux</i>	Les Echos
Année 2005			
01/02/05	J.-P. POLLIN	A propos de la conjoncture française « <i>Economie et emploi vont-ils s'améliorer cette année ?</i> »	République du Centre
16/02/05	Ch. LAVIALLE	<i>L'économie sociale et solidaire</i>	République du Centre
21/02/05	G. GALLAIS- HAMONNO	A propos des bénéfices record annoncés par plusieurs grands groupes industriels français « <i>Faut-il redistribuer les profits des entreprises ?</i> »	République du Centre
Année 2006			
04/05/06	J.-P. POLLIN	Compte-rendu pour l'article de messieurs F. Pesin et C. Stressel « <i>Le modèle allemand en question</i> »	Les Echos

Annexe 2

Liste des thèses en cours

Doctorant	Titre de la thèse	Directeur de recherche
Mahassen ABID	<i>Complémentarité substitution entre flux de facteurs et flux de marchandises</i>	M. BOUDHIAF Ph. SAUCIER
Denis ACCLASSATO HOUENSOU	<i>Réglementation et performances des institutions de micro finance : analyse des expériences en République du Bénin</i>	M. LELART
Ecatherina ANGELOVA- HINKOVA	<i>Monopole bancaire et évolution du droit financier, approche de droit comparé</i>	Th. GRANIER
Fatou BA	<i>L'intérêt de l'instauration d'un droit de la concurrence dans le processus d'intégration juridique de l'Afrique</i>	Th. GRANIER
Chrysost BANGAKE	<i>Hétérogénéité des régimes de change et coopération monétaire en Afrique</i>	Ph. SAUCIER
Mohamed BELKHIR	<i>Diagnostcs et prévisions du fonctionnement de la banque tunisienne</i>	G. GALLAIS-HAMONNO J.-P. POLLIN
Khalida BENZIDOUN	<i>Etude comparée Québec – Union européenne sur les actions positives au travail (programme d'accès à l'égalité)</i>	M. BRUNELLE J.-Ph. LHERNOULD
Céline BURAC	<i>La notion d'instrument de paiement</i>	Th. GRANIER
Casian BUTACI	<i>Solvency 2 et la réforme prudentielle des entreprises d'assurance</i>	A. LAVIGNE
Hélène CADINOT- GAFTONIUC	<i>Les interférences entre le droit de la concurrence et le droit social : l'exemple du droit français et du droit anglais</i>	J.-Ph. LHERNOULD
Oana CALAVREZO	<i>Entre flexibilité et sécurité : l'accompagnement des trajectoires et des mobilités professionnelles. Essais empiriques de microéconomie du marché du travail</i>	Ch. HURLIN Ch. LAVIALLE
Conrad COSME-VINO	<i>De la personnalité juridique des sociétés et groupements d'intérêt économique dans le droit OHADA (Droit harmonisé des affaires en Afrique)</i>	Th. GRANIER
Boubacar DIALLO	<i>Asymétrie d'information, viabilité des systèmes financiers décentralisés et lutte contre la pauvreté : cas du Mali</i>	Ch. RIETSCH
Nodjitidje DJIMASRA	<i>Efficacité productive et développement économique : illustration des pays du Sahel</i>	X. GALIEGUE
Tahsine DOUEIK	<i>D'une bourse émergente à une bourse mature, la bourse de Beyrouth 1920-1982</i>	G. GALLAIS-HAMONNO
Cristian DRAGOS	<i>Contribution à l'étude des marchés de produits différenciés</i>	X. GALIEGUE
Comlanvi Jude EGGOH	<i>Croissance endogène et développement financier</i>	F. GERO AMOUSSOUGA P. VILLIEU
Chérif ELMSIYAH	<i>La solvabilité des conglomerats financiers : évaluation, modélisation et gestion du risque</i>	A. LAVIGNE
Simona FARCAS-DRAGOS	<i>Tarifification optimale en assurance vie</i>	C. PIATECKI
Julien FOUQUAU	<i>Modèles à changement de régimes : applications à la modélisation de la dynamique des taux de change</i>	M. BEN SALEM Ch. HURLIN
Malik GARAD	<i>La pérennité de la caisse d'émission à Djibouti</i>	J.-B. DESQUILBET
Mark GAROFALO	<i>L'application de solutions multi-agents dans la modélisation et la simulation des marchés financiers</i>	C. PIATECKI
Roch Edgard GBINLO	<i>Analyse du financement de la protection de l'environnement au Bénin</i>	X. GALIEGUE
Clément GENES	<i>L'anticipation de l'inflation sur les marchés financiers, un instrument pour l'analyse de l'efficacité et de la crédibilité de la politique monétaire européenne</i>	J.-P. POLLIN
Nelly GREGORIADIS	<i>Politique monétaire et hétérogénéité dans la zone euro</i>	P. VILLIEU
Cyril GUITTEAUD	<i>La libre circulation des malades</i>	J.-Ph. LHERNOULD
Hager HAMDANE-BEN LE	<i>Ouverture du secteur financier et déréglementation dans les pays émergents</i>	Ph. SAUCIER
Hanène HENCHIRI	<i>Interactions entre les décisions de financement des entreprises et l'environnement institutionnel et macroéconomique</i>	J.-P. POLLIN
Ahmed IDRIS	<i>La détermination des éléments du contrat de travail</i>	J.-Ph. LHERNOULD

Nabil JEDLANE	<i>Organisation du système bancaire et choix du régime de change dans les pays du Maghreb</i>	J.-B. DESQUILBET
Mazen KEBEWAR	<i>Le financement d'entreprise et l'emploi</i>	J.-B. CHATELAIN
Kamel LAARADH	<i>L'efficacité des fonds de pension</i>	C. PIATECKI
Phuc LE XUAN	<i>Recherches sur la gestion obligataire</i>	G. GALLAIS-HAMONNO
Fabien LEGER	<i>Offres publiques sur les marchés financiers et normes concurrentielles</i>	Th. GRANIER
Rakia LOUGANI	<i>L'incidence de l'incertitude sur la politique monétaire</i>	M. MOKADEM J.-P. POLLIN
Franceline MERCURELLI	<i>Analyse économique de l'industrie de la gestion d'actifs</i>	J.-P. POLLIN
Alexandru MINEA	<i>Evaluation de la croissance potentielle : méthode et implications pour la politique économique</i>	J.-P. POLLIN P. VILLIEU
Marie MUSARD-GIES	<i>Stratégie de communication des banques centrales : quel degré de transparence ? Quelle crédibilité pour les marchés financiers</i>	P. ARTUS J.-P. POLLIN
Samadingar François NDOUBAHIDI	<i>Politiques économiques et développement durable : l'expérience des pays sahéliens</i>	X. GALIEGUE
Duc De NGO	<i>Coopétition : de la recherche de rente à la croissance économique</i>	C. PIATECKI
Huyen NGUYEN THI THANH	<i>La performance des Hedge Funds</i>	G. GALLAIS-HAMONNO
Jésus Hérel NZE OBAME	<i>La gouvernance des fonds de pension</i>	A. LAVIGNE
Anthony OBENG KOFI	<i>Le droit du financement de projet en Afrique</i>	Th. GRANIER
Debbé OULD SIDY ZEINE	<i>La restructuration du système bancaire mauritanien</i>	X. GALIEGUE
Stéphane RAPELLI	<i>Options réelles et investissements sur le domaine Internet</i>	C. PIATECKI
Amir REZAEI	<i>La mesure de la performance de la gestion quantitative</i>	G. GALLAIS-HAMONNO
Daniel SEGONE	<i>La SARL, modèle de société de droit commun : étude juridique comparative</i>	Th. GRANIER
Florina SEMENESCU	<i>Policy Mix et disparités régionales dans la zone euro</i>	P. VILLIEU
Simona SERBU	<i>L'impact d'un processus d'adhésion à une union régionale sur les politiques d'accueil de l'investissement étranger</i>	Ph. SAUCIER
Gilles SOSSOU	<i>Marché parallèle des médicaments au Bénin : fonctionnement et implications</i>	Ch. RIETSCH
Svetlana STRIMBU-LEE	<i>L'analyse des politiques commerciales dans un modèle d'équilibre général calculable : le cas de la Roumanie</i>	I. FLOREA T. RAJHI
Abel TIEMTORE	<i>Asymétrie d'informations et efficacité des marchés d'assurance dans les pays en développement</i>	K. SAVADOGO A. LAVIGNE
Paola TISSEUR	<i>Les sources potentielles de développement économique local</i>	X. GALIEGUE
Alexandru TODEA	<i>Les indices stratégiques dans l'activité boursière</i>	G. GALLAIS-HAMONNO M. TULAI
Mogota TOINAR	<i>Economie des réseaux et développement durable</i>	X. GALIEGUE
Sessi Noudélé TOKPAVI	<i>Evaluation des risques extrêmes en finance : l'approche VAR</i>	G. COLLETAZ Ch. HURLIN
Myriam TRABELSI EL GHARBI	<i>Les déterminants du choix de la source d'endettement : le cas des firmes françaises cotées</i>	M. MAMOGLI J.-P. POLLIN
Majda TRHARI	<i>La gestion financière des fonds de réserve des retraites</i>	A. LAVIGNE
Phuong Nga VO THI	<i>La tarification des crédits</i>	J.-P. POLLIN

Annexe 3

Liste des séminaires internes

3.1. Les séminaires du mardi

Date	Auteur	Discutant	Titre de la présentation
Année 2003			
21/01/2003	J.-B. DESQUILBET	P. Villieu	Exploring the Currency Board Mechanics: a Basic Formal Model
28/01/2003	J.-P. POLLIN	P. Villieu	La macroéconomie sans LM
04/02/2003	G. COLLETAZ	V. Patiléa	A Multiple Variance-Ratio Rank Test
11/02/2003	I. BUNDA J.-B. DESQUILBET	J.-B. Chatelain	The Bank Liquidity Smile Across Exchange Rate Regime
18/02/2003	N. ARY TANIMOUNE	H. Hamdane	Bank Profitability in LDC,S : Evidence from WEAMU
04/03/2003	N. NENOVSKY (Université de Sofia, Bulgarie)	J.-B. Desquilbet	Banks-Firms Nexus under the Currency Board
11/03/2003	J. RAMOS-SILVA (Institut Supérieur d'Economie et Gestion, Université de Lisbonne, Portugal)	Ph. Saucier	Aires linguistiques dans l'économie globale
25/03/2003	I. BUNDA	J.-B. Chatelain	Origins and Implications of Maturity and Currency Mismatches in the Balance Sheet, of Emerging Countries : a Theoretical Approach
01/04/2003	D. DAOUD BARKAT	A. Pop	Bâle II : amplificateur des cycles financiers ?
08/04/2003	I. RABAUD	Th. Baudassé	La réflexion sur l'attractivité de la France : analyse, perception et mesure
15/04/2003	M. LANHA	Th. Montalieu	Le partage du marché du crédit entre micro-banques et banques
29/04/2003	F. JOVANOVIC	C. Piatecki	Le modèle de marché aléatoire dans la théorie financière quantitative de 1863 à 1976
06/05/2003	D. MICLEA-POP	A.-G. Vaubourg	Le partage de responsabilité : une nouvelle dimension des acquisitions – un modèle de financement par numéraire
13/05/2003	M. FALL	A. Dan Baky	Tests génétiques et dynamiques d'ajustement des contrats d'assurance
20/05/2003	N. ARY TANIMOUNE	F. Sarr	Evaluation du seignuriage dans une union monétaire : une application à l'UEMOA
27/05/2003	N. BOITOUT C. PIATECKI	F. Hervé	Intraday Speculative Attacks in a Microsimulation of the Interbank FX Market : Part II
10/06/2003	S. RINGUÉDÉ	Ch. Lavielle	Modes de gestion de la main-d'œuvre dans les établissements de l'enquête « Réponse » mise en évidence et implications en termes de salaires, de rentabilité économique et climat social
17/06/2003	G. LEVIEUGE	D. Barkat Daoud A. Pop	Les banques comme vecteurs et amplificateurs des chocs financiers
23/09/2003	R. BRETON	J.-P. Pollin	Monitoring and the Acceptability of Bank Money
30/09/2003	A. BARBIER Ch. BLOT	J.-B. Desquilbet	Les propositions de règles budgétaires dans l'UE: les enseignements d'une étude comparative
07/10/2003	A. RIVA	C. Piatecki	Les bourses de Milan et de Gènes 1890-1913. La concurrence entre 2 entreprises de marché vues par leur bilan
14/10/2003	D. CLEMENT S. MENDES L. BONNAL (Grémaq Toulouse)	Ch. Hurlin	D'une génération à l'autre : l'accès au 1 ^{er} emploi des sortants d'apprentissage et de lycée professionnel en 1992 et 1998

21/10/2003	M.-A. PRUNIER (LATAPSES, Université Nice-Sophia Antipolis) O. BRUNO	R. Breton	Capital Contraction and Monetary Shocks in a Heterogeneous Financial System
28/10/2003	I. EHRlich (Université de Buffalo, USA) J. KIM	J.-B. Chatelain	The Dynamics of Income and Fertility Distributions Over the Course of Economic Development : a Human Capital Perspective
04/11/2003	F. BOUJEDRA	Ch. Bangaké	La prise en compte du risque pays dans le choix d'implantation des IDE dans les pays en développement
18/11/2003	Ch. LESPAGNOL	G. Leveuge	Structure par terme et règle de politique monétaire
25/11/2003	A. BARBIER	A. Lavigne	Assurance et discipline budgétaire dans l'UE : enseignements d'un modèle théorique
02/12/2003	H. N'GUYEN THI THANH	Ch. Rietsch	Existe-t-il un effet PER réalisé et prévisionnel ?
09/12/2003	D. MICLEA- POP	G. Gallais-Hamonno	Le marché roumain de contrôle est-il atypique ? Evidence empirique sur les offres publiques d'achat pendant la période 1998-2002
16/12/2003	J.-B. DESQUILBET	Discussion libre	La Caisse d'émission et la réserve fiscale
Année 2004			
13/01/2004	D. KOLEVA	I. Bunda	Les crises de change dans les pays en transition sont-elles déjà dans le passé ? Trois cas d'études emblématiques : la Bulgarie, la République tchèque et la Hongrie
27/01/2004	C. PIATECKI Y. STROPPA	Discussion libre	Anafi, logiciel de finance
03/02/2004	K. LEE Ph. SAUCIER	Ch. Blot	Monetary Union in Asia – When – Where and How – a Contribution of OCA Theories
10/02/2004	K. OOSTERLINCK (Université Libre de Bruxelles, Solvay Business School, Belgique)	Ch. Rietsch	The Bond Market and the Legitimacy of Vichy France
17/02/2004	M. LANHA	R. Breton	Efficacité relative du prêt de groupe avec caution solidaire
24/02/2004	Ch. HURLIN	G. Colletaz	Testing Granger Causality in Heterogeneous Panel Data Models with Fixed Coefficients
09/03/2004	E. CHRABONSZCEWKA (Warsaw School of Economics Varsovie, Pologne)	J.-B. Desquilbet	Les places financières offshore et la stabilité du système financier international
16/03/2004	N. NENOVSKY (Université de Sofia en Bulgarie et Bulgarian National Bank Managing Board) J.-B. DESQUILBET	Ph. Saucier	Credibility and Adjustment: Gold Standard Versus Currency Boards
23/03/2004	N. KIYOTAKI (London School of Economics) J. MOORE (Edinburg University and London, School of Economics)	J.-P. Pollin	Liquidity, Business Cycles and Monetary Policy
30/03/2004	N. HORSEWOOD (Department of Economics University of Birmingham, Grande Bretagne) N.M. DIMSDALE et A. VAN RIEL	J.-B. Chatelain	Unemployment in Weimar Germany
06/04/2004	F. BOUJEDRA	I. Rabaud	Risque pays, IDE et crise financière internationale. Evaluation et étude empirique
13/04/2004	L. CHAUVET (CERDI, Université d'Auvergne) P. GUILLAUMONT	Ch. Lespagnol	Aid Effectiveness in an Unstable Environment

20/04/2004	S. GALANTI (FORUM, Paris X Nanterre) C AARON., I. BILON et Y. TADJEDDINE	H. Nguyen Thi Thanh	Les styles des gérants d'OPCVM actions françaises en 2003
04/05/2004	Ch. BANGAKE	J.-P. Pollin	ZMO et volatilité du taux de change
11/05/2004	G. LEVIEUGE	Discussion libre	Cible de prix d'actif et politique prudentielle
18/05/2004	N. NALPAS (HEC Montréal, Canada) Th. CHAUVEAU (TEAM, Université Paris I Sorbonne)	C. Piatecki	A Theory of Disappointment Weighted Utility
01/06/2004	Ph. N. VO THI	D. Barkat Daoud	Tarification du crédit : qu'apporte le nouveau ratio de solvabilité ?
08/06/2004	R. BRETON V. BIGNON (FORUM, Université Paris X Nanterre)	J.-B. Desquilbet	Accounting Transparency and the Cost of Capital
15/06/2004	Ch. HURLIN	G. Colletaz	How to Estimate Public Capital Productivity?
21/09/2004	Th. MONTALIEU C. HAGUENAU-MOIZARD	I. Rabaud	L'évolution du partenariat UE-ACP de Lomé à Cotonou : de l'exception à la normalisation
28/09/2004	J.-B. CHATELAIN	A. Minéa	"Deep Pockets", Research and Development Persistence and Economic Growth
12/10/2004	A. POP	A.-G. Vaubourg	Discipline du marché de dette bancaire : vers une concurrence équitable entre les banques au niveau international ?
19/10/2004	A. MINEA P. VILLIEU	J.-B. Desquilbet	Persistent Deficit Growth and Indeterminacy
02/11/2004	A. LAVIGNE Ch. BERGER	Discussion libre	Le fonds de réserve des retraites à l'horizon de 2050 : quelques simulations
23/11/2004	C. PIATECKI	Th. Baudassé	En quête du capital social : les interactions en réseaux
30/11/2004	Ch. HURLIN	Discussion libre	Nelson and Plosser revisited: A Re-Examination using OECD Panel Data
07/12/2004	G.-F. STANCANELLI E. (OFCE)	Ch. Lavielle	Evaluating the Impact of the French Tax Credit Programme : "La prime pour l'emploi" a Difference in Difference Model
14/12/2004	J.-P. POLLIN A.-G. VAUBOURG	R. Breton	Complémentarités institutionnelles entre marché du travail et contrats financiers
Année 2005			
11/01/2005	Ch. LAVIALLE	J. Timotéo	La précarité : une fatalité ? Réflexions sur les articulations possibles entre marchés du travail et protection sociale
18/01/2005	M. FALL	J.-B. Desquilbet	Contrats d'assurance en présence simultanée d'antisélection et d'aléa de moralité : une application aux tests génétiques
25/01/2005	F. SARR	Ch. Lespagnol	La soutenabilité de la politique budgétaire dans la zone UEMOA : Essai d'évaluation théorique et empirique
01/02/2005	G. LEVIEUGE Ch. BLOT (Banque Centrale du Luxembourg)	G. Colletaz	Are MCIs Good Indicators of Economic Activity? Evidence from the G7 Countries
08/02/2005	F. BUELENS (Université d'Anvers, Belgique)	Ch. Rietsch	Price and Return Indices on the Brussels Stock Exchange for the Period 1832-2003. Database Structure, Methodology and Data Collection
22/02/2005	P. GAZE D. BOUNIE (ENST, Département d'économie EGSB)	A. Lavigne	Paiement et Internet : analyse, enjeux et perspectives de recherche en économie bancaire
01/03/2005	FI. ARESTOFF (EURISCO, Université Paris IX Dauphine)	S. Ringuedé	Recherche du premier emploi : l'éducation privée est-elle plus efficace que l'éducation publique ? Le cas de Madagascar

08/03/2005	A. REZAEI	J.-B. Chatelain	La gestion indicielle française ? Vainqueur ou vaincue ?
15/03/2005	Th. BAUDASSE Th. MONTALIEU	C. Piatecki	Le capital social : un concept utile pour la finance et le développement
22/03/2005	C. ERTUR (Université de Bourgogne) J. LE GALLO. et C. BAUMONT	Ch. Hurlin	The European Regional Convergence Process, 1980-1995: Do Spatial Regimes and Spatial Dependence Matter?
29/03/2005	M. DJELASSI (Université de Jendouba, Tunisie)	G. Colletaz	Libéralisation financière et comportement d'épargne
12/04/2005	A. MULLINEUX (Université de Birmingham, Grande Bretagne)	A.-G. Vaubourg	The Evolving Role of Banks and Other Financial Institutions in Corporate Governance
26/04/2005	D. MICLEA-POP J. LE MAUX (Université Paris 1 Sorbonne)	G. Gallais-Hamonno	Ownership Competition in the European transition Arena: Towards a Viable Restructuring?
03/05/2005	C. DRAGOS	Ch. Hurlin	Spécification de la structure arborescente du modèle Nested Logit par une méthode d'analyse des données – application au marché roumain -
10/05/2005	K.-J. KOCH (Université de Siegen, Allemagne)	Th. Baudassé	A Note on Growth and the Rawls's Difference Principle
17/05/2005	K. LAARADH	H. Nguyen Thi Thanh	Performance des investisseurs institutionnels britanniques : Fonds de pension Vs Unit Trusts
24/05/2005	I. GAFSI (Université d'Evry) F. MIHOUDI et Y. L'HORTY	S. Ringuedé	Allègement du coût du travail et emploi peu qualifié : une réévaluation
31/05/2005	N. JEDLANE	Ch. Bangaké	Des Caisses d'émission au Maghreb ?
07/06/2005	J. CARTELIER (FORUM, Université Paris X Nanterre)	J.-P. Pollin	De la "neutralité" à "l'essentialité" : l'ambiguïté de la théorie monétaire
27/09/2005	E. WALKOWIAK	Ch. Laviolle	Modernisation des entreprises et renouvellement de la main d'œuvre
04/10/2005	I. BUNDA	S. Tokpavi	Correlations in Emerging Market Bonds: The Role of Local and Global Factors
11/10/2005	J.-P. POLLIN	A. Pop	Too Big To Fail
18/10/2005	M. BELKHIR	J.-B. Chatelain	Additional Evidence on Insider Ownership and Bank Risk Taking
25/10/2005	A. HINOJOSA PEREZ (Université Nationale de San Agustín d'Aréquipa, Pérou)	Th. Baudassé	Croissance macroéconomique et détresse microéconomique : le cas de l'économie péruvienne
08/11/2005	S. STRIMBU-LEE	X. Galiègue	MEGC appliqué à la Roumanie
15/11/2005	K. LAARADH	R. Bellando	Persistances de la performance des investisseurs institutionnels britanniques : fonds de pension vs fonds mutuels
22/11/2005	H. N'GUYEN THI THANH	Ch. Hurlin	On the Use of Data Envelopment Analysis in Hedge Fund Performance Appraisal
29/11/2005	Y. KALANTZIS (EHESS-ENPC-ENS)	I. Bunda	Incertitude et crise de balance des paiements
13/12/2005	E. WHITE (Department of Economics, Rutgers University, USA)	G. Gallais-Hamonno	The Highest Price Ever : The Great Nyse Seat Sale of 1928-1929 and Capacity Constraints
Année 2006			
10/01/2006	Ch. LAVIALLE	S. Ringuedé	Y-a-t-il des lois naturelles en économie ? Histoire et portée du concept de « taux de chômage naturel »
17/01/2006	I. RABAUD	Th. Baudassé	Trade in Services: How Does it Work?
24/01/2006	A. MINEA P. VILLIEU	Th. Montalieu	Financial Repression, Tax Evasion and Long-Run Monetary and Fiscal Policy Trade-off in an Endogenous Growth Model with Transaction Costs

31/01/2006	B. GOBILLARD (PSE, Paris-Jourdan Sciences économiques et Université Paris X Nanterre, EconomiX)	C. Piatecki	Wash-sales and the Law of One Price in Multiple Trading Posts Per Commodity Market Games
07/02/2006	G. COLLETAZ Ch. HURLIN	J.-B. Chatelain	Threshold Effects in the Productivity of Public Capital
14/02/2006	A. BARBIER-GAUCHARD	F. Sarr	Concurrence fiscale et redistribution dans l'UEM : l'intérêt d'une intervention supranationale
28/02/2006	M. MUSARD-GIES	P. Villieu	La transparence sur les préférences des banques centrales est-elle souhaitable ?
07/03/2006	J.-Ph. LHERNOULD	Ch. Lavielle	Le plombier polonais est-il mort ? La loi 2 août 2005 et le détachement transnational de travailleurs
14/03/2006	R. BRETON	A. Pop	A Smoke Screen Theory of Financial Intermediation
21/03/2006	D. ACLASSATO	Ch. Rietsch	Taux d'intérêt effectif, viabilité financière et réduction de la pauvreté par les IMF au Bénin.
28/03/2006	L. PARESCHI (Department of Mathematics, University of Ferrara, Italie et MAPMO, Université d'Orléans)	LEO	On a Kinetic Model for a Simple Market Economy
04/04/2006	Ch. WALTER (Directeur de recherche, Pricewaterhouse Coopers, et Professeur associé à l'Institut d'études politiques de Paris)	C. Piatecki	La gestion indicielle et la théorie des moyennes
11/04/2006	N. MILLION (Centre d'économie de la Sorbonne, CNRS, Paris 1)	G. Colletaz	Etude des changements de régime dans la relation de co-intégration entre taux d'intérêt nominaux et taux d'inflation
18/04/2006	N. GREGORIADIS F. SEMENESCU P. VILLIEU	J.-P. Pollin	Monetary Policy Inflation and Divergences in a Heterogeneous Monetary Union
02/05/2006	Ch. HURLIN S. TOKPAVI	J.-B. Chatelain	Backtesting VaR Accuracy : a Simple and Powerful Test
09/05/2006	A. MENDONÇA (Institut Supérieur d'Economie et Gestion de l'Université technique de Lisbonne, Portugal) J. SILVESTRE	Ph. Saucier	The Endogeneity of Optimum Currency Areas Criteria : Some Evidences from European Union and Portugal
16/05/2006	B. DIALLO	M. Lanha	Modèle de « Credit Scoring » pour une institution de micro-finance africaine : le cas de Nyesigio au Mali
23/05/2006	E. WALKOWIAK N. GREENAN (Centre d'études de l'emploi)	S. Ringuedé	Informatique, organisation du travail et interactions sociales
30/05/2006	K. OOSTERLINCK (Université Libre de Bruxelles, Solvay Business School, Belgique) J. LANDON-LANE (Rutgers University, USA)	Ch. Rietsch	Hope Spring's Eternal: French Bondholders and the Soviet Repudiation (1915-1919)
06/06/2006	B. VILLENEUVE (Université de Toulouse, CEA et CREST) Anna CRETI (Università Bocconi, Italie)	X. Galiègue	Equilibrium Precautionary Storage
13/06/2006	C. CALDERON-VILLARREAL (El Colegio de la Frontera Norte, Department of Economics Mexico, Mexique)	Th. Baudassé	The Direct Investment Determinants and the Prospects for Economic Cooperation in Northeast Asia
20/06/2006	D. ACLASSATO	A. Lavigne	Microfinance Institutions Under Interest Rates Ceilings

26/09/2006	Ch. RAULT	G. Colletaz	Testing for Weak Exogeneity in Vector Error Correction Models
03/10/2006	J. FOUQUAU Ch. HURLIN I. RABAU	C. Ertur	The Feldstein-Horioka Puzzle: a Panel Smooth Transition Regression Approach
11/10/2006	G. DIONNE, P.-C. MICHAUD et M. DAHCHOUR (HEC Montréal, Canada)	LEO	Separating Moral Hazard from Adverse Selection and Learning in Automobile Insurance : Longitudinal Evidence from France
17/10/2006	C. ERTUR et W. KOCH	Ch. Rault	Growth, Technological Interdependence and Spatial Externalities : Theory and Evidence
24/10/2006	C. PIATECKI	Ph. Saucier	Pourquoi conduit-on à droite ? Une investigation historique dans la genèse d'un conflit de normes
07/11/2006	D. de NGO	S. Rapelli	Should all Competitors Cooperate Together? A Coopetition Contest Model
14/11/2006	S. COLLIAC et A. A. DJISTERA (Université Montesquieu Bordeaux IV)	P. Villieu	The Effect of Procyclical Public Spending on Economic Growth : an Application to Education in Latin America

3.2. Les séminaires doctorants

Date	Auteur	Titre de la présentation
Année 2004		
25/02/2004	A. BARBIER-GAUCHARD Ch. BLOT	Stabilisation et coordination budgétaire dans une union monétaire hétérogène
17/03/2004	M. FALL	Marché d'assurance maladie en présence d'antisélection et d'aléa de moralité
24/03/2004	A. POP	Le canal indirect de la discipline de marché : essai de vérification empirique sur le marché européen de dette bancaire (1995-2002)
07/04/2004	M. MUSARD	Transparence et prévisibilité de la politique monétaire
21/04/2004	D. DAOUD BARKAT	Assurance dépôt, réforme Mc. Donough : quelles incitations pour la prise de risque bancaire ?
23/06/2004	A. MINEA	Indeterminacy in a Growing Economy with a Deficit Rule
24/11/2004	A.-L. BALDI-DELATTE (FORUM, Université Paris X Nanterre)	Les changements structurels dus à l'assouplissement des règles monétaires en Argentine
01/12/2004	M. BELKHIR	Board of Directors' Size and Performance in Banking
Année 2005		
20/01/2005	M. MUSARD	Les discours de la BCE orientent-ils les taux courts et les taux longs en zone euro ?
08/06/2005	A. TIEMTORE	Double asymétrie informationnelle et équilibre sur le marché d'assurance
26/10/2005	M. FALL	Les contrats dynamiques sur le marché de l'assurance
09/11/2005	J. FOUQUAU	Les effets de seuil dans la Loi d'Okun
29/11/2005	M. MUSARD -GIES	La transparence sur les préférences des Banques Centrales est-elle désirable ?
Année 2006		
18/01/2006	Ph. N. VO THI	Tarification du crédit bancaire : que doit-on prendre en compte ?
12/04/2006	F. MERCURELLI	La gestion déléguée : une revue de la littérature théorique
31/05/2006	Ch. BANGAKE J.-B. DESQUILBET N. JEDLANE	Régimes de change pour les petits pays
14/06/2006	H. HENCHIRI	L'impact de l'environnement macroéconomique et institutionnel sur les décisions de financement des entreprises : une étude internationale
27/06/2006	A. TIEMTORE	Estimation du niveau de risque en assurance automobile par les modèles de comptage
03/07/2006	J.-H. NZE OBAME	Décision de faillite d'une entreprise en présence d'un fonds de pension à prestations définies
03/07/2006	G. SOSSOU	Interactions stratégiques entre marché réglementé et marché parallèle des médicaments dans les pays à faibles revenus

3.2. Conférences données à la Faculté de droit, d'Economie et de Gestion à l'initiative du Laboratoire d'économie d'Orléans, dans le cadre du cycle de conférences « *Les Amphis de l'Actualité* »

03/06/2003	Michel DOLLE (Rapporteur général du CERC)	Education et redistribution
09/10/2003	Patrick ARTUS (Etudes économiques, CDC-IXIS)	Quelle sortie de crise pour l'économie mondiale ?
18/03/2004	Michel DOLLE (Rapporteur général du CERC)	Les enfants pauvres en France
16/11/2004	Christian SCHMIDT (Université Paris IX Dauphine et LESOD)	Psychologie cognitive et analyse économique : quelques points de rencontre
21/10/2004	Anton BRENDER et Florence PISANI (Etudes économiques, DEXIA Asset Management)	La nouvelle économie américaine
31/03/2005	Michel DOLLE (Rapporteur général du CERC)	La sécurité de l'emploi face aux défis des transformations économiques
24/11/2005	Michel DOLLE et Yannick L'HORTY (Rapporteur général du CERC)	Aider au retour à l'emploi
18/01/2006	Patrick ARTUS et Marie-Paule VIRARD (Etudes économiques groupe Caisse d'épargne et Enjeux-les-Echos)	Le capitalisme est en train de s'autodétruire

Table des matières

Sommaire	1
Avant-propos	3
1. Présentation générale du LEO	5
1.1. Eléments constitutifs	5
1.1.1. Les membres	5
1.1.2. L'organigramme administratif et l'organigramme scientifique	9
1.1.3. La localisation	10
1.2. Axes de recherche et bilan des activités scientifiques	14
1.2.1. Positionnement scientifique du LEO	14
1.2.2. Bilan des activités des équipes	14
1.2.2.1. Equipe « <i>Marchés et intermédiaires financiers</i> »	15
1.2.2.2. Equipe « <i>Macroéconomie monétaire</i> »	20
1.2.2.3. Equipe « <i>Economie et finance internationales</i> »	22
1.2.2.4. Equipe « <i>Travail, Emploi, Organisations et Savoirs</i> »	24
1.2.2.5. Equipe « <i>Econométrie</i> »	29
1.3. Production scientifique	31
2. Fonctionnement interne du LEO	34
2.1. Direction	34
2.2. Vie du laboratoire	35
2.2.1. Vie quotidienne : conditions de travail, circulation de l'information, collaborations	35
2.2.2. Les séminaires internes	35
2.2.2.1. Le séminaire du mardi	35
2.2.2.2. Le séminaire doctorants	35
2.3. La pyramide des âges des chercheurs et des enseignants-chercheurs	36
2.4. La formation	36
2.4.1. Domaines de formation	37
2.4.2. Les personnels concernés et les formations prioritaires	37
2.4.3. Les formations proposées par le LEO	38
2.5. L'hygiène et la sécurité	38
2.6. L'utilisation des crédits sur la période 2003-2006	38
3. Positionnement externe du LEO	39
3.1. Activités de diffusion de la recherche	39
3.1.1. Participation à des colloques extérieurs	39
3.1.2. Organisation de colloques et de manifestations scientifiques	39
3.1.2.1. Colloques organisés à Orléans par le LEO	39
3.1.2.2. Colloques organisés par des membres du LEO	39
3.1.3. Echanges internationaux	40
3.1.3.1. Coopérations de recherche	40
3.1.3.2. Coopérations d'enseignement	41

3.1.4. Activités éditoriales	41
3.2. La formation doctorale	42
3.2.1. L'école doctorale « <i>Sciences de l'homme et de la société</i> »	42
3.2.2. Les enseignements doctoraux	42
3.2.3. Les doctorants : flux, encadrement, actions spécifiques	42
3.3. La valorisation	43
3.3.1. Participation à des contrats de recherche avec les grands organismes	43
3.3.2. Participation à des interviews et des émissions radio-télévisées	46
3.3.3. La Science en fête	46
3.3.4. Développement de logiciels	46
3.4. Responsabilités scientifiques et rayonnement scientifique des membres du LEO	46
4. Projets scientifiques pour 2008-2011	48
4.1. Les demandes de moyens	48
4.2. La restructuration du LEO	48
4.3. Les projets scientifiques du LEO	49
4.3.1. Projet 1 : Gouvernance et réglementation dans les systèmes financiers (A. Lavigne)	49
4.3.2. Projet 2 : Politiques monétaires et budgétaires dans des unions monétaires (P. Villieu)	51
4.3.3. Projet 3 : Travail, emploi et politiques sociales en Europe (Ch. Lavalie)	52
4.3.4. Projet 4 : Territoires et mobilités (Th. Baudassé et Ch. Lavalie)	54
4.3.5. Projet 5 : Econométrie appliquée (Ch. Hurlin)	55
Annexes	57
Annexe 1. Liste des publications	58
1. Articles dans des revues à comité de lecture (ACL)	58
1.1. Revues internationales (ACLI)	58
1.2. Revues nationales (ACLN)	60
2. Articles dans des revues sans comité de lecture (SCL)	65
3. Communications à colloques	66
3.1. Colloques avec actes (ACT)	66
3.2. Colloques sans actes (COM)	68
3.3. Conférences invitées (INV)	80
4. Ouvrages scientifiques ou chapitres (OS)	82
4.1. Ouvrages scientifiques	82
4.2. Contributions à ouvrages scientifiques	83
5. Ouvrages de vulgarisation (OV)	86
6. Autres publications (AP)	87
6.1. Rapports (RAP)	87
6.2. Articles en revision (REV)	89
6.3. Documents de recherche (DOC)	90
6.4. Notes de jurisprudence (JURIS)	98
7. Thèses soutenues (THESE)	103
8. Information et culture scientifique et technique (articles de journaux)	104
Annexe 2. Liste des thèses en cours	106
Annexe 3. Liste des séminaires internes	108
Table des matières	115



LABORATOIRE D'ÉCONOMIE D'ORLÉANS (UMR 6221)

Partie III

Fiche synthétique du Laboratoire d'économie d'Orléans

Fiches individuelles

Directrice

Anne LAVIGNE, Professeur

Coordonnées

Université d'Orléans – Faculté de Droit, d'Économie et de Gestion
Rue de Blois – BP 6739 – 45067 Orléans Cedex 2
Tél. (33) 02 38 41 70 37 – Fax : (33) 02 38 41 73 80
E-mail : leo@univ-orleans.fr
Web : <http://www.univ-orleans.fr/LEO/>